

# Rapport sur la sécurité transnationale

Vers une coopération transfrontalière : lutter contre les flux illicites



## À PROPOS DU PRÉSENT RAPPORT

Partie importante de la Série sur la sécurité transnationale de la Conférence de Munich sur la Sécurité (MSC), le présent rapport met en lumière une sélection de flux illicites qui présentent des menaces transnationales en matière de sécurité mondiale, régionale et nationale.

Étant donné le caractère illicite de ces flux, les données disponibles sont souvent fragmentées. Compte tenu de ces défis, le présent rapport – dont le contenu a été compilé en étroite coopération avec des nombreuses institutions et experts dans ce domaine – traite les flux illicites à travers plusieurs dimensions, ainsi que leurs implications pour la sécurité.

Fidèle à la tradition de la MSC, le présent rapport ne vise pas à être exhaustif, mais plutôt à servir de base de discussion pour notre public clé et à révéler des questions à poser.

La Conférence de Munich sur la Sécurité aimerait remercier l'Organisation internationale de la Francophonie pour son soutien pour rendre possible la version française du présent rapport.

# Table des matières

■	<b>Avant-propos</b>	<b>4</b>
■	<b>Vers une coopération transfrontalière : lutter contre les flux illicites</b>	<b>6</b>
■	<b>Marchandises</b> Chercheurs d'or et pistolets fumants	<b>14</b>
■	<b>Personnes</b> Pertes et profits	<b>28</b>
■	<b>Capitaux</b> Le blanchiment de l'argent sale	<b>38</b>
■	<b>Données</b> Le piratage de tous les secteurs	<b>48</b>
■	<b>Recommandations</b>	<b>56</b>
■	<b>Pour aller plus loin</b>	<b>60</b>
■	<b>Remerciements</b>	<b>66</b>
■	<b>Notes</b>	<b>72</b>

# Avant-propos

Chère lectrice, cher lecteur,

Le monde actuel fait face à des menaces de plus en plus transnationales dont l'ampleur est inédite : terrorisme, extrémisme, criminalité organisée, trafics de toutes sortes, allant des flux financiers illicites à la traite des êtres humains. Cette situation fragilise les États et constitue un sérieux obstacle au développement humain.

Dans ces contextes internationaux de plus en plus instables, en proie à la fragmentation et à la polarisation, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), que j'ai l'honneur de diriger depuis janvier 2019, rassemblant autour de la langue française, une grande variété de peuples unis par des valeurs de solidarité et d'écoute de l'autre, doit faire valoir ses atouts humains et interculturels. Forte de ses 88 États et gouvernements membres et de ses multiples réseaux de la société civile, notre Organisation œuvre en faveur de la coopération entre les peuples.

L'OIF regroupe certains des pays les plus exposés aux conséquences désastreuses des trafics divers qui sont au cœur de la présente édition du Rapport que la Conférence de Munich sur la sécurité (MSC) consacre à la sécurité transnationale. Je pense en particulier aux pays du Sahel. Elle accueille également plusieurs des États considérés comme de grandes puissances mondiales. C'est cette diversité qui fait sa valeur ajoutée sur la scène internationale.

À travers une riche collaboration multilatérale entre acteurs étatiques et non étatiques, nous déployons une approche préventive et inclusive, fondée sur une excellente connaissance du terrain, des populations, de la culture institutionnelle et politique des pays, qui est de nature à créer les conditions stratégiques du succès des différentes opérations de paix.

Parce qu'il est urgent de faire front commun pour davantage d'impact et d'efficacité, je souhaite que l'OIF s'engage encore davantage dans un multilatéralisme rénové, fondé sur une action concertée et coordonnée de l'ONU et des Organisations internationales et régionales.

Il est essentiel que ces Organisations, comme les États et leurs sociétés civiles, puissent compter sur la précieuse expertise d'organismes qui, comme la MSC, en collectant des données, procèdent à des analyses fines des situations.

Grâce à la traduction française de ce Rapport sur la sécurité transnationale, ces analyses vont être accessibles à l'ensemble des acteurs de la sécurité des États et gouvernements membres de la Francophonie.

Puissent les recherches approfondies que diffuse ce Rapport contribuer à une meilleure compréhension de la problématique sécuritaire transnationale, inciter à plus de coordination pour un combat plus efficace contre les forces obscurantistes qui déstabilisent nos sociétés et participer ainsi à la mission universelle de construction de la paix et de la sécurité.



Louise Mushikiwabo,  
Secrétaire générale de la Francophonie

# Avant-propos

Chère lectrice, cher lecteur,

Si la mondialisation a enrichi notre monde de bien des façons, les rapides avancées technologiques et l'augmentation des flux commerciaux au cours des dernières décennies ont également catalysé toutes sortes de flux illicites. De tels échanges transfrontaliers, illégaux ou illégitimes, sont souvent liés au crime organisé et présentent des menaces transnationales en matière de sécurité. Le trafic de drogues, d'armes et de personnes, ainsi que les flux financiers illicites y afférents, ne sont que quelques exemples parmi les défis que doit relever la politique de sécurité, de part et d'autre de la frontière, tant sur le plan international que national.

Dans le contexte plus large des défis que doit actuellement relever le nouvel ordre international, les menaces qui émergent en matière de sécurité transfrontalière viennent ajouter une couche supplémentaire à l'environnement sécuritaire complexe dans lequel les décideurs politiques doivent évoluer. Néanmoins, le défi des flux illicites peut également avoir un côté positif : confrontés à des défis similaires qu'ils sont dans l'incapacité de relever seuls, les États pourraient mettre en œuvre une coopération multilatérale, contribuant ainsi à revitaliser les mécanismes de gouvernance régionaux et mondiaux.

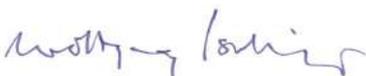
Fidèle à une tradition de 55 ans, la Conférence de Munich sur la Sécurité (MSC) s'engage à apporter sa contribution pour rassembler les acteurs clés afin de promouvoir le dialogue et d'échanger des idées en vue d'une coopération future. Notre Série sur la sécurité transnationale entend créer un forum à haut niveau, permettant aux décideurs et aux experts issus de la politique, du monde académique et du secteur privé d'élaborer des stratégies visant à contrecarrer l'impact des menaces transfrontalières en matière de sécurité.

Le présent rapport s'inscrit dans cet objectif. S'alignant sur notre « Munich Security Report » ainsi que sur des documents thématiques antérieurs tels que l'« European Defence Report », ce rapport lève le voile, à partir d'exemples choisis, sur les flux illicites transnationaux qui mettent en danger la sécurité mondiale en finançant des conflits et en perpétuant l'instabilité. Les pages suivantes se concentrent sur quatre domaines clés des flux illicites : les marchandises, les personnes, les capitaux et les données, avec une sélection d'exemples pour chacun d'entre eux. Étant donné la complexité du problème, il s'agit davantage d'un éclairage que d'un traité exhaustif. Dans son ensemble, ce rapport entend alerter les décideurs sur les principales menaces posées par les flux illicites et mettre en avant des approches de coopération possibles, tablant sur les efforts en cours fournis par les organes multilatéraux et nationaux à travers le monde. Notre partie « Pour aller plus loin » propose des recommandations de lecture permettant d'approfondir la réflexion.

Comme c'est désormais la tradition pour nos publications, l'analyse des données et les graphiques – dont la plupart n'ont jamais été publiés ou ont été mis à jour spécialement pour le présent rapport – ont été compilés en étroite coopération avec des institutions et des experts de renom visant à améliorer la compréhension des flux illicites et du crime organisé transnational dans ses différentes formes. Nouvelle activité thématique pour la MSC, ce rapport n'aurait pas été possible sans le soutien généreux de nombre d'institutions, amis et partenaires, qui nous ont fait part de leurs réflexions expertes en la matière.

J'aimerais leur adresser à tous mes plus vifs remerciements – et vous souhaite une lecture aussi intéressante qu'inspirante. Je suis également impatient de poursuivre la discussion sur ces sujets ô combien importants lors de nos prochaines rencontres.

Sincèrement vôtre,



Ambassadeur Wolfgang Ischinger  
Président de la Conférence de Munich sur la Sécurité

# Vers une coopération transfrontalière : lutter contre les flux illicites

« Le terrorisme est de plus en plus lié au crime organisé international, au trafic de personnes, de drogues et d'armes, ainsi qu'à la corruption. »<sup>40</sup>

**ANTÓNIO GUTERRES,**  
**25 SEPTEMBRE 2018**

La mondialisation – l'interdépendance croissante des économies, des cultures et des populations<sup>1</sup> – a rendu le monde plus petit à mesure que les personnes, les marchandises, l'argent et les données deviennent de plus en plus connectés et se déplacent plus facilement et plus rapidement à travers le monde. À bien des égards, la mondialisation a aussi enrichi le monde, tant au sens figuré, grâce à l'intensification des échanges entre les pays, qu'au sens propre : le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est plus faible aujourd'hui qu'à tout autre moment de l'histoire.<sup>2</sup> Toutefois, comme de nombreux symptômes de notre monde de plus en plus interconnecté, la mondialisation n'a pas seulement alimenté les formes juridiques des interconnexions économiques mondiales. Elle est également devenue un catalyseur pour toutes sortes de flux illicites, c'est-à-dire les échanges transfrontaliers illégaux ou illégitimes de personnes, de biens, d'argent ou de données.

Au cours des dernières décennies, ces échanges ont connu un essor considérable, comme en témoigne l'ampleur vertigineuse du problème : on estime que les flux illicites résultant d'opérations criminelles transfrontalières – comme la contrebande d'armes, de tabac ou de produits pharmaceutiques – représentent entre 1,6 et 2,2 billions d'USD par an,<sup>3</sup> soit approximativement le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni.<sup>4</sup> Alors que cet argent sale remplit les poches d'acteurs malveillants, qu'il s'agisse de groupes armés ou d'organisations terroristes, voire d'États voyous, les flux illicites peuvent se transformer en menaces mondiales pour la paix et la sécurité.

« Les plus dangereuses menaces de sécurité auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui sont de nature transfrontalière – les criminels et les terroristes ne respectent pas les frontières nationales. »<sup>41</sup>

**SIR JULIAN KING,**  
**21 DÉCEMBRE 2018**

Si les flux illicites transfrontaliers ont existé au cours de l'histoire sous différentes formes, avec des contrebandiers et des pirates opérant depuis des siècles, le problème a pris une nouvelle dimension à la fin du XX<sup>e</sup> et au début du XXI<sup>e</sup> siècle. La libéralisation du marché et du commerce depuis les années 1970 a surchargé le commerce mondial, dépassant même les niveaux observés au début du XX<sup>e</sup> siècle.<sup>5</sup> En 1960, le commerce représentait 24 % du PIB mondial ; en 2017, il était de 58 %.<sup>6</sup> Les conditions générales permettant d'accroître les flux commerciaux mondiaux, à savoir l'intégration des économies nationales dans un système économique mondial et les progrès technologiques, ont donc également permis aux flux illicites de marchandises, de personnes et de capitaux de prospérer. Les flux illicites n'existent pas seulement indépendamment de leurs contreparties légales, mais représentent plutôt le sombre « revers de la mondialisation » et de l'économie mondiale croissante.<sup>7</sup> Par exemple, lorsque les porte-conteneurs – la principale force des flux commerciaux mondiaux reliant les plaques tournantes du commerce – ont commencé à être largement utilisés, ils ont non seulement rapidement servi à transporter des marchandises légales, mais sont également devenus le moyen privilégié des réseaux criminels. L'ampleur même des flux commerciaux dans un contexte de mondialisation rend ces flux, y compris leurs variantes illicites, presque impossibles à suivre ou à contrôler par les services de détection et de répression et les douanes.<sup>8</sup> Par exemple, 4 500 navires en moyenne rejoignent le port de Hambourg chaque année, avec un chiffre d'affaires de 8,7 millions de conteneurs en 2018, soit près de 24 000 par jour.<sup>9</sup>

Leur insaisissabilité est l'un des principaux défis que posent les flux illicites. Si certains flux sont intrinsèquement illégaux, comme le trafic de personnes, dans d'autres cas, la frontière entre les actes légaux et illégaux est moins nette,<sup>10</sup> les biens illicites pouvant être mélangés à des biens licites. Pour prendre un autre exemple, certaines activités illicites peuvent être considérées comme légitimes dans des contextes particuliers, soit

« Aujourd'hui, il n'y a pas de menaces criminelles purement régionales. Femmes, enfants et hommes sont réduits en esclavage par des trafiquants de personnes et traversent clandestinement les frontières, une quantité sans précédent de drogue est acheminée en Europe depuis l'Amérique latine, tandis que les cybercriminels mènent des attaques aux quatre coins du globe. »<sup>42</sup>

**JÜRGEN STOCK,**  
**29 MAI 2019**

« Les criminels exploitent les nouvelles technologies ainsi que les capacités et lacunes réglementaires pour acquérir et dissimuler des produits volés. Il est grand temps de renforcer l'action mondiale pour lutter contre les risques liés à la criminalité économique, au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et à la corruption sous toutes ses formes. »<sup>43</sup>

**YURY FEDOTOV,**  
**16 MAI 2019**

en raison des coutumes locales, soit parce qu'il s'agit « d'activités de subsistance ». <sup>11</sup> Par exemple, pour des raisons de faiblesse de l'État central dans les régions reculées, les tribus maliennes ont toujours cherché des opportunités commerciales dans l'ensemble de la région, traversant ainsi les pays voisins. <sup>12</sup> Il est donc essentiel de comprendre les facteurs structurels pour comprendre ce qui alimente les flux illicites. <sup>13</sup>

Les effets des flux illicites sur la sécurité mondiale sont multiples et ont des répercussions immédiates et à long terme tant sur les niveaux mondial et national que sur les individus.

L'un des effets immédiats est que la contrebande transfrontalière, le trafic de personnes et la cybercriminalité génèrent des revenus illégaux pour les acteurs armés, étatiques et non étatiques. Outre le fait qu'ils servent à financer des attentats terroristes, les flux illicites non contrôlés peuvent alimenter les conflits en cours, perpétuer une instabilité plus large et agir comme des fauteurs de troubles pendant les processus de paix. <sup>14</sup> Dans une enquête récente, les États membres de l'Union africaine ont classé le trafic transfrontalier d'armes et de munitions par voie terrestre comme étant le principal type de flux illicites affectant leurs pays. <sup>15</sup> Alors que dans certaines situations, le « trafic illicite précède le conflit », dans d'autres, il s'agit d'un sous-produit : autrement dit, les groupes armés peuvent exploiter un conflit en cours pour diriger leurs économies illicites et générer des profits. <sup>16</sup>

À long terme, les flux illicites entravent le développement d'un pays en détournant des fonds là où ils sont nécessaires, ce qui réduit les capacités des États et affaiblit les économies nationales. On estime que le continent africain a perdu en moyenne 73 milliards d'USD par an entre 2000 et 2015 du seul fait de la mauvaise facturation commerciale, ce qui masque la véritable nature ou valeur des marchandises transportées. <sup>17</sup> En outre, les flux illicites sapent la confiance dans les structures de gouvernance en corrompant les agents publics ou en portant atteinte à l'intégrité des processus électoraux. Même les acteurs étatiques s'en servent, par exemple, pour l'espionnage.

Dans l'ensemble, les flux illicites constituent un terreau fertile pour la prolifération des réseaux criminels. Les experts ont averti que ces réseaux « sapent de plus en plus » <sup>18</sup> les efforts nationaux et internationaux visant à assurer la paix et la sécurité. En effet, comme l'affirment certains observateurs, « en ignorant le pouvoir politique et les stratégies des groupes criminels, nous risquons de négliger une force majeure qui façonne les affaires mondiales contemporaines ». <sup>19</sup>

Alors que l'« alliance contre nature » entre le crime organisé et le terrorisme est devenue un défi sécuritaire plus vaste qui attire de plus en plus l'attention des experts, <sup>20</sup> les acteurs politiques ont intensifié leur détermination à agir. En particulier, au cours de la dernière décennie, des acteurs clés – des Nations Unies (ONU) à la Banque mondiale, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et aux États-Unis, <sup>21</sup> pour n'en nommer que quelques-uns – ont soulevé la question et annoncé des stratégies pour combattre la criminalité transnationale organisée et en atténuer les répercussions sur la paix et la sécurité. Dans son Agenda 2030, l'ONU a mis l'accent sur le lien entre la paix et la sécurité et le développement durable, appelant explicitement les États membres à « réduire les flux illicites de capitaux et d'armes, à renforcer le recouvrement et la restitution des avoirs volés et à combattre toutes les formes de criminalité organisée ». <sup>22</sup>

Le Conseil de sécurité de l'ONU a accordé une attention particulière au rôle des flux illicites dans certaines zones de conflit, ajoutant pour la première fois en juin 2018 des individus accusés de trafic de personnes à une liste de sanctions liées à la Libye. <sup>23</sup> Au cours du même mois, le Conseil s'est déclaré « profondément préoccupé par la menace transnationale posée par le terrorisme et la criminalité organisée (y compris le trafic de personnes, d'armes, de drogues et de ressources naturelles et le trafic illicite de migrants) dans la région du Sahel » et a demandé que la Mission multidimensionnelle

« Nous devons intensifier notre collaboration internationale afin de fermer les voies par lesquelles les pays perdent des revenus potentiels au profit de flux illicites. Il s'agit d'une responsabilité collective très urgente, dans la mesure où les flux quittant les pays en voie de développement arrivent invariablement dans des pays développés. »<sup>44</sup>

**AMINA J. MOHAMMED,**  
**24 SEPTEMBRE 2018**

« À l'heure actuelle, les menaces de sécurité évoluent et se multiplient rapidement. Que ce soit la lutte contre la cybercriminalité ou le crime organisé, le trafic de stupéfiants ou d'armes à feu, ou encore contre le terrorisme, le seul moyen de le faire efficacement est de déployer des efforts conjoints. »<sup>45</sup>

**DIMITRIS AVRAMOPOULOS,**  
**21 DÉCEMBRE 2018**

« La lutte contre le crime organisé doit être considérée comme un facteur important dans la prévention et la résolution des conflits, car elle renverse les écosystèmes qui permettent une telle gouvernance criminelle. Là où le crime prospère, il ne saurait y avoir de paix durable. »<sup>46</sup>

**TUESDAY REITANO,**  
**6 NOVEMBRE 2018**

intégrée pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) prend davantage conscience des sources financières illicites sous-jacentes des conflits.<sup>24</sup> Toutefois, des observateurs ont fait valoir qu'en dépit d'une prise de conscience accrue, les institutions multilatérales et les missions de paix ne disposent toujours pas d'un mandat clair pour lutter contre les flux illicites transnationaux.<sup>25</sup>

Dans l'ensemble, à la différence des défis sécuritaires « durs » classiques – tels que les menaces militaires ou paramilitaires qui éclatent dans la violence – de nombreux défis sécuritaires transnationaux qui sont apparus et se sont développés au fil du temps n'ont pas (encore) suscité les mêmes efforts internationaux pour y faire face. Bien entendu, cette recherche de solutions globales est compliquée par le fait que « la dynamique de la criminalité organisée est propre à chaque État touché par un conflit et défie les approches génériques ou modèles »,<sup>26</sup> tandis que « les espaces d'insécurité dans le monde en développement permettent une convergence crime-terrorisme qui érode rapidement les capacités des États ».<sup>27</sup>

Alors que les défis posés par les flux illicites se multiplient, les quelques règles du système international qui ont été mises en place pour les réduire au minimum sont contournées ou en voie de dissolution. Les États-Unis, en particulier, ont joué un rôle de premier plan et ont établi une norme d'excellence internationale en matière de localisation et de contrôle des flux illicites à l'échelle internationale.<sup>28</sup> D'autres pays ont emboîté le pas en adoptant des lois pénales conformes aux normes américaines visant le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent et le crime organisé. En effet, la lutte contre les menaces transnationales ne dépend pas seulement du maintien de l'ordre au niveau national, mais surtout de la coopération et du partage des données pertinentes au niveau international.

Ceci n'est pas une mince affaire dans l'environnement politique et sécuritaire turbulent d'aujourd'hui, qui a mis à rude épreuve les liens, même les plus étroits, entre des alliés de longue date. Dans le même temps, la lutte contre la criminalité transnationale organisée peut être un domaine de coopération possible, ce qui inciterait les États à échanger des données et à collaborer étroitement. Il pourrait s'agir notamment de renforcer les efforts transfrontaliers existants en matière de détection et de répression, tels qu'INTERPOL ou EUROPOL, et d'étendre cette approche à d'autres régions, ou même d'établir de nouveaux cadres multilatéraux similaires au format de la Conférence des Parties (COP) visant à lutter contre le changement climatique.<sup>29</sup>

La menace que représentent les flux illicites pour la sécurité transnationale étant de plus en plus reconnue, les acteurs politiques ont déjà déployé des efforts considérables pour contrer cette menace. Toutefois, il y a encore beaucoup à faire pour mieux comprendre la nature de ce problème aux multiples facettes, les liens entre les différents flux illicites et la manière de l'aborder dans sa complexité.

Ce rapport se concentre sur quatre domaines clés des flux illicites : les marchandises, les personnes, les capitaux et les données, avec des exemples choisis pour chacun d'entre eux.

### Marchandises

Des armes légères au tabac, des drogues illicites aux ressources naturelles, tout peut être échangé contre des profits. Cela permet de financer les acteurs malveillants et nuit à la sécurité. Par exemple, le trafic de stupéfiants a des répercussions tant sur le nombre de décès causés par la consommation de drogues, qui s'élève à près d'un demi-million de victimes dans le monde chaque année,<sup>30</sup> que sur la violence causée par les groupes criminels organisés qui s'y livrent, affectant des pays et régions allant du Myanmar à l'Afghanistan, d'Amérique latine à l'Afrique occidentale et au Moyen-Orient. Alors que les groupes armés et les organisations terroristes diversifient leurs sources de revenus, ils se tournent de plus en plus vers la criminalité environnementale – le commerce illicite des ressources naturelles allant du bois à l'or.<sup>31</sup>

« Notre monde hyper connecté et en rapide mutation est confronté à de sérieux défis transnationaux : conflits, crime organisé, terrorisme, trafic illicite et utilisation inappropriée des avancées technologiques. Nos systèmes sociaux, économiques et judiciaires sont plus fragiles que jamais, avec des millions de personnes privées de leurs droits fondamentaux et pour qui la paix, le développement et la justice ne sont que des concepts insaisissables. »<sup>47</sup>

**BETTINA TUCCI BARTSIOTAS,**  
**27 SEPTEMBRE 2018**

« La coopération policière régionale et internationale est une composante essentielle de l'architecture de la sécurité mondiale de l'avenir. »<sup>48</sup>

**JÜRGEN STOCK,**  
**14 DÉCEMBRE 2018**

« Nous ne nous battons pas contre un virus. Nous combattons l'insécurité. Nous combattons la violence. »<sup>49</sup>

**TEDROS ADHANOM**  
**GHEBREYESUS,**  
**20 MAI 2019**

### Personnes

Le passage de clandestins et le trafic de personnes – cette dernière question faisant l'objet du présent rapport – prospèrent dans des contextes fragiles et perpétuent à leur tour l'instabilité en tant que source de revenus et de pouvoir pour les organisations criminelles et les groupes armés.<sup>32</sup> Bien que les données disponibles soient limitées en raison du nombre élevé de cas inconnus, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a à elle seule aidé près de 100 000 victimes du trafic de personnes au cours des deux dernières décennies. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) s'est efforcé de trouver des informations fiables sur les quelque 225 000 victimes du trafic, souvent « anonymes », depuis 2003.<sup>34</sup> À une époque où les déplacements causés par les conflits et le changement climatique augmentent, les personnes déplacées étant plus vulnérables au trafic, il est peu probable que cette question perde sa pertinence dans un avenir proche.<sup>35</sup>

### Capitaux

Les flux financiers illicites (IFF) représentent une double menace. D'une part, ils permettent aux acteurs violents – qu'il s'agisse de terroristes, de groupes armés ou d'États voyous – de soutenir leurs opérations. Les IFF leur permettent en effet d'acheter du matériel comme des armes, de sécuriser leurs profits et d'acheter de l'influence en corrompant les agents publics. D'autre part, les IFF affaiblissent les capacités des États et les économies nationales. On estime qu'entre 1,7 et 4,2 billions d'USD<sup>36</sup> ont été blanchis rien qu'en 2018, dont une grande partie à travers les frontières. Il s'agit d'argent qui, autrement, aurait pu servir à financer des services publics essentiels comme les soins de santé et les services de détection et de répression ; il est en fait utilisé à des fins personnelles. En conséquence, les capacités et la légitimité des États sont minées. Cela est particulièrement néfaste pour les États qui sont déjà fragiles. Dans les cas les plus extrêmes, les IFF peuvent permettre la capture de l'État ou l'émergence ou le maintien de zones à statut d'État limité.

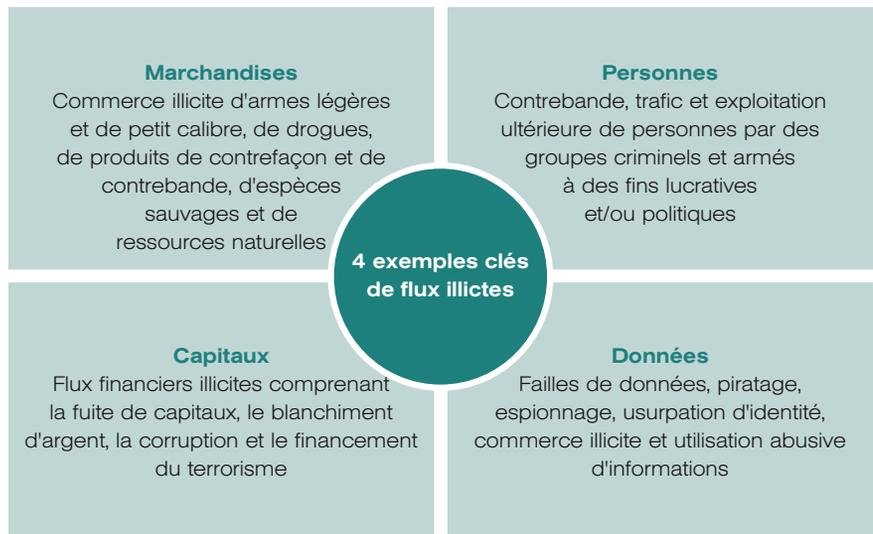
### Données

Les flux illicites de données soulèvent aujourd'hui des préoccupations qui vont bien au-delà de la protection de la vie privée. La quantité sans cesse croissante de données – environ 2,5 quintillions (un suivi de 18 zéros) d'octets de données, soit 25 millions de kilomètres de livres,<sup>37</sup> sont créées chaque jour – pose un problème de sécurité, car il devient de plus en plus difficile de les protéger des intrusions et des abus, d'autant plus qu'un nombre croissant de données sont stockées en ligne ou sur des dispositifs qui se connectent à Internet. Outre les dommages économiques importants causés par la cybercriminalité, cela expose les individus, les entreprises et les États à l'espionnage et à l'extorsion. Les données obtenues de manière illicite peuvent même être utilisées pour saper les processus électoraux. Un exemple récent tristement célèbre en est l'affaire Facebook et Cambridge Analytica lors de la dernière campagne électorale américaine.<sup>38</sup>

Bien que le présent rapport examine ces quatre types de flux illicites séparément, il est très important de se rappeler que, le plus souvent, ils sont liés et se renforcent mutuellement. La séquence choisie n'implique pas qu'un type de flux illicite, tel que la contrebande de certaines marchandises, soit plus important qu'un autre, comme le trafic de personnes.

Comme le terme « illicite » l'indique, les flux dont il est question ici se déroulent dans l'ombre par dessein. C'est pourquoi la recherche de données fiables est l'un des principaux défis à relever. Le présent rapport vise donc à présenter les données les plus récentes et vérifiées disponibles et à indiquer clairement où les données sont incertaines ou manquantes. Dans de nombreux cas, les nouvelles technologies ont corroboré les estimations antérieures. Par exemple, grâce à l'imagerie satellitaire, les analystes peuvent faire des prévisions étonnamment précises sur la culture du pavot en Afghanistan.<sup>39</sup> Il n'en va pas de même pour les flux financiers illicites résultant de la vente de drogues comme l'héroïne.

**APERÇU DES TYPES DE FLUX ILLICITES COUVERTS PAR LE PRÉSENT RAPPORT**



Source : Conférence de Munich sur la Sécurité<sup>60</sup>

**ENSEIGNEMENTS EXEMPLAIRES DES APPROCHES COOPÉRATIVES FACE AUX PROBLÈMES DE SANTÉ MONDIAUX**

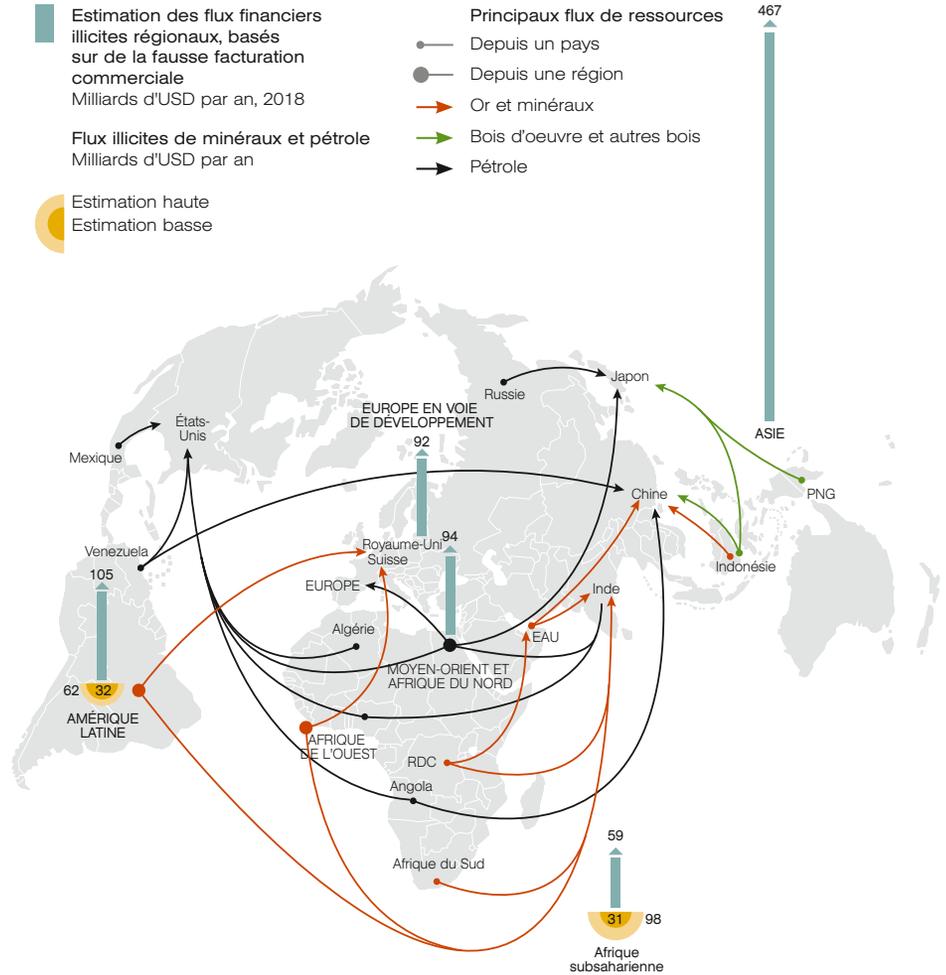
Tout comme les flux illicites, les menaces pour la santé dans le monde ne s'arrêtent pas aux frontières, notamment aux plus poreuses en zones fragiles et en proie à des conflits. On estime que 1,6 milliard de personnes, soit 22 % de la population mondiale, vivent désormais dans de tels environnements et sont donc particulièrement vulnérables.

Face aux menaces sanitaires mondiales telles que le virus Ebola, la communauté internationale a reconnu la nécessité d'une action collective, en développant une panoplie complète d'instruments par le biais de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Rien qu'en 2018, l'OMS a enregistré 481 événements de santé publique dans 141 pays et a cherché à accélérer les réponses conjointes en mobilisant les parties prenantes et les ressources, afin d'agir « aussi localement que possible et aussi internationalement que nécessaire ».

Les efforts de coopération pour la sécurité sanitaire mondiale peuvent également nous aider à faire face aux autres menaces transnationales, notamment l'importance de la prévention, les réponses mesurées et le renforcement de la coopération transfrontalière. Les épidémies passées, locales et mondiales, ainsi que les deux épidémies d'Ebola en République démocratique du Congo en 2018, ont montré combien il était important d'équilibrer la cartographie des risques aux frontières en minimisant les restrictions inutiles imposées aux déplacements et au commerce.

Source : Organisation mondiale de la santé (OMS)<sup>61</sup>

## FLUX ILLICITES MONDIAUX DE CAPITAUX ET RESSOURCES NATURELLES SÉLECTIONNÉES



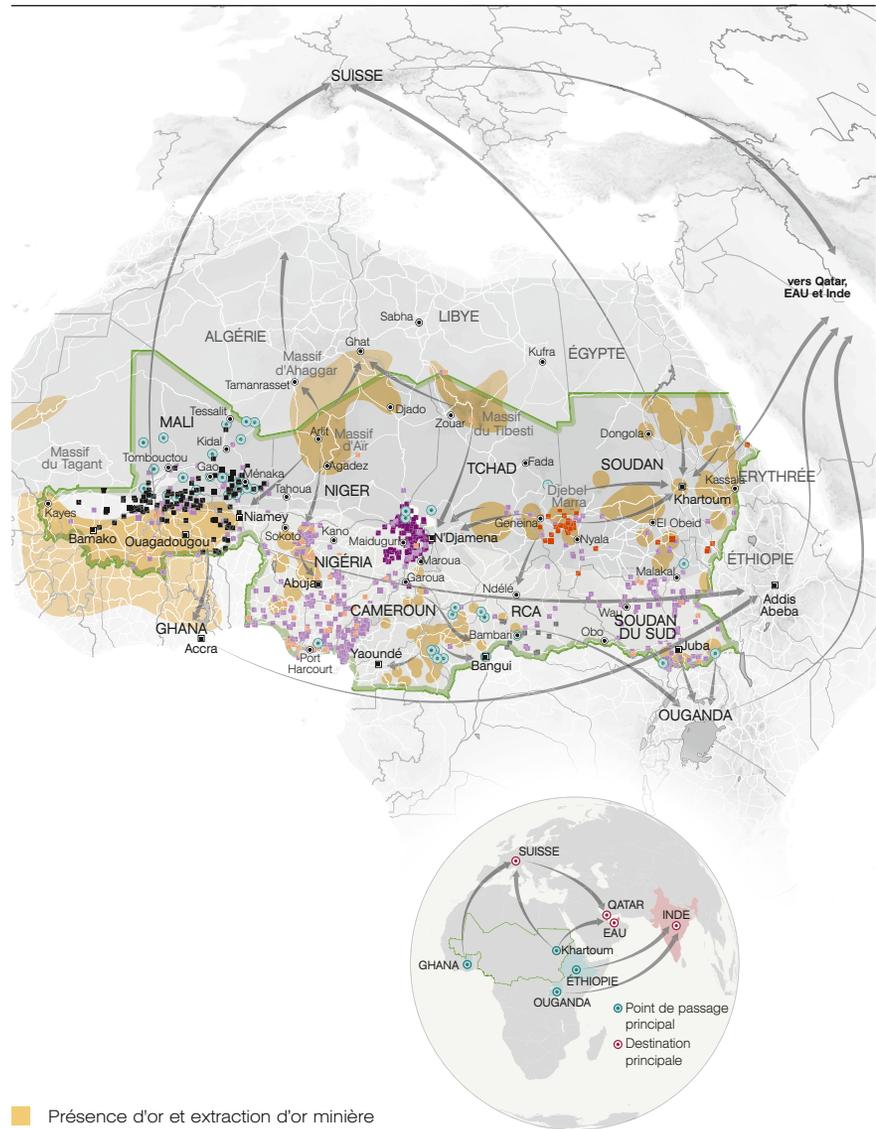
## FLUX ILLICITES DE MINÉRAUX ET PÉTROLE D'AFRIQUE ET D'AMÉRIQUE LATINE

Officiellement,<sup>50</sup> de l'or d'une valeur minimale de 22,8 et 23,45 milliards d'USD quitte respectivement chaque année l'Afrique et l'Amérique latine.<sup>51</sup> Cependant, au moins 55 à 60 % de l'or extrait sur les deux continents est considéré comme illégal.<sup>52</sup>

Les raffineries d'or locales sont largement utilisées pour blanchir de l'or provenant de sources illicites, dans un secteur minier artisanal impliquant plusieurs millions de personnes, du travail forcé et des risques élevés. L'extraction d'or illicite est en train de devenir une source croissante de revenus pour les cartels, les gangs criminels et les groupes armés non étatiques. Le secteur des minéraux représente en moyenne 17 % de la menace mondiale et du financement de conflits, alors que la drogue représente 28 %.<sup>53</sup>

La fuite de capitaux dans le secteur des minéraux en Afrique<sup>54</sup> a été estimée à au moins 50 milliards d'USD<sup>55</sup> - avec une fourchette totale allant de 24 à 61 milliards d'USD<sup>56</sup> - en comparaison aux exportations illicites de pétrole allant de 7,65 à 37,5 milliards d'USD. Les exportations annuelles illicites des industries extractives en Afrique représentent au moins 31 à 98 milliards d'USD, contre 32 à 62 milliards d'USD en provenance d'Amérique latine, les entreprises ne payant généralement que de 0 à 4 % d'impôt sur les montants officiels.

OR, TERRORISME ET  
CONFLIT EN AFRIQUE  
TRANS-SAHARIENNE



- Présence d'or et extraction d'or minière artisanale et à petite échelle
- Principaux itinéraires de contrebande d'or
- Conflicts en 2018-2019 impliquant...
- Boko Haram
- Etat islamique - Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)
- Anti-Balaka
- Autre groupe rebelle, milice ethnique ou locale
- Armée soudanaise et forces d'appui rapide (RSF, paramilitaires)
- Autre armée ou police nationale
- Forces internationales ou forces de l'ONU

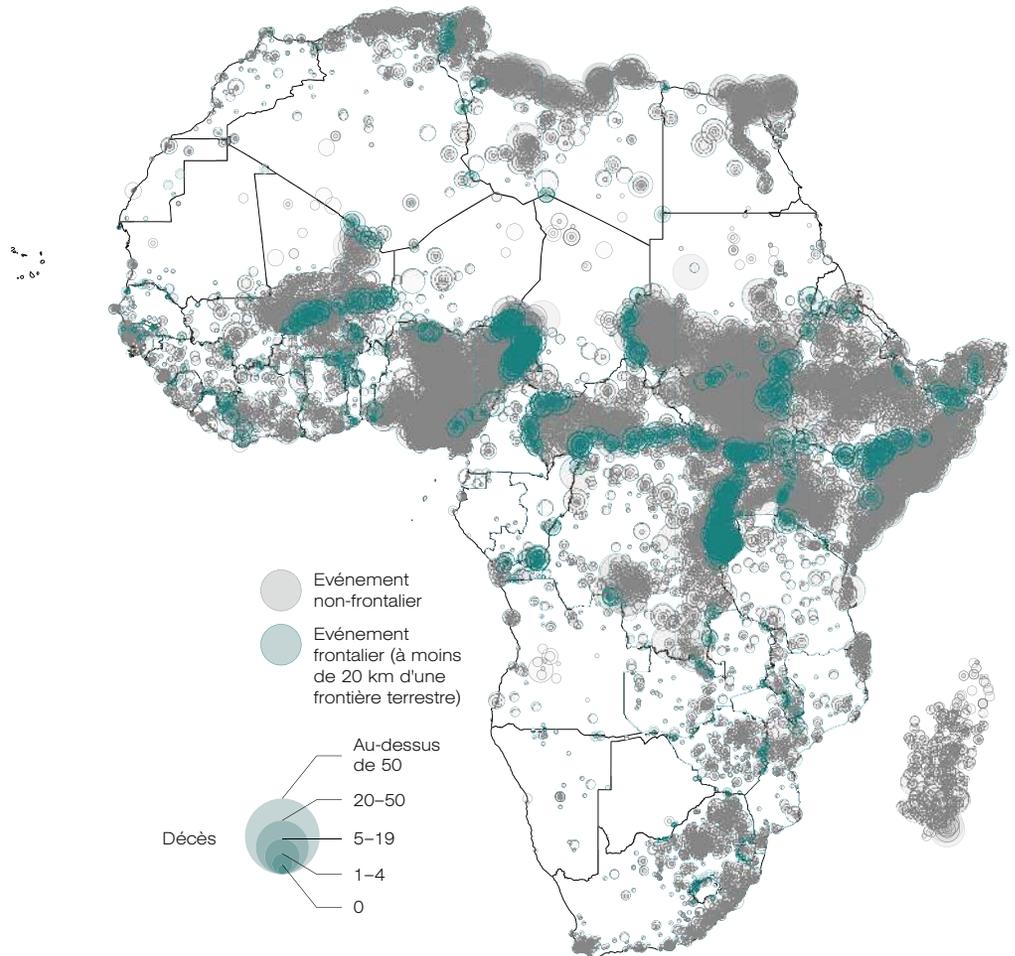


Source : RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses<sup>58</sup>



VIOLENCE  
TRANSNATIONALE EN  
AFRIQUE

Événements violents,\* zones et décès, 2010-2019



\* Comprenant enlèvement / disparition forcée, affrontement armé, frappe aérienne / drone, explosifs / mines / EEI, attaque, violence populaire, manifestation violente, pilonnage / attaque d'artillerie / attaque de missile, recours excessif à la force contre les manifestants, grenade, attentat suicide, acteur non étatique envahissant le territoire, violence sexuelle, reconquête du territoire par le gouvernement, armes chimiques.



# Marchandises

```
mirror_ob.select=1
mirror_mod.use_x = False
mirror_mod.use_y = True
mirror_mod.use_z = False
cooperation = True
mirror_mod.use_x = False
mirror_mod.use_y = False
mirror_mod.use_z = True transnational
threats.tsr.msc
#selection at the end -add back the deselected mirror modifier o
mirror_ob.select= 1 illicit flows
modifier_ob.select=1
bpy.context.scene.objects.active = modifier_ob
print("Selected" + str(modifier_ob)) modifier_ob is the active ob
mirror_ob.select = 0
```

# Marchandises : chercheurs d'or et pistolets fumants

« [...] Le problème du terrorisme et du trafic illicite d'armes à feu, ainsi que d'autres formes de crimes graves et organisés, ont trop souvent été traités de manière isolée. »<sup>61</sup>

**YURY FEDOTOV,**  
3 SEPTEMBRE 2018

Chaque année, on estime à 31,5 milliards d'USD les flux illicites générés dans les zones touchées par des conflits, dont la grande majorité – 96 % – bénéficie aux groupes criminels organisés.<sup>1</sup> Le commerce illicite de marchandises, allant des armes légères aux drogues et des produits de contrefaçon aux ressources naturelles, représente une menace pour la sécurité, soit en raison de leur nature même, soit en raison de leurs effets déstabilisateurs plus généraux. Pour certains types de marchandises de contrebande, comme les armes, le lien avec la sécurité est évident.<sup>2</sup> Cependant, les profits réalisés avec d'autres marchandises faisant l'objet d'un commerce illicite sont également de plus en plus préoccupants, car les revenus des groupes armés non étatiques et des terroristes continuent de se diversifier.<sup>3</sup> Le trafic du patrimoine culturel – les « antiquités du sang »<sup>4</sup> pillées dans des sites historiques en Syrie, au Yémen et au Mali – a récemment fait l'objet d'une attention particulière comme « outil de financement du terrorisme ».<sup>5</sup>

Par conséquent, le commerce illicite a de graves effets sur la sécurité, qu'il s'agisse d'aider les acteurs étatiques à contourner les sanctions ou de menacer la primauté du droit au sein des États alors que les groupes criminels organisés répandent la peur et achètent de l'influence au niveau politique.<sup>6</sup> Bien que les réseaux illicites fomentent des conflits,<sup>7</sup> il s'agit souvent d'un effet secondaire de leurs activités plutôt que de leur but premier. En fait, les observateurs soulignent que de nombreux acteurs économiques illicites sont, avant tout, « dans le commerce du commerce » : ce sont des opportunistes prêts à passer en contrebande « n'importe quoi pour n'importe qui et pour n'importe quelle raison – tant que le prix leur convient ».<sup>8</sup> Un examen plus attentif de certains flux illustre certains des principaux défis qui se posent.

« Les drogues illicites sont liées au crime organisé, aux flux financiers illégaux, à la corruption et au terrorisme. Il est essentiel pour la santé publique et la sécurité nationale de lutter contre la toxicomanie et de mettre un terme à toutes les formes de trafic et de contrebande, qui constituent la pierre angulaire financière des cartels transnationaux vicieux. »<sup>62</sup>

**DONALD TRUMP,**  
24 SEPTEMBRE 2018

Les armes légères et de petit calibre tuent plus de personnes que tout autre type d'arme.<sup>9</sup> Le commerce illicite des armes légères est préoccupant, d'autant plus que l'on estime à plus de 875 millions le nombre total d'armes légères en circulation dans le monde.<sup>10</sup> L'Afrique est particulièrement touchée : des stocks nationaux détournés à la production artisanale et des agents publics corrompus au retour des soldats de la paix, diverses sources témoignent de la mosaïque complexe des transactions illicites d'armes.<sup>11</sup> Et si le trafic d'armes provenant du stock libyen a récemment diminué en raison de l'augmentation de la demande dans le pays et des présences internationales et régionales en matière de sécurité au Sahel, les tendances du trafic dans la sous-région se sont diversifiées.<sup>12</sup>

Pour compliquer encore les choses, certains acteurs étatiques contribuent au commerce illicite des armes en armant des groupes mandataires.<sup>13</sup> Leurs tentatives de contourner les sanctions et les embargos ont des conséquences graves pour la sécurité mondiale – il est bien connu que la Corée du Nord a fait le trafic d'armes classiques, de missiles balistiques et d'agents chimiques vers d'autres États voyous et leurs mandataires pendant des décennies.<sup>14</sup>

Environ 200 fois plus rentable que le trafic d'armes<sup>15</sup> et engendrant « certains des niveaux de violence les plus élevés parmi toutes les formes de criminalité transnationale »,<sup>16</sup> le trafic de stupéfiants préoccupe également les décideurs politiques depuis des décennies. Les liens avec la sécurité sont également devenus évidents, notamment depuis les efforts de longue haleine pour stabiliser l'Afghanistan, où la culture du pavot finance les groupes insurgés et alimente la corruption.<sup>17</sup> L'économie illicite de la drogue déstabilise les deux régions de production et de transit de la drogue et a un impact

« La technologie modifie la nature de tous les crimes, y compris le trafic illicite. Nous devons faire de la technologie notre alliée dans la lutte contre le crime transnational. »<sup>63</sup>

**TIM MORRIS,**  
**25 SEPTEMBRE 2018**

« Les formes de commerce illicite qui se développent le plus rapidement sont celles qui ciblent nos semblables, menaçant l'avenir de la vie humaine sur la planète. »<sup>64</sup>

**LOUISE SHELLEY,**  
**13 NOVEMBRE 2018**

« De la Mongolie au Laos, de l'Angola à l'Amazonie, le commerce illégal d'animaux sauvages prive les nations souveraines de leurs ressources et prive certains des pays les plus pauvres du monde des revenus de leur biodiversité [...] Notre réponse doit reposer sur la coopération internationale [...] »<sup>65</sup>

**JEREMY HUNT,**  
**11 OCTOBRE 2018**

croissant sur la sécurité humaine.<sup>18</sup> L'Afrique occidentale est depuis longtemps une plaque tournante pour les drogues en route vers l'Europe, les envois en provenance d'Amérique du Sud étant de plus en plus rejoints par des flux d'opiacés en provenance d'Afghanistan.<sup>19</sup> Dans le contexte d'un État central affaibli et de soulèvements armés, le trafic de stupéfiants au Mali est devenu « à la fois un enjeu central et une ressource essentielle pour les luttes qui redéfinissent les rapports de force politiques ».<sup>20</sup>

Les tendances mondiales en matière de drogue, comme la croissance récente du marché complexe des drogues synthétiques,<sup>21</sup> ont des répercussions sur la sécurité mondiale, régionale et nationale. Par exemple, la montée en puissance de l'opioïde synthétique Fentanyl – qui a causé jusqu'à 28 000 décès aux États-Unis en 2017 et qui est l'une des causes de l'urgence de santé publique déclarée par le président Trump<sup>22</sup> – se fait également sentir au Mexique, la principale source d'héroïne à destination des États-Unis.<sup>23</sup> Les experts ont établi un lien entre la violence récente et les efforts de plus en plus agressifs des groupes criminels organisés pour se tourner vers les opioïdes synthétiques ; ces efforts ont notamment consisté à les mélanger à d'autres drogues pour stimuler les ventes.<sup>24</sup> Le virage vers la production de drogues synthétiques est également tangible dans le « Triangle d'or » du Myanmar, de la Thaïlande et du Laos.<sup>25</sup> L'État Shan du Myanmar est devenu un point chaud pour la production de méthamphétamine en cristaux à base de produits chimiques chinois, créant « une économie politique hostile à la paix et à la sécurité » alors que des intérêts imbriqués font échouer les tentatives visant à mettre fin à un conflit de longue date.<sup>26</sup>

Pourtant, le commerce rentable ne se limite pas aux drogues illégales. Avec 1,1 milliard de fumeurs dans le monde<sup>27</sup> et environ une cigarette et un produit du tabac sur dix vendus de manière illicite,<sup>28</sup> les profits du commerce illégal des cigarettes sont énormes. L'OCDE estime que la valeur du commerce illicite du tabac est supérieure à celle du pétrole, des espèces sauvages du bois, des biens artistiques et culturels et des « diamants du sang » réunis.<sup>29</sup> En effet, le commerce est très attrayant étant donné son risque relativement faible par rapport à d'autres formes de criminalité.<sup>30</sup> Toutefois, non seulement il prive les gouvernements de revenus – les 44,7 milliards de cigarettes de contrefaçon et de contrebande consommées en Europe en 2017 représentent une perte fiscale pouvant atteindre 10 milliards d'EUR<sup>31</sup> – mais elle remplit également les coffres de la criminalité organisée et d'autres acteurs malveillants. Des pays comme la Corée du Nord sont devenus de véritables plaques tournantes pour la production de produits du tabac contrefaits.<sup>32</sup> Les menaces connexes à la sécurité vont des cartels du tabac qui menacent les fournisseurs<sup>33</sup> au financement du terrorisme au fil des décennies,<sup>34</sup> du leader terroriste algérien Mokhtar Belmokhtar<sup>35</sup> à Daesh.<sup>36</sup>

Les ressources naturelles sont le « plus grand secteur de financement des conflits », comme les appellent les experts : la criminalité environnementale couvre les activités illégales, de l'exploitation forestière à l'exploitation minière, du déversement des déchets au vol de pétrole et au braconnage des espèces sauvages. Non seulement ce secteur génère 38 % des revenus des groupes armés les plus importants,<sup>38</sup> mais il a également connu la plus forte croissance récente, outre la cybercriminalité.<sup>39</sup>

Le commerce illicite de matériaux précieux joue un rôle particulier dans l'entrave à la résolution des conflits. L'or est la plus importante source de revenus pour les groupes armés de l'Est de la République démocratique du Congo, d'où des centaines de millions d'USD d'or sont introduits clandestinement sur les marchés internationaux, y compris les chaînes d'approvisionnement des grandes entreprises.<sup>40</sup> Et bien que le bois puisse sembler moins précieux que l'or à première vue, l'exploitation illégale des forêts est en fait « l'industrie environnementale illicite la plus importante, la moins risquée et la plus rentable », avec 50 % à 90 % du bois provenant de pays tropicaux faisant l'objet de commerce illégal.<sup>41</sup> Outre le financement de la criminalité organisée, la déforestation illégale accentue la dégradation de l'environnement et le changement climatique, menaçant la sécurité humaine dans les zones touchées et pouvant déclencher d'autres conflits à l'avenir.<sup>42</sup>

« Les réseaux criminels organisés augmentent leurs profits en participant à la criminalité liée aux espèces sauvages. Ils y voient une activité lucrative et relativement peu risquée. Ce sont les mêmes groupes qui transportent de la drogue, des personnes et des armes. »<sup>66</sup>

**PRINCE WILLIAM,  
DUKE OF CAMBRIDGE,  
11 OCTOBRE 2018**

Le commerce illicite ne s'arrête pas non plus aux espèces pratiquement disparues : le commerce illégal des espèces sauvages représente jusqu'à 23 milliards d'USD par an<sup>43</sup> et est de plus en plus lié par les enquêteurs à la criminalité financière<sup>44</sup> et au blanchiment d'argent.<sup>45</sup>

Ce lien entre les flux physiques et financiers a retenu de plus en plus l'attention des décideurs politiques dans leurs efforts visant à s'attaquer au rôle du commerce illicite en tant que moteur de la violence et de la corruption aux niveaux national, régional et international. Notamment, l'ONU et ses organes, ainsi que des institutions régionales comme l'Union africaine, ont essayé de relier les points entre les différents types de flux illicites. Dirigeant la réponse des services de détection et de répression, des institutions clés telles qu'INTERPOL, EUROPOL et l'Organisation mondiale des douanes ont continué d'accroître le nombre d'opérations conjointes visant le commerce illicite et ont contribué à arrêter des suspects dans le monde entier.

En outre, diverses configurations d'États et d'organisations se sont publiquement engagées à lutter contre des flux illicites spécifiques au moyen de communications, de protocoles et de déclarations. Ces efforts concertés peuvent porter leurs fruits : la législation contre le commerce illégal de l'ivoire a entraîné une baisse significative du prix de l'ivoire, rendant le commerce moins attrayant.<sup>46</sup> Étant donné que les commerçants illicites de tous types semblent s'adapter facilement à l'évolution des circonstances, des efforts collectifs et novateurs sont plus que jamais nécessaires pour lutter contre le commerce illicite de divers types de marchandises.

## Recommandations

1. **Redoubler d'efforts pour améliorer la disponibilité des données sur le commerce illicite et son analyse**, allant de l'échange transfrontalier d'informations afin de suivre des expéditions et des organisations spécifiques jusqu'à la cartographie des tendances générales des itinéraires et des modèles opérationnels. En particulier, améliorer le partage transfrontalier des données pour comprendre les liens entre les différents types de flux illicites.
2. **Renforcer la coopération internationale et régionale entre les services de détection et de répression et les organisations chargées de la sécurité**, notamment par le biais de formations conjointes – allant du partage de données interinstitutions aux meilleures pratiques en matière de police scientifique<sup>47</sup> – et d'opérations conjointes, telles que celles menées par INTERPOL pour saisir les armes à feu, les drogues et les espèces sauvages illégales.<sup>48</sup>
3. **S'appuyer sur les succès remportés précédemment dans la conclusion de traités internationaux contre le commerce illicite grâce aux efforts de la Conférence des Parties**, tels que le Protocole de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac visant à éliminer le commerce illicite des produits du tabac<sup>49</sup> et, le cas échéant, les arrangements économiques tels que les zones de libre-échange régionales pour réduire les obstacles tarifaires au commerce légal, pouvant inciter à la contrebande.
4. **Continuer d'enquêter sur le lien entre les biens faisant l'objet de commerce illicite et les flux financiers illicites en particulier**, en intensifiant les mesures de lutte contre le blanchiment d'argent pour lutter à la fois contre le commerce illicite et les recettes qui en découlent, notamment en adoptant systématiquement au niveau national des normes mondiales de lutte contre le blanchiment de capitaux et de transparence.<sup>50</sup>
5. **Accroître l'efficacité des sanctions pour dissuader les acteurs illicites**, qui préfèrent faire le commerce de marchandises « là où les récompenses sont les plus élevées et les risques les plus faibles ». <sup>51</sup> En même temps, donner la priorité aux mesures les plus drastiques contre les réseaux et groupes les plus dangereux qui menacent la sécurité : comme les experts l'ont souligné, « une application sans discrimination de la loi peut avoir des effets indésirables », et les groupes les plus importants peuvent en ressortir encore plus forts.<sup>52</sup>
6. **Unir les forces par le biais de partenariats interprofessionnels et public-privé, le cas échéant, pour lutter contre le commerce illicite**, comme l'Alliance latino-américaine contre la contrebande, qui rassemble les efforts régionaux publics et privés.<sup>53</sup>
7. **Améliorer les systèmes de gestion et de traçage des armes tels qu'ils sont décrits dans l'Agenda 2030 des Nations Unies**,<sup>54</sup> notamment en mettant en œuvre les engagements régionaux tels que la Feuille de route de l'Union africaine,<sup>55</sup> en renforçant les capacités de gestion des stocks, de traçage et de tenue de registres, et en détruisant les armes illicites dans les pays et régions les plus touchés.<sup>56</sup>
8. **Renforcer l'utilisation des technologies pour lutter contre le commerce illicite de marchandises**, telles que les systèmes de « suivi et traçage », qui ont contribué à freiner le commerce illicite du tabac dans plusieurs pays,<sup>57</sup> et étudier leur applicabilité à d'autres types de marchandises faisant l'objet de commerce illicite.
9. **Améliorer la traçabilité des ressources et des intrants utilisés dans les chaînes d'approvisionnement mondiales** pour lutter contre l'utilisation de minéraux provenant de conflits et de crimes contre l'environnement, notamment en développant davantage l'utilisation de technologies telles que Blockchain pour suivre les expéditions de lots légitimes, ce qui rend plus difficile l'intégration des matériaux provenant de sources illicites.<sup>58</sup>
10. **Soutenir le développement axé sur la conservation dans les principaux pays et régions sources du commerce illicite des espèces sauvages et améliorer le contrôle de l'État sur les zones touchées**, notamment par le biais de zones de conservation transfrontalières.<sup>59</sup> Parallèlement, sensibiliser davantage le monde entier aux conséquences désastreuses du commerce illégal d'espèces sauvages chez les « clients finaux » afin de freiner la demande.<sup>60</sup>

**POINTS CLÉS SUR  
LES FLUX D'ARMES  
ILLICITES EN AFRIQUE**

**COMMENT ?**

Le trafic terrestre transfrontalier est le type le plus répandu de flux illicites, des convois transportant exclusivement des armes et munitions au « commerce de fourmi » à petite échelle

- Détournement d'armes licites : changement de propriété ou d'utilisation non autorisé, y compris par des détournements de transferts, de stocks nationaux et d'opérations de maintien de la paix, ainsi que d'armes appartenant à des civils
- Armes déjà illicites : artisanat ou production artisanale sans licence, conversion illicite d'armes factices en armes à usage légal

**QUOI ?**

Armes héritées de conflits antérieurs, détournements de stocks nationaux, production artisanale, conversion de factices, pièces, composants et munitions

**QUI ?**

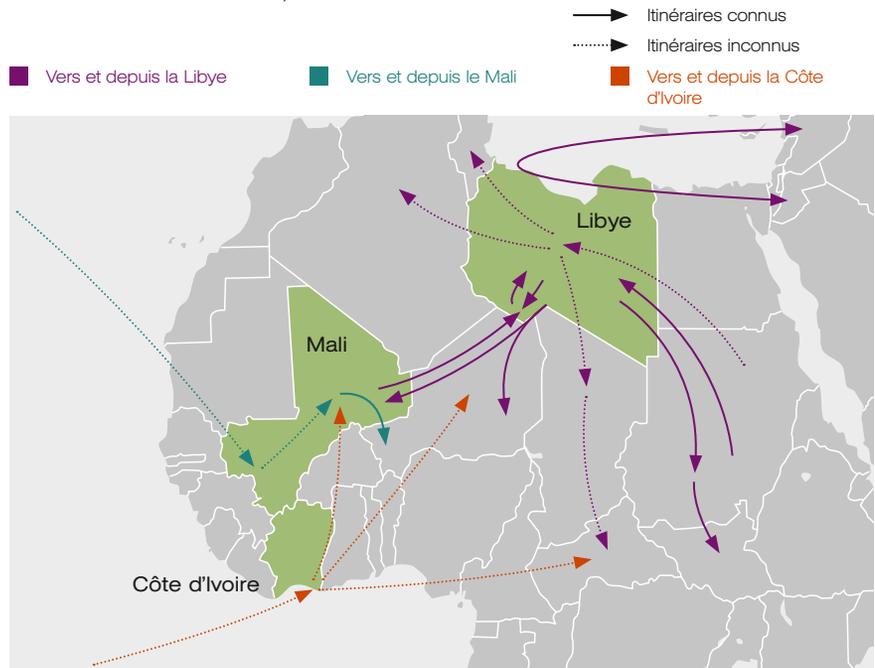
Groupes armés et terroristes, agents de sécurité corrompus, gangs criminels, trafiquants de drogue, commerçants illégaux, fabricants locaux, braconniers et soldats de la paix de retour de mission

Source : Commission de l'Union Africaine et Small Arms Survey<sup>67</sup>



**LES FLUX D'ARMES ET  
D'INDIVIDUS ARMÉS  
NON ÉTATIQUES DANS  
LE SAHEL**

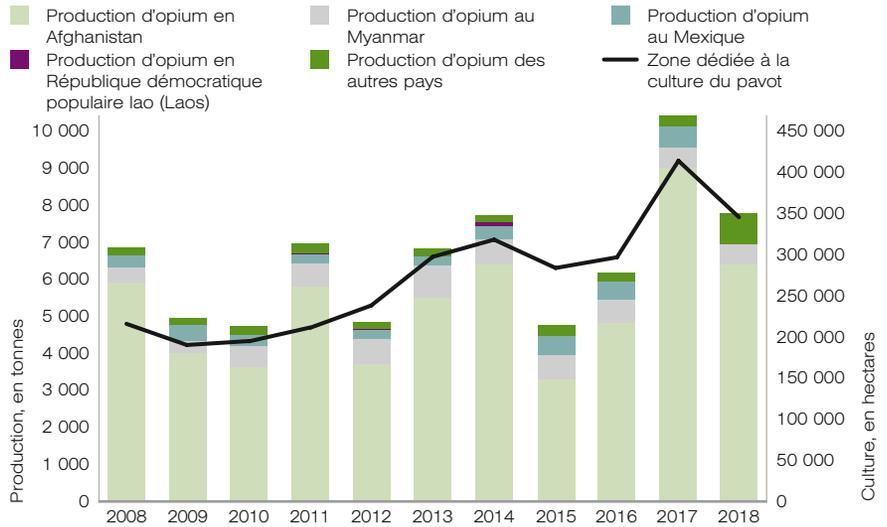
Itinéraires de trafic au Sahel, 2011–2017



Source : Conflict Armament Research<sup>68</sup>

**CULTURE ET PRODUCTION DE PAVOT À OPIUM**

Culture de pavot à opium et production d'opium, 2008–2018

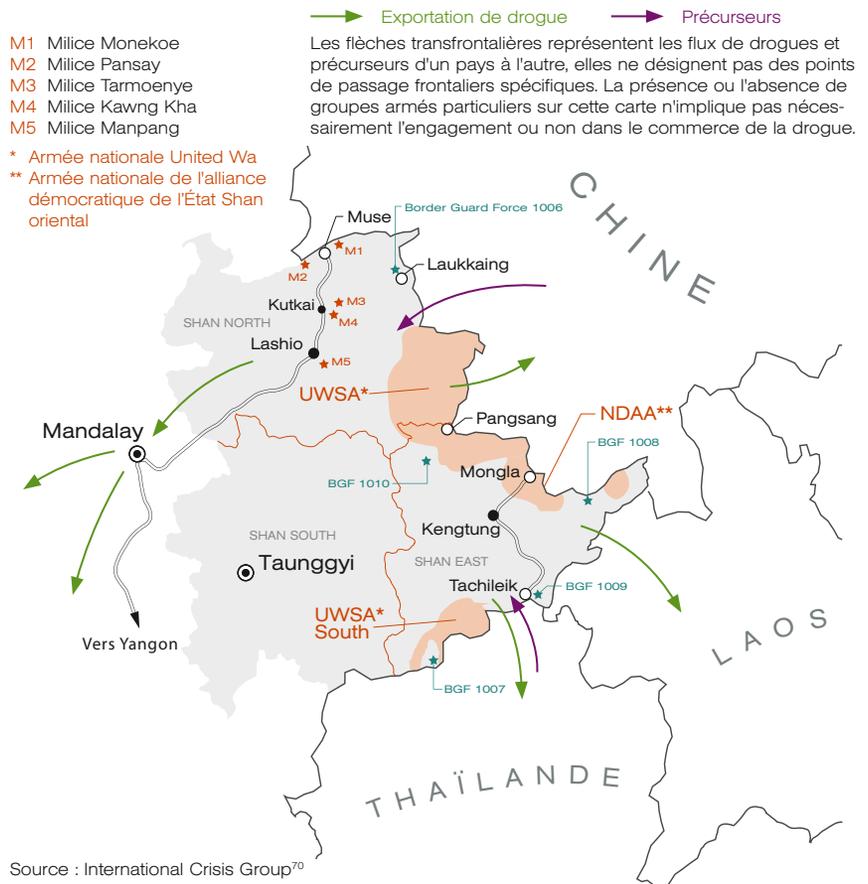


Source : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)<sup>69</sup>



**CONFLITS ET DROGUES DANS L'ÉTAT DE SHAN AU MYANMAR**

Zones clés et routes commerciales, 2018



## GROUPES ARMÉS ET SOURCES DE REVENUS EN COLOMBIE DANS LE CONTEXTE POST-FARC

Quand les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont été démobilisées en 2017, 1 200 combattants ont rejeté le processus de paix et sont restés sur le terrain.<sup>71</sup> Plusieurs groupes et individus sont actifs dans la nouvelle structure post-FARC. Ils sont financés par le crime organisé, principalement par des activités illicites de stupéfiants (production, taxation, transport, contrebande), d'extractions (coltan, or et exploitation forestière illégale) et d'extorsion.<sup>72</sup>

Comptant au moins 5 000 personnes, les six groupes non ex-FARC les plus significatifs sont financés par la cocaïne et, de plus en plus, les mines d'or. Le 1er et le 7e front sont les groupes les plus importants, avec respectivement 300 à 400 et 700 à 500 combattants. Les groupes armés ex-FARC se trouvent dans le Meta, le Guaviare, et s'étendent jusque dans le Vichada et l'Arauca à la frontière du Venezuela, le Vaupés à la frontière du Brésil, et le Putamayo à la frontière de l'Équateur et du Pérou en particulier. Ils sont également présents sur la côte pacifique, notamment à Chocó, Antioquia et Cordoba. Les groupes non ex-FARC sont eux aussi bien implantés, en particulier l'Armée de libération nationale (ELN) motivée idéologiquement. Ils représentent 1 500 à 1 800 personnes et sont financés à la fois par la production et le trafic de drogues. L'Armée populaire de libération (EPL) est elle aussi relativement conséquente. Réunissant près de 200 personnes à la motivation quelque peu floue, mais à tendance marxiste, elle se finance elle aussi par le trafic de drogues.

Les néoparamilitaires survivent sous la forme des Gaitanistas/Urabeños/Clan du Golfe et sont au nombre de 3 000 à 3 500. Au total, il y a près de 13 bandes dites bandes criminelles émergentes. Dans le vide laissé par la dissolution des FARC, les dissidents se sont emparés des anciennes sources de revenus des FARC, et de nouveaux modes de gouvernance sont introduits dans les zones locales, avec une augmentation de la violence. Une fois le contrôle consolidé et le marché criminel stabilisé, comme dans la province du Meta, le niveau de violence chute.<sup>73</sup> Les cultures illicites, les drogues chimiques et les opérations logistiques connexes représentent environ 13 milliards d'USD dans toute la Colombie, soit 4 % du PIB. Avec un taux de chômage avoisinant les 70 % dans certaines régions, le recrutement est des plus faciles.

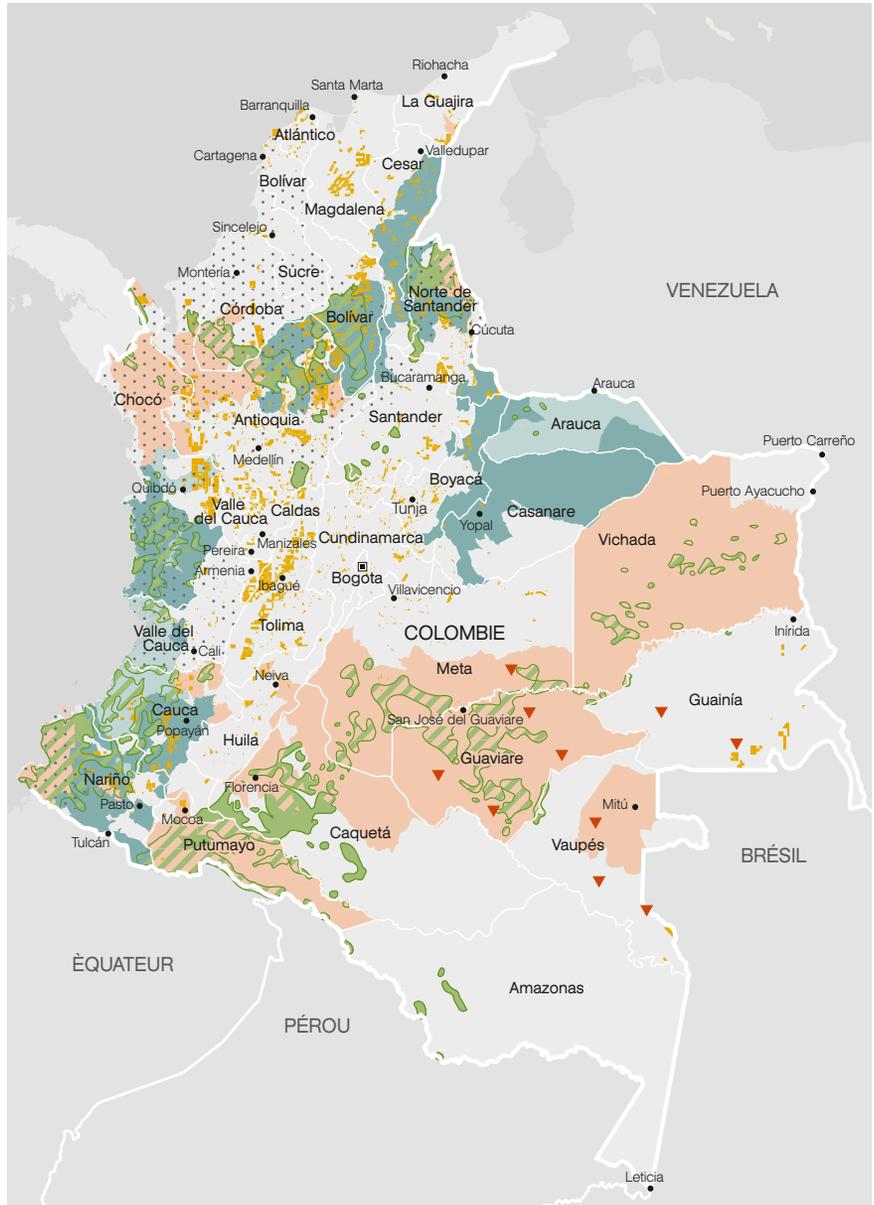
De surcroît, les cartels mexicains sont aussi entrés dans le pays pour entretenir des relations directes avec les groupes armés fragmentés afin d'assurer leur approvisionnement. Par exemple, les cartels de Zetas, Sinaloa, et Nouvelle Génération Jalisco sont présents dans au moins 10 régions.<sup>74</sup> Avec la démobilisation des FARC, la déforestation a augmenté de 44 %.<sup>75</sup> Souvent, les agriculteurs sont payés pour défricher des parcelles de forêt et y implanter leurs cultures en produisant de la coca les premières années, suivi par un défrichage consécutif laissant place à la culture et à l'élevage.

Source : RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses<sup>76</sup>



**GROUPES ARMÉS,  
CULTURE DE LA COCA  
ET MINES D'OR EN  
COLOMBIE**

Présence de groupes armés couvrant des concessions de culture de la coca et de mines d'or, 2019



**Groupes armés**

- Présence de groupes ex-FARC
- ▼ 1<sup>ers</sup> dissidents du front des FARC
- Présence de l'ELN
- Présence de l'ELN et ex-FARC
- Autres groupes criminels

**Ressources et économies**

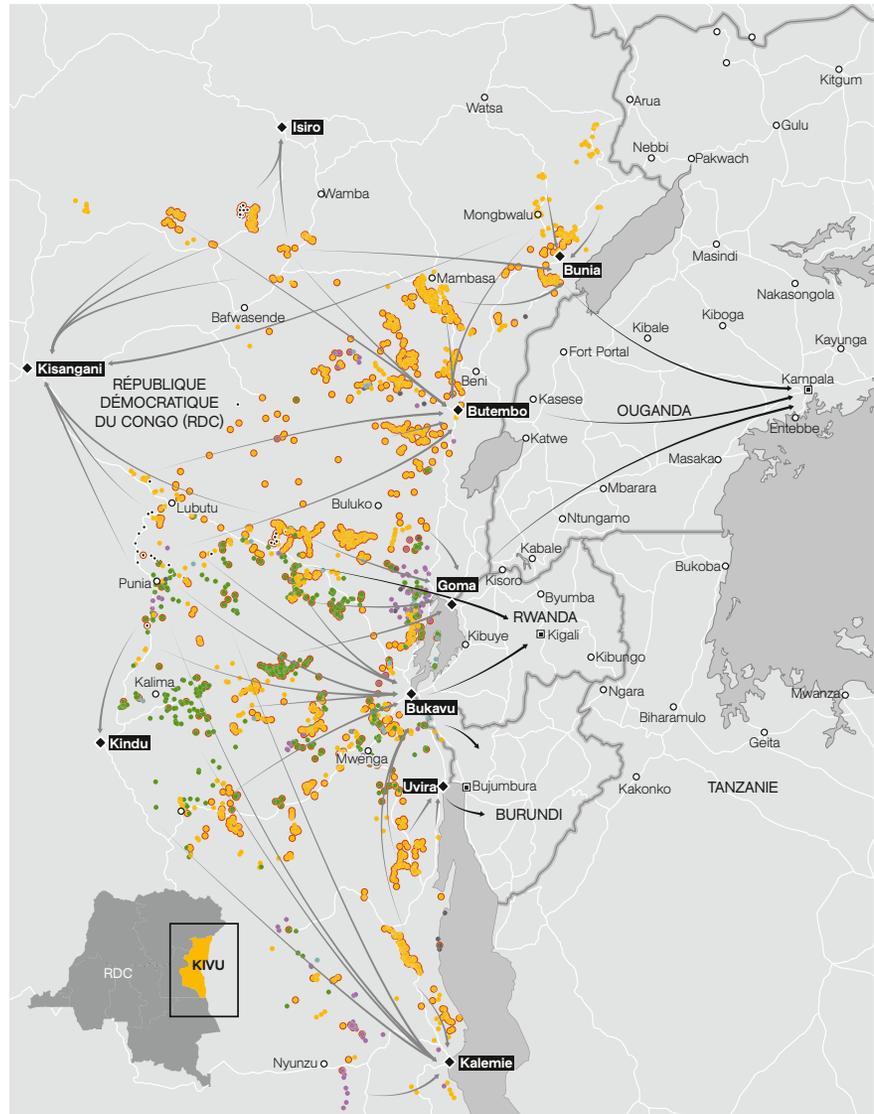
- Concessions minières d'or
- Culture de la coca

Source : RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses<sup>77</sup>



**MINES, GROUPES ARMÉS ET CONFLITS DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS**

Sites miniers artisanaux, groupes armés et trafic de minéraux au Kivu, RDC, 2019



**Sites miniers artisanaux**

- Or
- Diamants
- Wolframite
- Coltan
- Cassitérite
- Autres
- Site touché par un groupe armé local ou un groupe rebelle

**Trafic de minéraux**

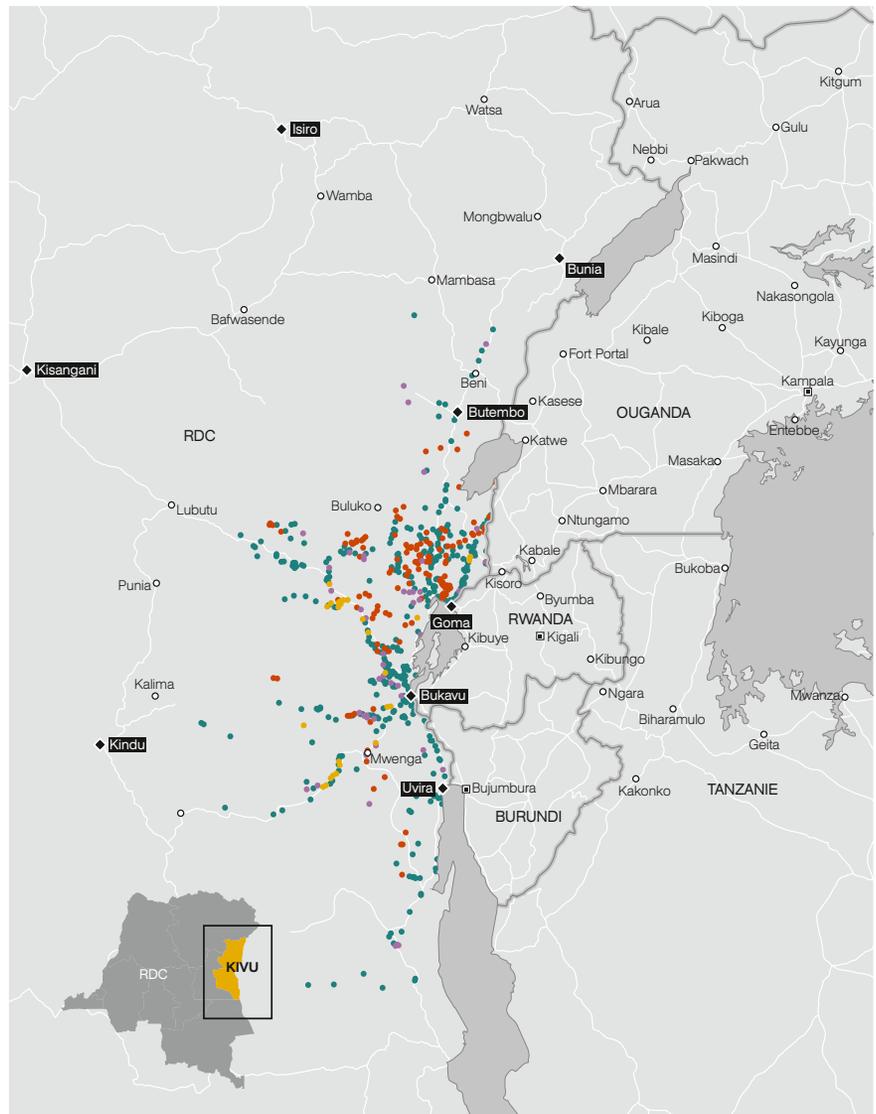
- Destination finale en RDC
- Export vers un pays étranger



Source : RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses<sup>78</sup>

LE CONTRÔLE DES  
BARRAGES ROUTIERS  
DANS LES ZONES  
MINIÈRES DE LA  
RÉGION DES GRANDS  
LACS

Barrages routiers dans une zone minière artisanale dense du Kivu, RDC, 2019



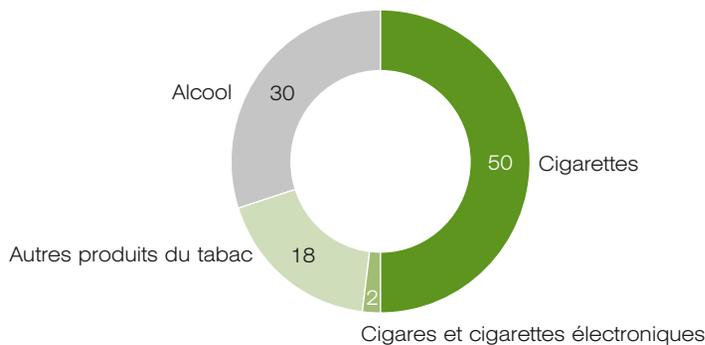
- Barrages routiers contrôlés par...
- Groupes armés
  - Autorités gouvernementales
  - Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC)
  - Éléments indépendants
- Ville ◆ Principale destination finale des minéraux du Kivu en RD Congo

Source : RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses<sup>79</sup>



**SAISIES DOUANIÈRES  
D'ALCOOL ILLICITE ET  
DE PRODUITS ILLICITES  
DU TABAC**

Saisies par produits, 2017, en pourcentage\*



\* Sur la base de 12 228 cas signalés par 91 administrations des douanes à l'Organisation mondiale des douanes

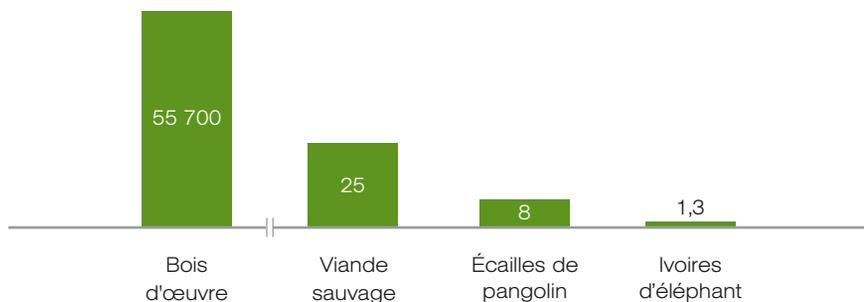
Source : Organisation mondiale des douanes<sup>80</sup>

**LUTTE CONTRE LE  
COMMERCE ILLÉGAL  
DES ESPÈCES  
SAUVAGES ET DU  
BOIS : OPÉRATION  
THUNDERSTORM**

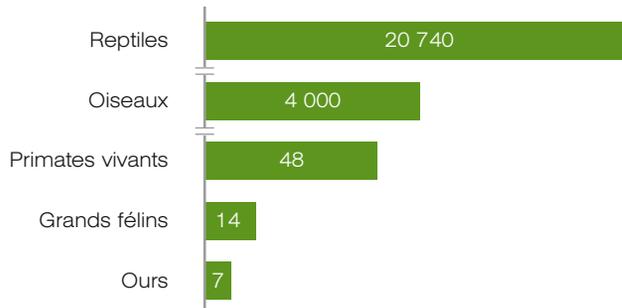
L'opération Thunderstorm (mai 2018) a été coordonnée par INTERPOL et l'Organisation mondiale des douanes, en collaboration avec l'International Consortium on Combating Wildlife Crime.



Marchandises saisies, mai 2018, en tonnes



Marchandises saisies, mai 2018, à l'unité



Source : INTERPOL<sup>81</sup>

## UNE LOI TYPE SUR LES DROGUES POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

L'Afrique de l'Ouest est non seulement touchée par le trafic de drogues, mais elle a également vu sa consommation de drogues augmenter. Les lois actuelles sur les drogues stipulent des sanctions sévères pour les personnes consommatrices de drogues, détournant les ressources affectées à la lutte contre le crime organisé transnational.

Après avoir reçu plusieurs demandes d'avis, la Commission Ouest-Africaine sur les Drogues, groupe indépendant à haut niveau convoqué par Kofi Annan, a produit, en 2018, la Loi type sur les drogues pour l'Afrique de l'Ouest, qui satisfait aux trois conventions internationales relatives au contrôle des drogues et vient compléter le plan d'action régional de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Cette Loi type introduit des seuils pour décriminaliser la consommation de drogues et la possession pour usage personnel et donne des lignes directrices en matière de condamnation avec circonstances atténuantes et aggravantes. Elle suggère une coopération plus étroite entre les organismes de lutte contre le trafic de drogues et les organismes de lutte contre le crime organisé, le blanchiment d'argent et la corruption. Ce document a déjà fait l'objet de discussions avec plusieurs gouvernements dans la région et a été favorablement accueilli par la CEDEAO.

Source : Global Commission on Drug Policy ;  
Commission Ouest-Africaine sur les Drogues<sup>82</sup>





# Personnes

```
mirror_ob.select=1
mirror_mod.use_x = false
mirror_mod.use_y = True
mirror_mod.use_z = False
cooperation = True
mirror_mod.use_x = False
mirror_mod.use_y = False
mirror_mod.use_z = True transnational
threats.tsr.msc
#selection at the end -add back the deselected mirror modifier o
mirror_ob.select= 1 illicit flows
modifier_ob.select=1
bpy.context.scene.objects.active = modifier_ob
print("Selected" + str(modifier_ob)) modifier_ob is the active ob
mirror_ob.select = 0
```

# Personnes : pertes et profits

« Le trafic des mineurs est le crime le plus grave et le plus infâme perpétré contre ceux qui ont le plus besoin de notre protection. »<sup>38</sup>

**DIMITRIS AVRAMOPOULOS,**  
**18 OCTOBRE 2018**

L'une des formes les plus odieuses de commerce illicite est le trafic et l'exploitation des personnes à des fins lucratives, notamment le travail forcé et l'exploitation sexuelle. Malheureusement, c'est aussi l'une des plus rentables : les experts classent la traite et le trafic des personnes au quatrième rang des secteurs criminels mondiaux, avec un revenu annuel d'au moins 157 milliards d'USD,<sup>1</sup> soit près d'un dixième du PIB de la région subsaharienne en 2018.<sup>2</sup> Vu l'ampleur des profits, le trafic de personnes est devenu, comme d'autres activités illicites, de plus en plus attrayant pour les groupes armés non gouvernementaux et les entités terroristes.<sup>3</sup>

Comme il constitue une source de revenus pour les groupes armés qui sont souvent impliqués dans le trafic parallèle de diverses marchandises, le trafic de personnes peut perpétuer les conflits.<sup>4</sup> En effet, les modes de fonctionnement des trafiquants et les « économies de protection »<sup>5</sup> qui leur sont associées façonnent les rapports de force locaux.<sup>6</sup> D'un autre côté, « la guerre et les conflits permettent au trafic de personnes de prospérer »<sup>7</sup> : les individus sont plus facilement exploités dans un contexte de détérioration de la primauté du droit ou d'effondrement total de l'État, de déplacements forcés et de besoins humanitaires.<sup>8</sup> Comme les experts s'attendent à ce que le nombre actuel de 66 millions de personnes déplacées dans le monde atteigne 320 millions d'ici à 2030, le trafic de personnes continuera probablement à gagner en importance dans les années à venir.<sup>9</sup> Les mouvements clandestins de personnes dans la direction opposée – par exemple, des combattants étrangers vers des zones de conflit – ont également des conséquences inhérentes en matière de sécurité.<sup>10</sup>

« La seule façon efficace de gérer de manière organisée et maîtrisée les flux migratoires qui touchent tous nos continents, c'est de créer les conditions d'une mobilité internationale choisie et non subie ; de travailler ensemble, pays d'origine, de transit, de destination, pour s'attaquer aux causes profondes de ces migrations, surtout quand elles sont subies ; et de démanteler les réseaux de trafiquants qui sont le pire fléau de cette situation. »<sup>39</sup>

**EMMANUEL MACRON,**  
**25 SEPTEMBRE 2018**

Il est notoire qu'il est difficile d'obtenir des données sur le trafic de personnes, étant donné le nombre élevé de cas non signalés. Les cas signalés, tels que ceux recueillis par l'OIM et l'ONUDC, se comptent par centaines de milliers au cours des deux dernières décennies.<sup>11</sup> Véritable problème mondial, le trafic de personnes touche également des personnes originaires de régions apparemment pacifiques : sur les quelque 21 000 victimes enregistrées dans l'UE-28 entre 2015 et 2016, 44 % étaient des citoyens de l'UE.<sup>12</sup> Malgré des différences régionales considérables en termes de sexe et d'âge, les femmes et les filles représentent près des trois quarts des victimes du trafic identifiées dans le monde.<sup>13</sup> De nombreuses victimes du trafic se retrouvent dans l'une des diverses formes d'esclavage moderne, qui piègent environ 40 millions de personnes dans le monde.<sup>14</sup>

Alors que les taux mondiaux de détection et de signalement ont augmenté de 40 % entre 2011 et 2016, le problème est loin d'être maîtrisé :<sup>15</sup> les victimes du trafic provenant de sous-régions où les taux de détection et de condamnation sont faibles apparaissent en grand nombre ailleurs et les trafiquants opèrent toujours en toute impunité.<sup>16</sup>

Cette impunité est particulièrement marquée là où les structures étatiques sont faibles. Tout comme d'autres formes de trafic, le trafic de personnes et les conflits peuvent créer un mélange toxique : les conflits armés facilitent les situations d'exploitation, allant de l'esclavage sexuel et du travail au recrutement d'enfants combattants.<sup>17</sup> États et organisations contrôlant le territoire ont utilisé le trafic de personnes pour collecter des fonds et soutenir leurs activités, Daesh réduisant les femmes et les filles yézidiennes en esclavage dans son « califat » et les faisant passer dans toute la région.<sup>18</sup> Alors que Daesh se retire, de nombreuses victimes font l'objet d'échanges commerciaux de la part de groupes criminels.<sup>19</sup>

« Au XX<sup>le</sup> siècle, à l'ère de la mondialisation et des droits de l'homme, plus de 6 500 femmes et enfants yézidis ont été faits prisonniers et ont été vendus, achetés et victimes d'abus sexuels et psychologiques. »<sup>40</sup>

**NADIA MURAD,**  
**10 DÉCEMBRE 2018**

La Corée du Nord est l'exemple le plus frappant du trafic de personnes parrainé par l'État, Pyongyang soumettant ses citoyens au travail forcé à l'étranger, notamment en Chine, pour financer le régime et ses autres activités illicites.<sup>20</sup>

Comme l'instabilité et les conflits entraînent une augmentation du nombre de personnes qui tentent de franchir les frontières, nombre d'entre elles deviennent une cible facile pour les trafiquants, qui savent qu'elles seront moins susceptibles de demander l'aide des autorités parce qu'elles craignent d'être renvoyées – surtout lorsque les autorités de facto sont directement ou indirectement impliquées dans le trafic.<sup>21</sup> Par exemple, des individus introduits clandestinement en Libye par les Forces de soutien rapide soudanaises (FSR) ont signalé que les FSR les avait systématiquement « vendus » à des trafiquants libyens, des rebelles tchadiens et des milices Toubou dans les régions frontalières soudano-libyennes.<sup>22</sup>

Ce trafic de personnes, en particulier celles qui sont exploitées contre leur gré, génère clairement une influence financière et politique. Étant donné que l'Organisation internationale du Travail (OIT) estime que le produit de l'exploitation sexuelle à elle seule s'élève à environ 99 milliards d'USD,<sup>23</sup> les enquêteurs se concentrent de plus en plus sur le traçage des flux financiers connexes. EUROPOL a constaté que les profits du trafic des victimes mineures étaient principalement redirigés vers le pays d'origine des suspects ; ils utilisaient des services de transfert d'argent pour des petits montants et des passeurs ou mules criminels pour des sommes importantes.<sup>24</sup> En outre, les progrès technologiques ont ouvert de nouveaux modèles d'exploitation : les réseaux de trafiquants attirent les victimes sur les réseaux sociaux<sup>25</sup> et les services de messagerie servent également de plateformes d'enchères aux esclaves.<sup>26</sup>

« Le trafic de personnes est un crime ignoble qui se nourrit d'inégalités, d'instabilité et de conflits. Les trafiquants de personnes profitent des espoirs et du désespoir des peuples. Ils s'en prennent aux vulnérables et les privent de leurs droits fondamentaux. »<sup>41</sup>

**ANTÓNIO GUTERRES,**  
**30 JUILLET 2018**

Toutefois, comme c'est également le cas pour d'autres activités illicites, les priorités changent également en fonction de l'opportunité. L'industrie du passage de clandestins et du trafic de personnes en Libye, qui s'est considérablement développée entre 2012 et 2017, s'est effondrée lorsque les milices ont réévalué leur exposition devant l'attention internationale. Les autres opérations de contrebande sont encore plus clandestines et sujettes à l'extorsion et au travail forcé.<sup>27</sup>

Alors que les trafiquants continuent d'exploiter impunément les victimes dans de nombreuses régions du monde, les acteurs multilatéraux ont réaffirmé la nécessité de lutter contre ces crimes. Cela a résulté en une détermination des dirigeants du G20<sup>28</sup> et un engagement de 193 pays à mettre fin au trafic de personnes et à l'esclavage moderne d'ici à 2030 dans le cadre des objectifs de développement durable.<sup>29</sup> Les approches régionales s'y ajoutent, comme le Plan d'action de l'OSCE sur la prévention, les poursuites, la protection des victimes et les partenariats intersectoriels.<sup>30</sup> Les derniers efforts ont surtout porté sur l'amélioration de la disponibilité des données<sup>31</sup> et la lutte contre le trafic lié aux conflits. Des initiatives telles que la Commission du secteur financier sur l'esclavage moderne soulignent également la nécessité d'une participation du secteur privé pour perturber les flux financiers dérivés du trafic et les chaînes d'approvisionnement fondées sur le travail forcé.<sup>32</sup>

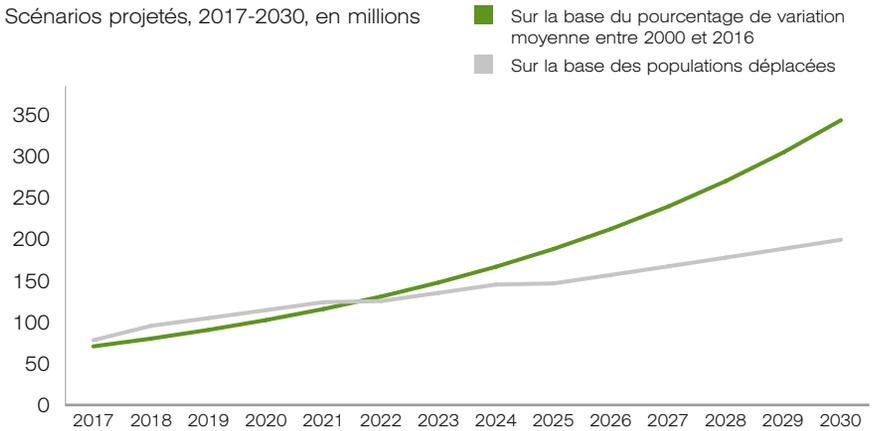
Toutefois, malgré l'attention croissante accordée aux réseaux de contrebande – comme en Europe dans le contexte du débat sur les migrations – les opposants ont fait valoir que nombre des États les plus touchés comprennent encore mal leur vulnérabilité face aux implications du trafic de personnes pour leur sécurité et leur stabilité en général.<sup>33</sup> D'ici là, de nombreuses victimes en nombre inconnu continueront probablement de souffrir dans l'ombre.

## Recommandations

1. **Poursuivre les efforts visant à améliorer les taux de signalement et la disponibilité des données** afin de donner aux décideurs une vue d'ensemble adéquate de la dynamique du trafic des personnes, y compris les itinéraires en évolution, les modes de fonctionnement des trafiquants et les secteurs typiques d'exploitation.<sup>34</sup>
2. **Développer davantage le partage d'informations entre les institutions à différents niveaux** – national, régional et international – et dans différents secteurs, des services de détection et de répression aux autres acteurs de la sécurité et aux ONG de lutte contre le trafic.
3. **Accroître les enquêtes sur les flux financiers illicites générés par le trafic de personnes** et les liens avec d'autres activités illicites, y compris, le cas échéant, par la participation du secteur privé.
4. **Continuer de renforcer les capacités de lutte contre le trafic de personnes dans les situations de conflit et hors conflit**, en s'appuyant sur les efforts actuellement déployés par des organisations telles qu'INTERPOL et l'ONUDC pour mieux sensibiliser au trafic de personnes et pour traiter et enquêter sur les cas de trafic,<sup>35</sup> notamment dans le cadre de formations préalables au déploiement destinées au personnel des Nations Unies et autres personnels de maintien de la paix, en vue d'améliorer la détection et le signalement des cas de trafic dans les contextes conflictuels et post-conflictuels.<sup>36</sup>
5. **S'efforcer d'accroître les taux de poursuites engagées contre les trafiquants**, notamment au moyen de référentiels permettant de constituer des dossiers juridiques,<sup>37</sup> afin de réduire l'attrait du trafic en tant que source de revenus pour les acteurs allant du crime organisé au terrorisme.

SCÉNARIOS DE DÉPLACEMENTS MONDIAUX

Scénarios projetés, 2017-2030, en millions

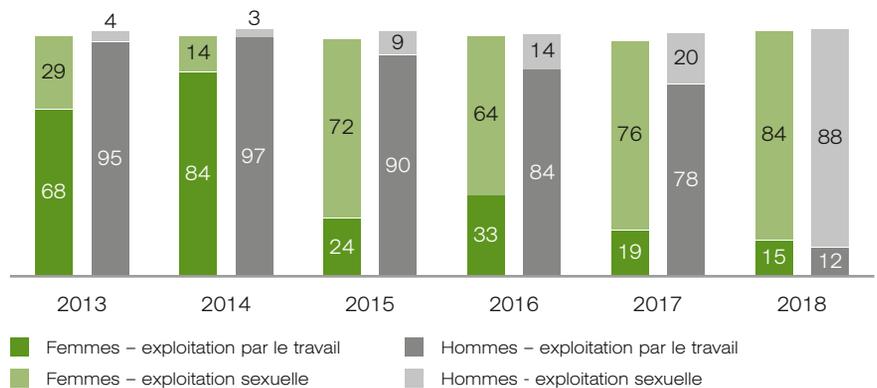


Source : Center for International and Strategic Studies<sup>42</sup>



QUI FAIT L'OBJET DU TRAFIC ET DANS QUEL OBJECTIF ?

Principaux types de trafics de personnes et répartition par sexe des victimes identifiées entre 2013 et 2018, en pourcentage, avec arrondis



Source : OIM - Counter-Trafficking Data Collaborative<sup>43</sup>

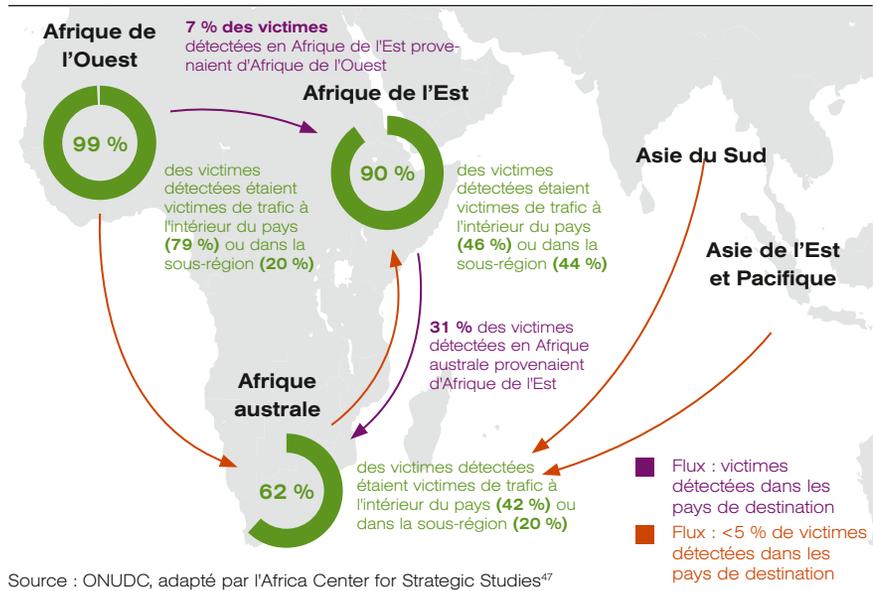
« TRAFIC DE PERSONNES » VERSUS « CONTREBANDE »

Les deux termes sont devenus flous, à la fois sur le terrain et dans le débat public. Comme le font valoir certains experts, bien que les deux puissent impliquer du recrutement et du mouvement transfrontalier de personnes, « la distinction généralement faite est de savoir si les personnes sont disposées à participer activement au processus et au résultat final. »<sup>44</sup>

Le trafic de personnes peut avoir lieu dans un État ou de manière transnationale. Il peut être qualifié de violation des droits des personnes, comparé à la contrebande de personnes ou de migrants comme violation de la souveraineté d'un État, liée au franchissement illégal d'une frontière. Bien que cette dernière ne nécessite pas d'exploitation ni de contrainte,<sup>45</sup> les droits des personnes introduites en contrebande peuvent également être violés. Ce rapport se concentre principalement sur le trafic de personnes, bien que les réseaux criminels profitent également souvent de la contrebande d'êtres humains.

Source : Conférence de Munich sur la Sécurité, sur la base de l'Initiative mondiale contre le crime transnational organisé et de l'OIM<sup>46</sup>

ORIGINES DES VICTIMES DE TRAFICS DÉTECTÉS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE



CINQ MYTHES SUR LE TRAFIC DE PERSONNES

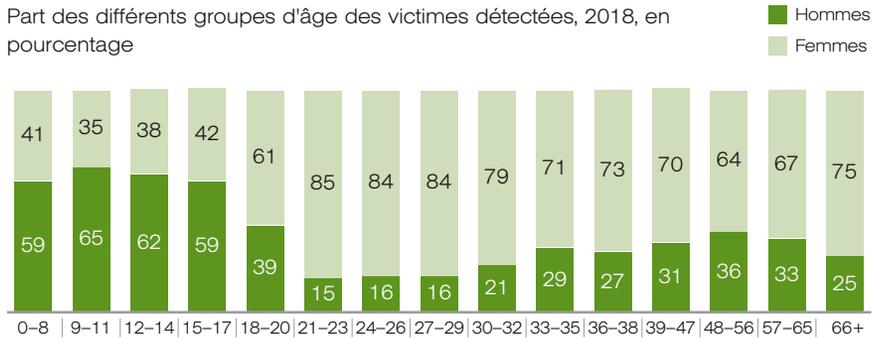
- 1 **Mythe : la contrebande de personnes est identique au trafic de personnes.** Alors que les deux sont illégaux, les passeurs transportent illégalement des personnes à travers les frontières internationales, moyennant des frais. Les trafiquants,<sup>48</sup> par la duplicité ou la force, prennent le contrôle de la population à des fins d'exploitation ou de gain économique.
- 2 **Mythe : le trafic de personnes en Afrique ne touche que les migrants essayant de passer en Europe.** Le trafic ne nécessite pas le passage de frontières internationales. Plus de 67 % des victimes de trafic en Afrique subsaharienne l'ont été dans leur pays d'origine<sup>49</sup> et plus de 90 % n'ont jamais quitté le continent.
- 3 **Mythe : seules les jeunes femmes africaines sont victimes de trafic, à des fins de prostitution.** Les hommes constituent la majorité des enfants victimes de trafic, souvent enrôlés dans la mendicité et le travail forcés. Les femmes constituent la majorité des victimes adultes, souvent victimes de trafic à des fins domestiques et de prostitution. En fait, les Africains sont davantage victimes de trafic à des fins d'exploitation par le travail<sup>50</sup> - notamment le travail domestique, l'agriculture et l'industrie manufacturière - que pour le travail du sexe. Environ 3,5 millions d'adultes et enfants africains sont victimes de trafic à des fins d'exploitation par le travail.<sup>51</sup> Plus de la moitié sont détenus, avec un recours à la dette pour piéger les victimes dans une servitude continue. On estime à 400 000 le nombre d'adultes et d'enfants africains victimes d'exploitation sexuelle.<sup>52</sup>
- 4 **Mythe : tout trafic se produit en raison de l'origine.** Le trafic est principalement une question de vulnérabilité.<sup>53</sup> De nombreuses victimes potentielles sont vulnérables en raison de la pauvreté chronique, de l'instabilité résultant de conflits ou de catastrophes naturelles.<sup>54</sup> Les groupes criminels et les trafiquants individuels trouvent de nombreuses victimes lors de leurs déplacements.
- 5 **Mythe : le trafic de personnes est géré par des syndicats mondiaux du crime organisé.** Si des réseaux sophistiqués de trafiquants transnationaux existent, comme du Nigéria à l'Italie et autres pays européens, la majorité des trafiquants viennent du pays ou de la région de leurs victimes. Ce qui semble le plus répandu en Afrique, c'est de piéger ou d'obliger des personnes vulnérables à se soumettre eux-mêmes ou à soumettre leurs enfants aux trafiquants nationaux, qui répondent à une demande de main-d'œuvre bon marché ou à usage unique dans des conditions parfois dangereuses.

Source : Africa Center for Strategies Studies<sup>55</sup>



### SEXE ET ÂGE DES VICTIMES DU TRAFIC DE PERSONNES EN AFRIQUE

Part des différents groupes d'âge des victimes détectées, 2018, en pourcentage



Les données proviennent de 10 pays africains qui fournissent le plus grand nombre de cas d'assistance directe de l'OIM aux victimes du trafic sur le continent.

Source : Counter-Trafficking Data Collaborative (CTDC), adapté par l'Africa Center for Strategic Studies<sup>56</sup>

### FAITS CLÉS SUR LES DÉPLACEMENTS ACTUELS DE POPULATIONS EN AFRIQUE

Les **12 pays africains** actuellement confrontés à un conflit armé représentent près de **90 % des 24 millions de personnes déplacées** de force sur le continent

Plus de **600 000 nouveaux déplacements** ont été enregistrés chaque année depuis 2008 par le Centre de surveillance des déplacements internes en raison de catastrophes environnementales

**Faits clés sur les déplacements en Afrique**

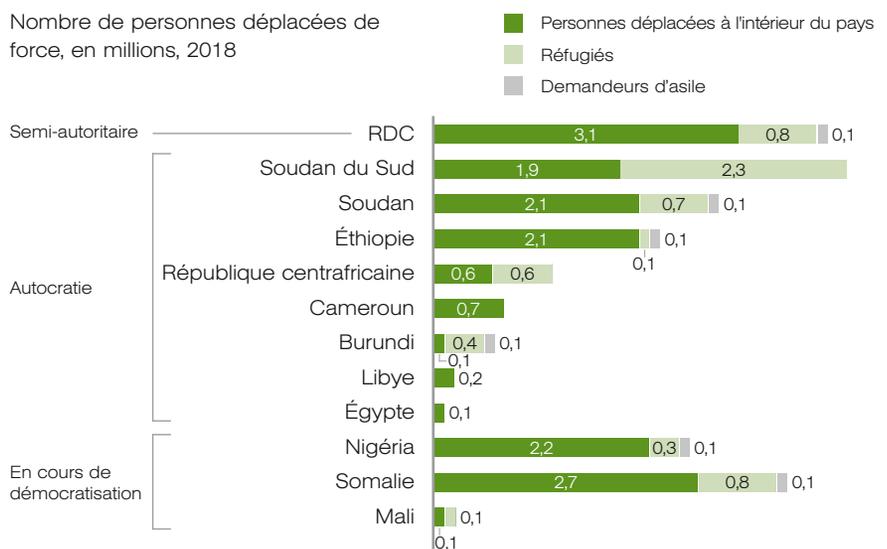
L'Éthiopie, le Nigéria et le Niger ont connu la majorité des catastrophes enregistrées - le Niger, l'un des plus fragiles du point de vue environnemental, devrait voir sa **population tripler d'ici 2050**

Le nombre de migrants et de réfugiés dans les centres de détention libyens connus a presque doublé,<sup>57</sup> passant de **5 000 à 9 300 entre 2017 et 2018**

Source : Africa Center for Strategic Studies<sup>58</sup>

### DÉPLACEMENTS DANS LES PAYS AFRICAINS TOUCHÉS PAR DES CONFLITS ARMÉS

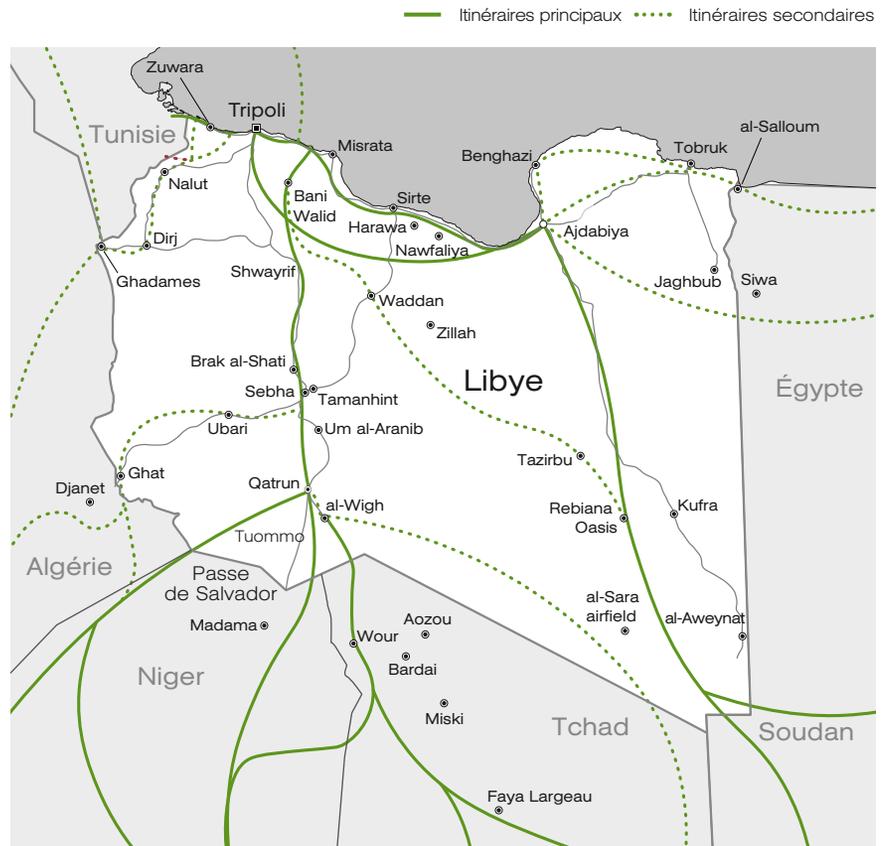
Nombre de personnes déplacées de force, en millions, 2018



Source : Africa Center for Strategic Studies<sup>59</sup>

**CONTREBANDE ET TRAFIC DE PERSONNES EN LIBYE : ITINÉRAIRES ET PLAQUES TOURNANTES**

Vue d'ensemble des itinéraires et plaques tournantes en Libye et dans les environs



Source : Global Initiative against Transnational Organized Crime<sup>64</sup>



## L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE LA CONTREBANDE ET DU TRAFIC HUMAINS EN LIBYE

L'industrie du passage de clandestins en Libye et au Sahel central a connu un changement radical depuis 2017, à la suite de l'expansion fulgurante de la région au lendemain de la révolution libyenne de 2011. Entre janvier et avril 2019, près de 2 400 migrants irréguliers sont partis de Libye, soit une chute vertigineuse de 94 % par rapport aux 40 600 personnes pour la même période en 2017.<sup>60</sup>

Le système de contrebande côtière en Libye a commencé à s'effondrer en juillet 2017. Les départs de l'Ouest de Tripoli ont fortement diminué après qu'une milice<sup>61</sup> profondément impliquée dans le passage clandestin dans la ville côtière de Sabratha a cessé d'envoyer des bateaux et s'est mise à contrôler et à bloquer la côte ouest au moyen d'un groupe armé exerçant des activités de garde-côte dans la ville voisine de Zawiya.<sup>62</sup>

Les deux milices ont été cooptées par le gouvernement el-Sarraj (GNA) comme partie intégrante de l'accord général de Tripoli avec l'Italie et l'UE pour endiguer les flux migratoires. Alors que les leaders des milices en sont venus à donner la priorité à la légitimité sur le long terme, certains événements clés ont également participé au désengagement des milices en matière de trafic des personnes, à savoir l'opinion publique en Libye, la couverture médiatique ainsi que la volonté de l'UE et du Conseil de sécurité de l'ONU d'endiguer la migration clandestine, qui a donné aux trafiquants de personnes une image des plus toxiques.<sup>63</sup>

La stratégie de l'UE d'aide au contrôle des migrations, adoptée au sommet de la Valette en 2015, a elle aussi contribué à renforcer les services de détection et de répression en matière de lutte contre le passage de clandestins au Niger et au Soudan, entraînant une baisse drastique du nombre d'arrivants en Libye et amplifiant l'impact des changements dans la région du littoral.<sup>64</sup>

En dépit de l'instabilité actuelle en Libye, les perspectives à court et moyen terme restent stables, l'infrastructure du passage de clandestins alimentant la Méditerranée centrale ayant été considérablement mise à mal.

Source : Global Initiative against Transnational Organized Crime<sup>65</sup>





# Capitiaux

```
mirror_ob.select=1  
mirror_ob.use_x = True  
mirror_ob.use_y = True  
mirror_ob.use_z = True  
operation = "mirror_y"  
mirror_mod.use_x = False  
mirror_mod.use_y = True  
mirror_mod.use_z = False  
cooperation = True  
mirror_mod.use_x = False  
mirror_mod.use_y = False  
mirror_mod.use_z = True  
threats.tsr.msc  
#selection at the end -add back the deselected mirror modifier o  
mirror_ob.select=1 illicit flows  
modifier_ob.select=1  
bpy.context.scene.objects.active = modifier_ob  
print("Selected" + str(modifier_ob)) modifier_ob is the active ob  
mirror_ob.select = 0  
bpy.context.scene.objects.active = mirror_ob
```

# Capitaux : le blanchiment de l'argent sale

« La corruption est présente dans tous les pays, riches et pauvres, du Nord et du Sud. [...] Elle porte atteinte à la légalité et encourage des crimes tels que le trafic illicite de personnes, de drogue et d'armes. La fraude fiscale, le blanchiment d'argent et d'autres flux illicites détournent des ressources indispensables au développement durable. »<sup>37</sup>

**ANTÓNIO GUTERRES,**  
**9 DÉCEMBRE 2018**

« Les fonds de la corruption sont souvent dissimulés à l'extérieur du pays, souvent dans les secteurs financiers des grandes capitales. Il est tout à fait possible que des pays aient les « mains propres » chez eux mais les « mains sales » à l'étranger. »<sup>38</sup>

**CHRISTINE LAGARDE,**  
**22 AVRIL 2018**

De nos jours, des sommes d'argent, petites et grandes, peuvent être transférées en quelques secondes, ce qui stimule à la fois le commerce licite et illicite. Alors que les réglementations et les services de détection et de répression s'efforcent de suivre le rythme, les flux financiers illicites (IFF), c'est-à-dire les flux transfrontaliers d'argent qui sont transférés, gagnés ou utilisés de manière illégale,<sup>1</sup> sont en plein essor. La taille même d'un seul IFF est étonnante : en 2018, il a été révélé que sur moins d'une décennie, une succursale de la banque danoise Danske Bank en Estonie avait blanchi jusqu'à 230 milliards d'USD.<sup>2</sup> Ces sommes permettent aux acteurs violents – organisations criminelles et terroristes, mais aussi aux États voyous – de préserver leurs profits et de poursuivre leurs opérations. Parallèlement, les IFF drainent les budgets d'État, favorisent la corruption et sapent les économies nationales. Dans le pire des cas, les gouvernements ne sont donc pas en mesure de protéger adéquatement leurs citoyens contre les préjudices.

Bien que l'ampleur exacte des IFF à l'échelle mondiale ne soit pas connue, le Fonds monétaire international (FMI) estime que le montant annuel des fonds blanchis dans le monde représente entre 2 % et 5 % du PIB mondial<sup>3,4</sup> – en 2018, il était de 1,7 à 4,2 milliards d'USD.<sup>5</sup> Même l'estimation la plus basse correspond aux dépenses militaires mondiales actuelles.<sup>6</sup> Le recouvrement des IFF est souvent infructueux parce qu'il est compliqué et prend beaucoup de temps<sup>7</sup> : l'ONU estime que moins de 1 % des IFF sont effectivement saisis.<sup>8</sup> Les données d'EUROPOL appuient cette évaluation.<sup>9</sup> Ainsi, les entreprises illégales sont très rentables par rapport aux entreprises légales typiques, qui ont payé un impôt mondial moyen sur le revenu des sociétés de 26 % en 2018.<sup>10</sup> Malgré les difficultés rencontrées, « suivre l'argent » peut porter ses fruits, comme le montre le montant de plus de 1,2 milliard d'USD qui a été récupéré à ce jour grâce à l'enquête des Panama Papers de 2016 sur les systèmes de financement offshore.<sup>11</sup>

Le niveau de risque résultant des IFF n'est pas toujours proportionnel à leur taille. Même de petites sommes sont suffisantes pour planifier et exécuter des attentats terroristes, mais aussi pour diffuser de la propagande et recruter des terroristes.<sup>12</sup> Par conséquent il est crucial de cartographier et de perturber ces flux afin de prévenir les incidents et d'identifier les réseaux promouvant le terrorisme.<sup>13</sup> En réaction aux attentats du 11 septembre 2001, un régime sophistiqué de lutte contre le financement du terrorisme a vu le jour.<sup>14</sup> Toutefois, comme il demeure largement axé sur le terrorisme islamiste et le système financier formel, il peut être moins efficace pour contrer les tendances récentes, comme le terrorisme local, les attentats à faible technicité nécessitant peu ou pas de financement extérieur, ou le terrorisme de droite.<sup>15</sup> En outre, l'écrasante majorité des attentats terroristes se produisent dans des pays en proie à des conflits, où l'argent liquide est toujours primordial.<sup>16</sup> En effet, certains experts soutiennent que les perturbations les plus importantes du financement de Daesh – autres que la restriction de son territoire – ont été les frappes aériennes ciblées sur ses dépôts d'espèces en 2016.<sup>17</sup>

Un autre facteur qui nuit à l'efficacité des efforts de lutte contre le financement du terrorisme et d'autres IFF est leur manque de cohésion.<sup>18</sup> Il existe un certain nombre de cadres qui traitent de différents aspects du problème, comme le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) – un organisme intergouvernemental qui établit et surveille les normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Toutefois, comme il n'existe pas de régime mondial global couvrant tous les

aspects des IFF, il appartient principalement aux gouvernements individuels de fixer des priorités, souvent d'une manière hautement politique, et de mettre en œuvre des contre-mesures. Il en résulte un paysage réglementaire disparate, un fait qui peut être exploité par des acteurs malveillants.<sup>19</sup>

« La corruption détruit la démocratie pour créer un cercle vicieux, où la corruption mine les institutions démocratiques et, à leur tour, les institutions faibles sont moins en mesure de contrôler la corruption. »<sup>39</sup>

**PATRICIA MOREIRA,**  
**29 JANVIER 2019**

Certains États utilisent également les IFF comme instrument de leur politique étrangère et de défense, brouillant ainsi la frontière entre les acteurs étatiques et non étatiques : les règles laxistes sont exploitées pour cacher de l'argent illicite à l'étranger, qui est utilisé pour des opérations, pour acheter de l'influence par le biais de dons politiques et pour obscurcir l'influence de l'État.<sup>20</sup> À Londres, l'une des villes préférées des Russes en matière de blanchiment d'argent et d'actifs, un rapport publié en 2018 par la Commission des affaires étrangères de la Chambre des communes indiquait que des actifs financiers russes illicites au Royaume-Uni peuvent être appelés à tout moment pour « soutenir la campagne du président Poutine et renverser le système international fondé sur des règles ». <sup>21</sup> On peut citer comme autre exemple la Corée du Nord qui utilise les IFF pour échapper aux sanctions et financer son programme d'armes nucléaires, une menace sérieuse pour la sécurité internationale.<sup>22</sup> Depuis 2016, les cyberattaques sont devenues une importante source de revenus pour la RPDC, s'ajoutant à ses activités commerciales illicites existantes.<sup>23</sup> Rien qu'entre janvier 2017 et septembre 2018, les pirates nord-coréens ont volé environ 571 millions d'USD au cours de cinq attaques contre des échanges de devises cryptographiques.<sup>24</sup>

Les crypto-monnaies sont en fait le front le plus récent dans la lutte contre les IFF. Elles facilitent les achats sur les marchés illicites du Dark Web, offrant un moyen de transférer de l'argent de façon plus ou moins anonyme. Contrairement à ce que certains craignent, les monnaies virtuelles ne sont pas encore largement utilisées par les groupes terroristes, car elles offrent relativement peu d'avantages opérationnels par rapport à d'autres méthodes comme le système bancaire Hawala – qui contourne le secteur financier formel – ou les simples virements bancaires. Toutefois, avec de nouvelles innovations technologiques à l'horizon, la menace pourrait s'intensifier considérablement à l'avenir.<sup>25</sup>

« On estime que la proportion d'argent sale à Londres est faible par rapport à la taille de l'ensemble du secteur financier. Toutefois, les dommages que cet argent peut causer aux intérêts de la politique étrangère du Royaume-Uni en corrompant nos alliés, en affaiblissant nos alliances et en érodant la confiance en nos institutions, sont potentiellement énormes. »<sup>40</sup>

**CHAMBRE DES  
COMMUNES DU ROYAUME-  
UNI, COMITÉ DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES,  
15 MAI 2018**

Les IFF sapent également les efforts de développement et exacerbent la fragilité des États. Par exemple, on estime que le continent africain a perdu en moyenne 73 milliards d'USD par an rien qu'entre 2000 et 2015 en raison de la mauvaise facturation commerciale – une pratique courante des IFF. Certains observateurs ont même fait valoir qu'un contrôle plus efficace de ces flux pourrait réduire considérablement le besoin d'aide au développement.<sup>27</sup> L'ONU a abordé la question dans son Agenda 2030 et a inclus la réduction significative des IFF dans ses objectifs de développement durable.<sup>28</sup> En effet, les IFF peuvent avoir des effets dévastateurs sur le système économique d'un pays, car les investissements sont réduits et l'inflation augmente.<sup>29</sup> Les pays où les IFF sont générés à grande échelle souffrent donc largement de déficits de ressources en raison de l'insuffisance des recettes fiscales et autres. Cela peut réduire la capacité d'un État à fournir des services essentiels à ses citoyens, allant des soins de santé à la justice et à la sécurité. En même temps, cela sape la légitimité de l'État et contribue au cercle vicieux de la violence, de la corruption, de la criminalité et de l'absence d'une bonne gouvernance,<sup>30</sup> ce qui est particulièrement néfaste pour les États qui sont déjà fragiles. Dans des cas extrêmes, l'État peut ne plus être en mesure de répondre à des urgences sanitaires telles que des épidémies ou de contrer des acteurs violents qui défient l'État – ayant souvent des répercussions régionales ou même mondiales.<sup>31</sup> En fait, les IFF jouent un rôle crucial dans le maintien des conflits en finançant les acteurs armés et en offrant des incitations financières aux acteurs en général pour qu'ils fassent obstacle au règlement des conflits en rendant la guerre plus rentable que la paix.<sup>32</sup>

Enfin, dernier point et non le moindre, les pays de destination des IFF doivent accepter leur propre rôle dans la facilitation de ces flux. Cela va au-delà des paradis fiscaux tropicaux : des pays comme le Royaume-Uni ou le Canada attirent des milliards d'IFF en raison des lacunes réglementaires exploitées par des criminels et d'autres acteurs, souvent aidés par des prestataires de services professionnels.<sup>33</sup> Dans certaines régions

des États-Unis, moins de renseignements personnels sont requis pour mettre sur pied une société écran potentielle qui masque les structures de propriété que pour obtenir une carte de bibliothèque.<sup>34</sup> Par conséquent, l'argent illicite qui fait grimper les prix de l'immobilier dans les grandes villes peut aussi menacer la sécurité mondiale.<sup>35</sup>

« C'est un choc de civilisations entre les civilisations de l'état de droit, les autocraties et les kleptocraties. »<sup>41</sup>  
**SHELDON WHITEHOUSE,**  
**7 MAI 2019**

La prise de conscience de ces menaces s'accroît dans le monde entier et, ces dernières années, des progrès significatifs ont été réalisés dans de nombreux pays pour améliorer les efforts de lutte contre les IFF – souvent sous la pression d'organisations de la société civile et de journalistes d'investigation.<sup>36</sup> La numérisation peut également offrir des possibilités d'amélioration de la réglementation. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire. Les approches unilatérales sont susceptibles de déclencher simplement des changements locaux ou régionaux, mais les IFF restent un problème mondial. Des mesures doivent donc être prises dans tous les pays touchés, des pays d'origine jusqu'aux pays de transit et de destination.

### Recommandations

- 1. Améliorer la disponibilité des données et l'analyse des flux financiers illicites.** En l'absence de données significatives, les décideurs politiques évoluent à l'aveuglette. Plus précisément, davantage d'informations devraient être mises à la disposition du public afin de favoriser un échange fructueux entre le secteur public et le secteur privé ainsi que le monde universitaire.
- 2. Améliorer l'échange d'informations fiscales et la communication d'informations sur la propriété effective ultime** des sociétés et des actifs.
- 3. Mettre pleinement en œuvre les recommandations du GAFI et d'autres institutions et appliquer des sanctions** contre les acteurs malhonnêtes.
- 4. Renforcer les capacités d'enquête des services de détection et de répression nationaux et multilatéraux et améliorer la coopération internationale entre ces services.** En outre, étendre la confiscation de l'argent obtenu par des moyens criminels.
- 5. Soutenir les pays qui n'ont pas les capacités nécessaires pour maintenir l'intégrité de leurs systèmes financiers,** afin d'arrêter les flux illicites avant qu'ils n'entrent dans le système financier international.
- 6. Soutenir le journalisme d'investigation et les acteurs de la société civile** engagés dans la découverte et la lutte contre les flux illicites.
- 7. Réduire les approches en silo et adopter des solutions intersectorielles.** Inclure les acteurs privés tels que les banques ou les fournisseurs de données financières dans les efforts visant à réduire les IFF.

**FLUX FINANCIERS ILLICITES ET ACTEURS**

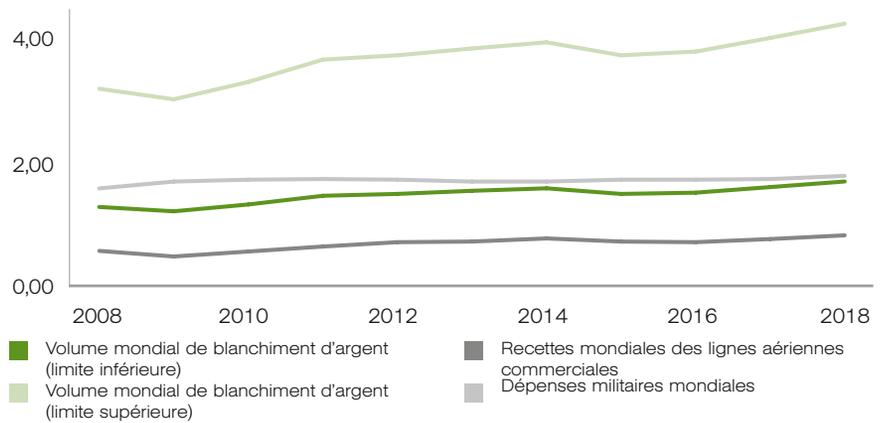
Caractéristiques des flux financiers illicites et principaux acteurs



Source : EY, basé sur le Centre pour le développement mondial<sup>42</sup>

**VOLUME MONDIAL DE BLANCHIMENT D'ARGENT**

Comparaison des estimations mondiales du blanchiment d'argent et de certaines recettes et dépenses, 2008-2018, en milliards d'USD



Source : EY, basé sur IATA, OACI, FMI et SIPRI<sup>43</sup>

**FLUX FINANCIERS ILLICITES - PAYS À RISQUE ÉLEVÉ (I)**

Flux d'entrée et de sortie de fausses facturations commerciales, pays présentant les écarts les plus importants, 2008-2018

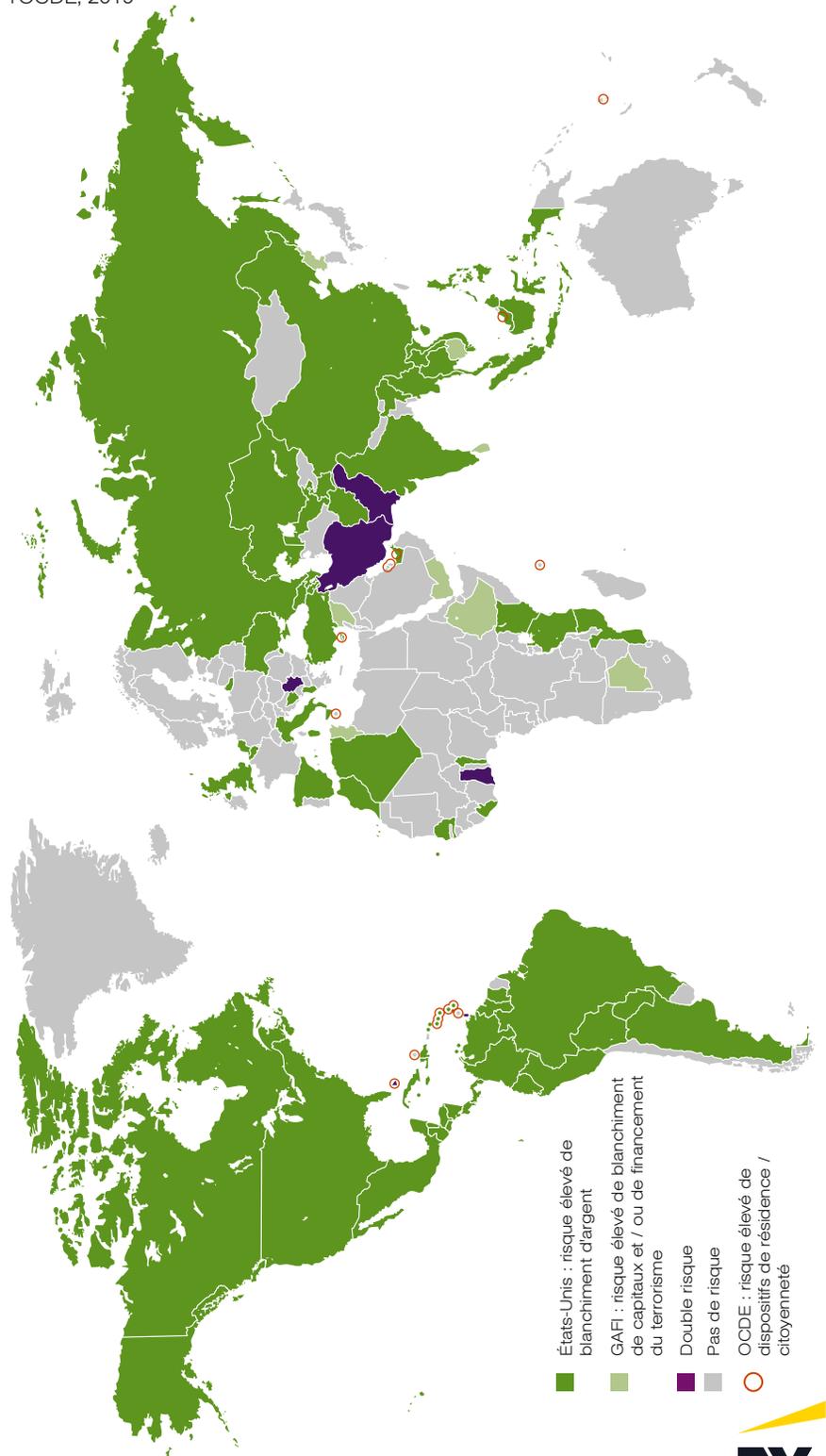
	Flux d'entrée	Flux de sortie
1	Libéria	République Démocratique du Congo
2	Panama	Timor oriental
3	Afghanistan	Zimbabwe
4	Zambie	Soudan
5	Togo	Sierra Leone
6	Antigua-et-Barbuda	Bhoutan
7	Dominique	Lesotho
8	Bahamas	Érythrée
9	République centrafricaine	Ouzbékistan
10	Bénin	Mozambique

Source : EY, basé sur le FMI<sup>44</sup>



FLUX FINANCIERS  
ILLICITES - PAYS À  
RISQUE ÉLEVÉ (II)

Pays inclus dans les évaluations des risques réalisées par les États-Unis, le GAFI et l'OCDE, 2019

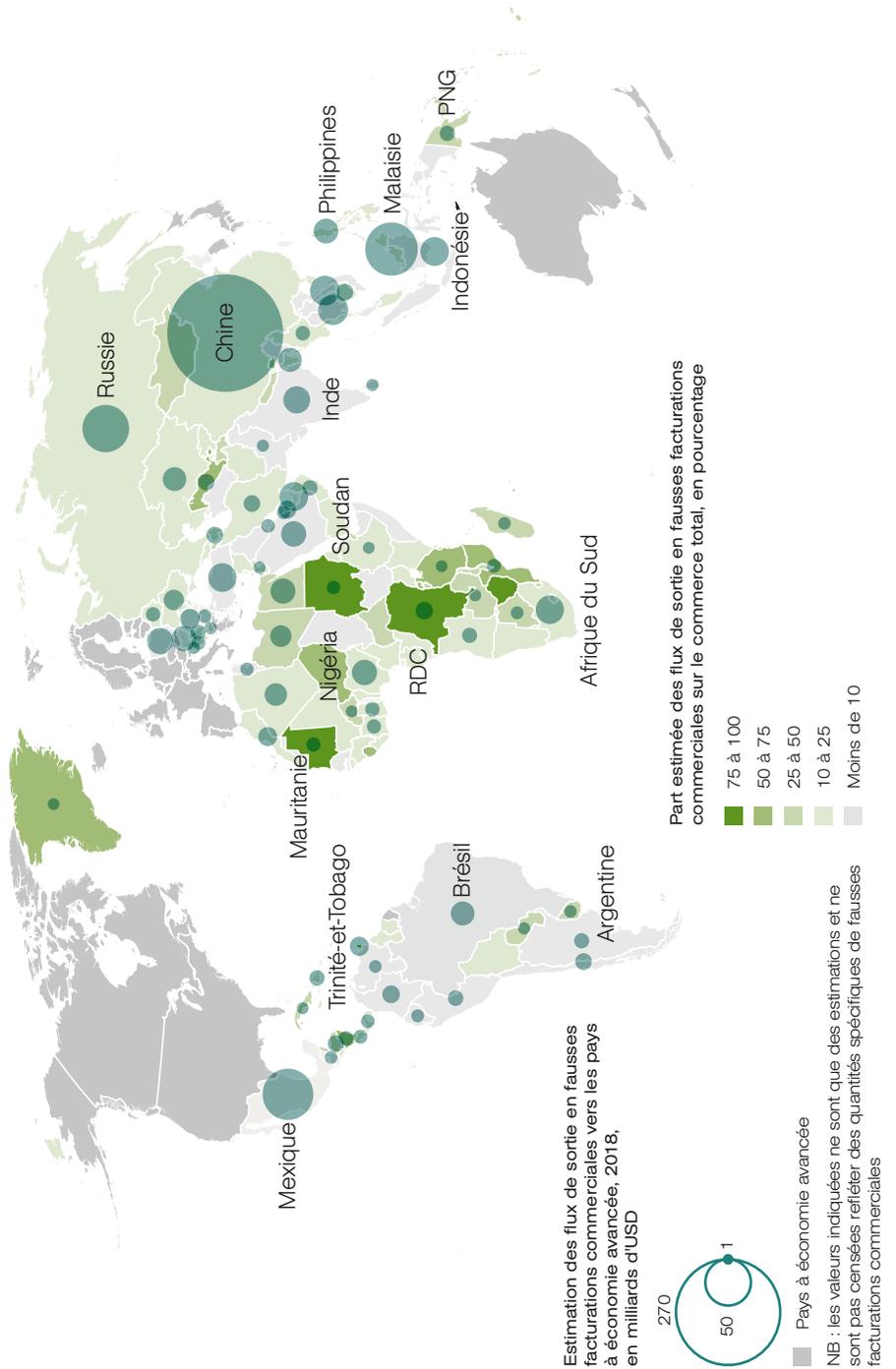


Source : EY, d'après le département d'État américain, GAFI, OCDE<sup>45</sup>



**PERTES POTENTIELLES  
DE CAPITAUX DUES  
AUX FAUSSES  
FACTURATIONS**

Estimation des flux de sortie en fausses facturations commerciales vers les pays à économie avancée et pourcentage du total des échanges, 2018, en milliards d'USD

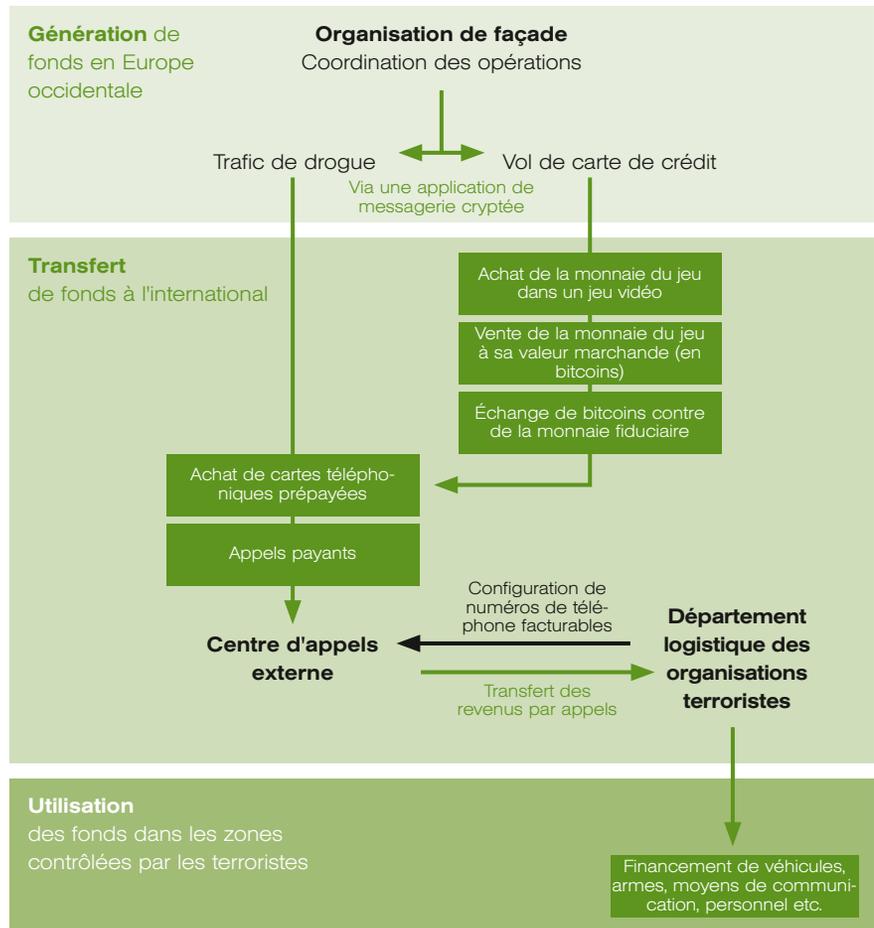


Source : RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses<sup>48</sup>



**FLUX FINANCIERS  
ILLICITES ET  
FINANCEMENT DU  
TERRORISME**

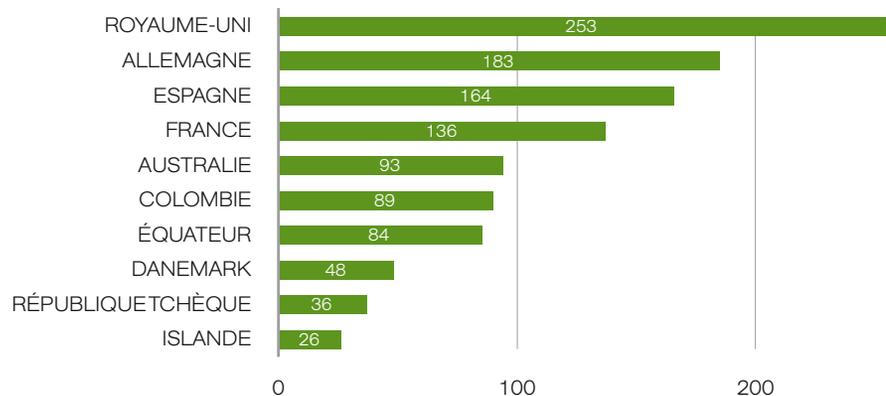
Schéma d'un modèle de flux financier illicite pour financer une organisation terroriste



Source : EY<sup>47</sup>

**MONTANTS RÉCUPÉRÉS  
SUITE A L'ENQUÊTE  
SUR LES « PANAMA  
PAPERS »**

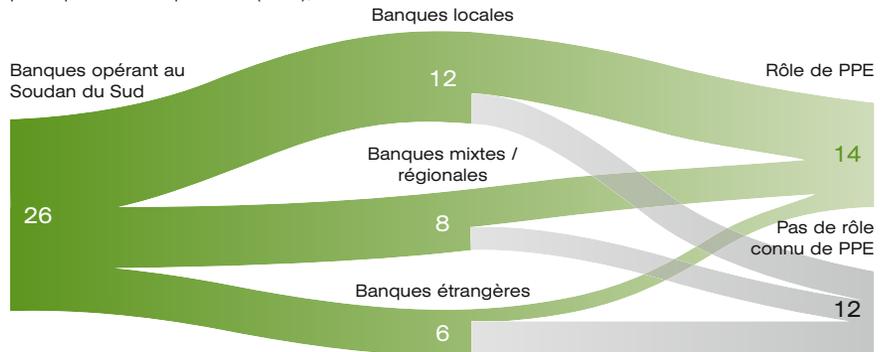
Top dix des montants récupérés par pays, 2016-2019, en millions d'USD



Source : International Consortium of Investigative Journalists<sup>48</sup>

## INFLUENCE POLITIQUE DANS LE SECTEUR BANCAIRE SUD- SOUDANAIS

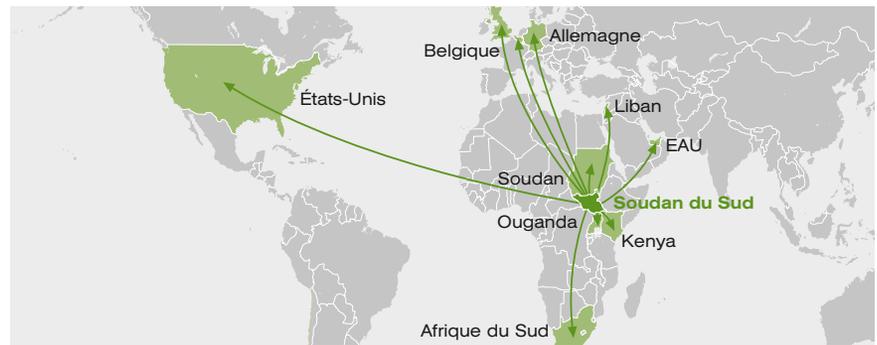
Banques opérant au Soudan du Sud, affiliations et connexions avec des personnes politiquement exposées (PPE), 2019



Source : The Sentry<sup>49</sup>

## LES LIENS DU SUD SOUDAN AVEC LE SYSTÈME FINANCIER MONDIAL

Relations de correspondance bancaire des institutions financières du Soudan du Sud, 2019



Source : The Sentry<sup>50</sup>

## CONSÉQUENCES D'UNE INFLUENCE POLITIQUE INDUE DANS LE SECTEUR BANCAIRE SUD-SOUDANAIS

La guerre civile au Soudan du Sud a été financée par les IFF et le système bancaire sud-soudanais en est un élément clé. Plus de la moitié des banques sud-soudanaises sont en partie sous le contrôle de personnes politiquement exposées (PPE). Bénéficiant d'un accès préférentiel aux devises étrangères, ces PPE ont utilisé ce privilège pour faire sortir de leur pays de grandes quantités de devises fortes, ce qui a entraîné l'inflation. Ceci empêche les entreprises d'importer des marchandises, de faire des investissements de capitaux et d'augmenter le coût des produits de base.

Les banques sud-soudanaises ont accès aux marchés financiers mondiaux via des relations de correspondance bancaire. Rien qu'entre mars 2014 et juin 2015, des transactions à hauteur de plus de 80 millions d'USD ont été identifiées, indiquant que les entreprises privées ont soutenu les forces de sécurité au Soudan du Sud par la fourniture et le transport d'armes, de troupes et d'autres marchandises. La plupart de ces transactions ont été effectuées en dollars US, soit une source d'effet de levier pour la communauté internationale. Un rapport publié par l'ONG The Sentry invite les gouvernements et les banques à examiner leurs relations avec les banques régionales de manière à encourager un comportement responsable en affaires sans toutefois promouvoir la diminution des risques.

Source : The Sentry<sup>51</sup>



# Données

```
mirror_ob.select=0
mirror_ob.use_x = True
mirror_ob.use_y = True
mirror_ob.use_z = True
operation = "mirror_y"
mirror_mod.use_x = False
mirror_mod.use_y = True
mirror_mod.use_z = False
cooperation = True
mirror_mod.use_x = False
mirror_mod.use_y = False
mirror_mod.use_z = True transnational
threats.tsr.msc
#selection at the end -add back the deselected mirror modifier o
mirror_ob.select=1 illicit flows
modifier_ob.select=1
bpy.context.scene.objects.active = modifier_ob
print("Selected" + str(modifier_ob), modifier_ob is the active ob
mirror_ob.select = 0
```

# Données : le piratage de tous les secteurs

« La cybercriminalité est un domaine dans lequel il y a beaucoup de travail à faire et pas de temps à perdre [...] On estime que la cybercriminalité génère environ 1,5 milliard d'USD de revenus par an. Et comme pour la plupart des crimes, elle cible les plus vulnérables. »<sup>29</sup>

**ANTÓNIO GUTERRES,**  
15 MAI 2018

Ces dernières années, les flux illicites de données – les mouvements transfrontaliers, généralement numériques, d'informations transférées, créées ou utilisées de manière illégale – sont allés bien au-delà des « simples » préoccupations en matière de protection de la vie privée. Dans un monde de plus en plus numérisé, ces flux peuvent aller des informations personnelles sensibles, comme les dossiers médicaux ou les coordonnées bancaires, aux secrets commerciaux et d'État. On estime que 2,5 quintillions d'octets de données sont créés chaque jour, un nombre équivalent à 25 millions de kilomètres de livres.<sup>1</sup> Cette quantité sans cesse croissante de données représente un risque pour la sécurité, car il devient de plus en plus difficile de les protéger contre les intrusions et les abus – notamment parce que ces données sont souvent stockées de manière peu sûre.<sup>2</sup> Par exemple, un rapport publié en 2018 par une entreprise de cybersécurité a révélé que les données n'étaient protégées par cryptage que dans 2,2 % des atteintes qui leur étaient signalées.<sup>3</sup> De plus, la quantité de données disponibles permet aux acteurs d'obtenir de nouvelles données en combinant deux ou plusieurs points de données existants et en tirant des conclusions. En conséquence, les dangers découlant des flux illicites de données deviennent de plus en plus impossibles à prévoir.

La numérisation permet de réaliser des économies d'échelle : les informations qui étaient autrefois analogiques ou décentralisées et donc relativement difficiles d'accès sont maintenant facilement accessibles. En termes réels, cela signifie qu'au lieu de voler le portefeuille d'une personne, les criminels peuvent maintenant obtenir simultanément des millions d'informations de cartes de crédit. Les brèches peuvent donc toucher des dizaines de personnes, comme dans le cas de la brèche de 2018 de la chaîne hôtelière Marriott, qui a touché 500 millions de personnes.<sup>4</sup> Aux États-Unis, les informations personnelles d'identification telles que les numéros de sécurité sociale ont été volées tellement souvent que des organismes gouvernementaux comme Medicare ont cessé d'y avoir recours uniquement pour réduire le risque de vol d'identité.<sup>5</sup>

« Plusieurs cas de violations de données ou révélations concernant le mauvais usage de données à caractère personnel, comme dans le scandale Facebook-Cambridge Analytica, ont aidé notre étude [sur le RGPD]. Ils nous rappellent les enjeux - de la préservation de notre sphère la plus intime à la protection du fonctionnement de nos démocraties et à la pérennité de notre économie de plus en plus axée sur les données. »<sup>30</sup>

**VĚRA JOUROVÁ,**  
30 JANVIER 2019

L'avènement de la technologie 5G amplifie ces problèmes. La vitesse des communications augmentera – avec des téléchargements jusqu'à 100 fois plus rapides que ce qui est actuellement possible<sup>6</sup> – ainsi que le nombre d'appareils et de connexions entre eux. D'ici à 2030, 125 milliards de gadgets pourraient être interconnectés dans « l'Internet des objets ».<sup>7</sup> Cela multipliera les points d'entrée pour les acteurs malveillants. Alors que la 5G est sur le point de devenir partie intégrante de l'infrastructure essentielle, les experts craignent qu'elle ne soit utilisée non seulement pour l'espionnage, mais aussi pour saboter cette infrastructure même.<sup>8</sup> Le débat actuel sur l'entreprise chinoise Huawei, l'un des principaux fournisseurs de technologie 5G, reflète ces préoccupations.

Cela met également en lumière un autre aspect des flux illicites de données, car ces flux exposent les individus, les entreprises et les États à un risque important de vol et d'espionnage. Les violations commises par une force hostile pourraient révéler des secrets militaires qui pourraient être utilisés en cas d'affrontement.<sup>9</sup> Les flux illicites de données offrent également de vastes possibilités de recrutement de services de renseignement : en 2017, par exemple, le fournisseur américain de cotes de crédit Equifax a été piraté, exposant les informations financières de plus de 140 millions de personnes dans le monde, y compris des personnes occupant des postes liés à la sécurité.<sup>10</sup> Les dommages économiques causés uniquement par les cyberattaques sont énormes : en 2018, on estimait que la cybercriminalité causait 600 milliards d'USD de dommages, touchant environ les deux tiers des utilisateurs de services en ligne.<sup>11</sup> L'extorsion est

« Ces exploits sont développés et gardés secrets par les gouvernements dans le but déclaré de les utiliser comme armes ou comme outils d'espionnage. Ils sont intrinsèquement dangereux. Quand quelqu'un prend ça, il ne met pas une bombe dessus. C'est déjà une bombe. »<sup>31</sup>

**TOM BURT,**  
**25 MAI 2019**

« Historiquement, nous avons protégé les informations et les fonctions sensibles au cœur de nos réseaux de télécommunication en gardant nos fournisseurs à risque élevé à la périphérie de nos réseaux. Mais la distinction entre le cœur et la périphérie s'effondre dans les réseaux 5G. Cela signifie qu'une menace potentielle à n'importe quel endroit du réseau sera une menace pour l'ensemble du réseau. »<sup>32</sup>

**MIKE BURGESS,**  
**29 OCTOBRE 2018**

devenue un modèle commercial pour les cybercriminels. Les attaques par rançon, dans lesquelles des acteurs malveillants capturent des systèmes informatiques, cryptent les données qu'ils contiennent et exigent ensuite le paiement d'une rançon en échange de leur libération, sont particulièrement problématiques. De telles attaques peuvent bloquer des infrastructures essentielles tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Par exemple, l'attaque WannaCry de 2017 a touché environ 230 000 ordinateurs dans le monde, ce qui a eu des effets à grande échelle sur des infrastructures essentielles comme le British National Health Service.<sup>12</sup> Souvent, les cibles ne sont pas choisies pour une raison particulière autre que leur vulnérabilité ; les criminels parcourent Internet pour détecter d'éventuelles lacunes en matière de sécurité.<sup>13</sup>

Ces attaques mettent également en lumière une autre tendance inquiétante : la prolifération des cyber-outils, dont les plus sophistiqués n'étaient auparavant accessibles qu'aux agences de renseignement. Mais au cours de la dernière décennie, les criminels et d'autres personnes ont également pu les acquérir, car ces outils ne sont en fin de compte rien d'autre que du code, qui consiste lui-même en des données et qui est accessible à tous une fois qu'il est « utilisé dans la nature ».<sup>14</sup> À bien des égards, les flux illicites de données peuvent donc uniformiser les règles du jeu entre acteurs étatiques et non étatiques. Pire encore, une série d'infractions d'origine inconnue à la US National Security Agency, à partir de 2016, a rendu ces outils disponibles.<sup>15</sup> L'un d'eux, EternalBlue, utilise une vulnérabilité du logiciel Microsoft pour accéder à des systèmes. Depuis qu'il a été divulgué, il a été capté par des acteurs étatiques et non étatiques, et des logiciels malveillants utilisant EternalBlue ont depuis « paralysé des hôpitaux, des aéroports, des opérateurs ferroviaires et maritimes, des distributeurs automatiques de billets et des usines qui produisent des vaccins indispensables ». <sup>16</sup> Ces logiciels malveillants sont maintenant aussi régulièrement vendus sur les plateformes de Dark Web.<sup>17</sup>

Il n'y a pas que les acteurs malveillants qui constituent une menace : souvent, la simple erreur humaine en est à l'origine. Entre 2013 et le premier semestre de 2018, six des dix atteintes à la protection des données les plus dangereuses signalées concernaient des pertes accidentelles de données.<sup>18</sup> Pire encore, les utilisateurs et les entreprises ne sont parfois même pas au courant des données qu'ils soumettent : en novembre 2017, une application de suivi de la condition physique a publié une carte mondiale de la chaleur qui présentait les activités de ses utilisateurs, dont beaucoup étaient des militaires américains en service. La carte a donc, par inadvertance, révélé l'emplacement de bases militaires américaines inconnues dans le monde, ce qui a eu des conséquences importantes pour la sécurité opérationnelle.<sup>19</sup> Cet exemple soulève des questions sur ce qui devrait être considéré comme des flux de données explicitement licites, mais il soulève également la question de savoir ce qu'est le consentement et si les utilisateurs sont toujours capables de comprendre la pleine valeur de leurs données.

Comme les flux illicites de données contiennent souvent des informations personnelles sensibles, ils peuvent être particulièrement préjudiciables aux personnes. Par exemple, les organisations humanitaires détiennent souvent des informations extrêmement sensibles sur des personnes vulnérables. Pour atténuer les menaces, il existe des manuels complets sur la façon de protéger des informations critiques dans les situations de conflit et de crise.<sup>20</sup> Mais les menaces qui pèsent sur les données ne se limitent pas aux contextes fragiles. Ces dernières années, les tests génétiques commerciaux sont devenus largement disponibles, fournissant aux utilisateurs des informations sur leur ascendance ou leur risque de maladies. Cependant, de telles bases de données contiennent des informations qui ne concernent pas seulement la personne qui a passé le test. Aux États-Unis, 60 % des personnes d'ascendance nord-européenne – le principal groupe ethnique qui utilise ces services – « peuvent être identifiées grâce à ces bases de données, qu'elles y aient ou non adhéré elles-mêmes ». <sup>21</sup> Ce chiffre devrait augmenter pour atteindre 90 %.<sup>22</sup>

Les services de détection et de répression utilisent déjà de telles bases de données pour identifier les suspects de crimes, comme ceux qui sont potentiellement impliqués dans

des meurtres ou des agressions sexuelles.<sup>23</sup> Bien qu'utile en principe, la même technique pourrait être utilisée par les gouvernements autoritaires pour identifier les dissidents. Les flux illicites de données peuvent donc être particulièrement préjudiciables aux individus dans les sociétés autoritaires, dont la sécurité dépend de l'anonymat. La lutte contre les flux illicites de données nécessite souvent une coopération transfrontalière intensive entre les services de détection et de répression et les services de renseignement. Par exemple, en avril 2019, le deuxième plus grand marché illicite Dark Net – « Wall Street Market » – qui offrait des données volées, entre autres, a été fermé par des agents des services de détection et de répression des États-Unis, des Pays-Bas, de l'Allemagne et d'EUROPOL.<sup>24</sup> Cependant, dans d'autres cas, les gouvernements peuvent être moins intéressés à coopérer étant donné les « frictions accrues entre les gouvernements au sujet des programmes, des méthodes et des stratégies de maintien de l'ordre – comme en témoignent les tensions entre les États-Unis et l'UE au sujet de la protection des données ».<sup>25</sup> En outre, la confiance entre États sur ces questions est généralement faible, car certains États eux-mêmes utilisent des cyberattaques.<sup>26</sup> Entre-temps, les entreprises elles-mêmes réclament davantage de règles internationales, par exemple dans le domaine de la reconnaissance faciale.<sup>27</sup>

« En particulier, nous ne pensons pas que le monde sera mieux servi par une « course commerciale vers le bas », avec les entreprises de technologie obligées de choisir entre la responsabilité sociale et la réussite commerciale. »<sup>33</sup>  
**BRAD SMITH,**  
**6 DÉCEMBRE 2018**

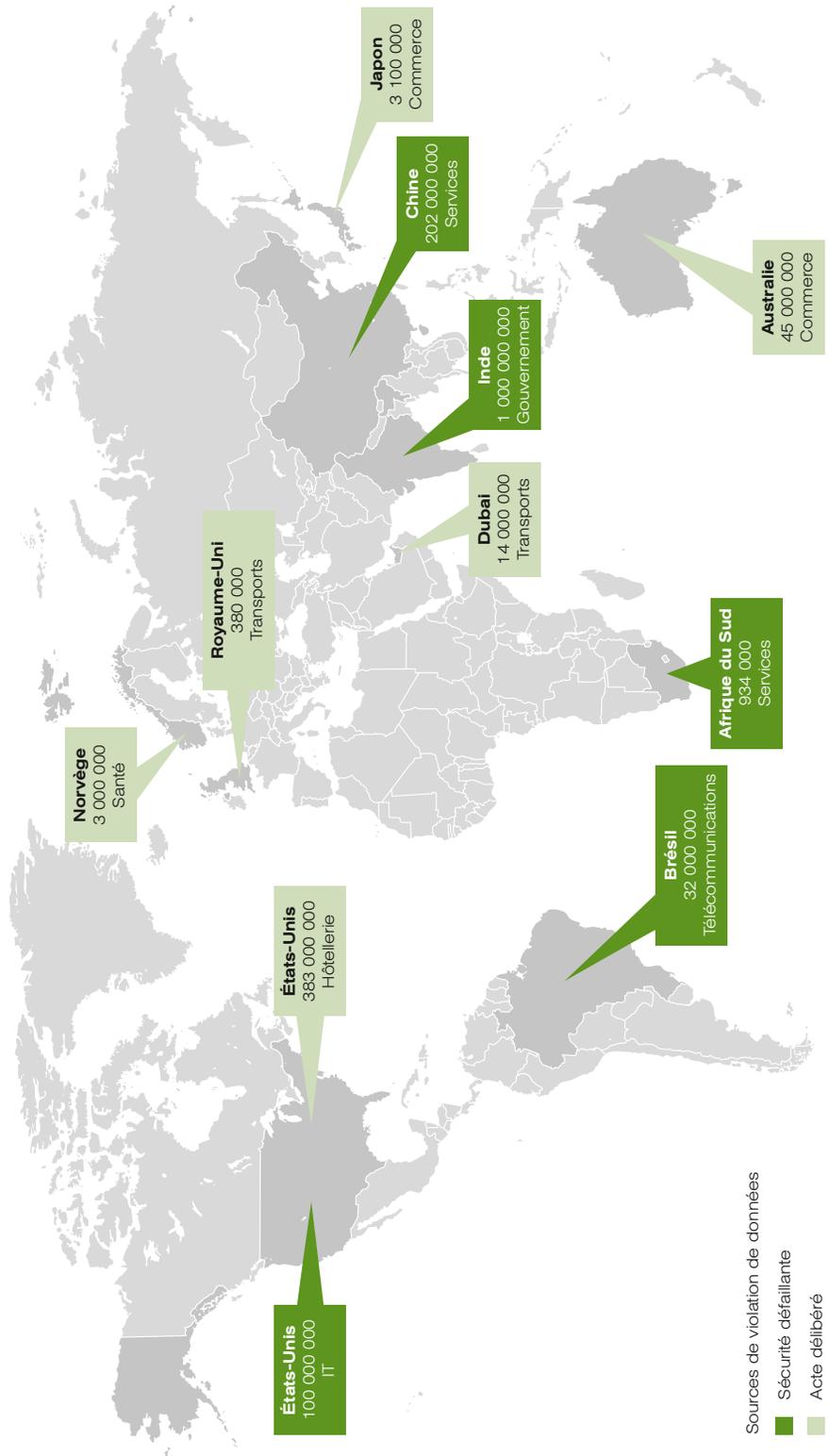
Au fur et à mesure que la quantité de données dans le monde augmente et que les liens entre elles augmentent, les dangers qui y sont associés augmentent également. Il est d'ores et déjà devenu pratiquement impossible de « se retirer » d'Internet et des flux d'informations qui y sont associés. Avec les innovations technologiques telles que l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle, les possibilités d'obtenir des déductions de données, y compris des fausses, augmenteront, certains experts faisant valoir que « le fait d'être surpris par la nature de la violation, en bref, deviendra une caractéristique inhérente des atteintes futures à la vie privée et à la sécurité ».<sup>28</sup> De manière générale, les institutions internationales et les décideurs politiques doivent trouver un équilibre entre la nécessité de contrer les flux illicites des données sans empêcher les progrès technologiques futurs.

### Recommandations

- 1. Sensibiliser davantage la société et le gouvernement** aux risques liés aux flux illicites de données en matière de protection de la vie privée et de sécurité.
- 2. Améliorer la collecte et l'analyse des données sur les incidents et les dommages causés par la cybercriminalité et échanger ces informations avec d'autres gouvernements.** En particulier, mettre davantage d'informations à la disposition du public pour permettre un échange fructueux entre les secteurs public et privé, et le monde universitaire.
- 3. Mettre régulièrement à jour les bases juridiques des services de détection et de répression** afin d'y inclure les nouvelles avancées technologiques.
- 4. Renforcer les capacités des services de détection et de répression nationaux et multilatéraux et la coopération internationale entre eux.** En outre, aider les pays qui n'ont pas les capacités nécessaires pour lutter contre la cybercriminalité.
- 5. Renforcer les réglementations en matière de protection des données et les rationaliser au niveau international.**
- 6. Éviter la collecte de données inutiles** et vérifier régulièrement si les données existantes sont encore nécessaires.
- 7. Effectuer des évaluations des risques solides pour les infrastructures essentielles.** Augmenter la résilience et réduire la vulnérabilité des infrastructures critiques aux attaques en adhérant à des mesures de protection appropriées telles que la mise à jour régulière des logiciels, la sauvegarde des données et l'utilisation du chiffrement.
- 8. Réduire les approches en silo et adopter des solutions intersectorielles.** Inclure les acteurs du secteur privé ainsi que la société civile dans les efforts visant à réduire les flux illicites de données.

SÉLECTION DE  
FUITES DE DONNÉES  
DANS LE MONDE

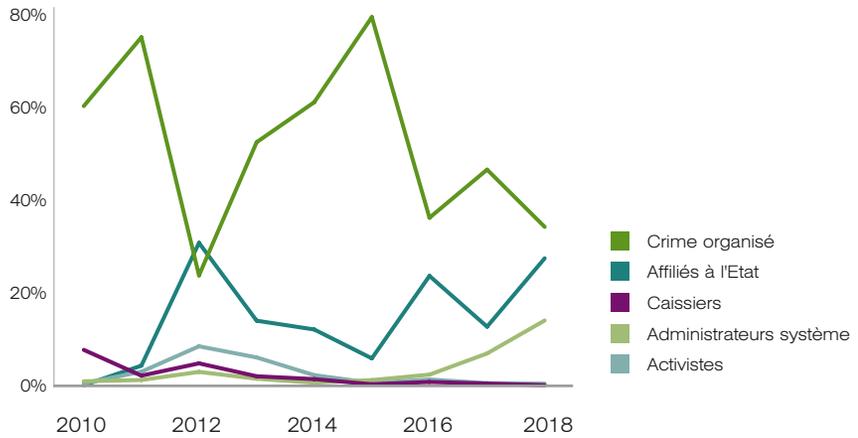
Nombre de données violées et secteurs concernés, 2018-2019



Source : d'après Information is beautiful<sup>34</sup>

**ACTEURS MENAÇANTS DE VIOLATIONS DE DONNÉES**

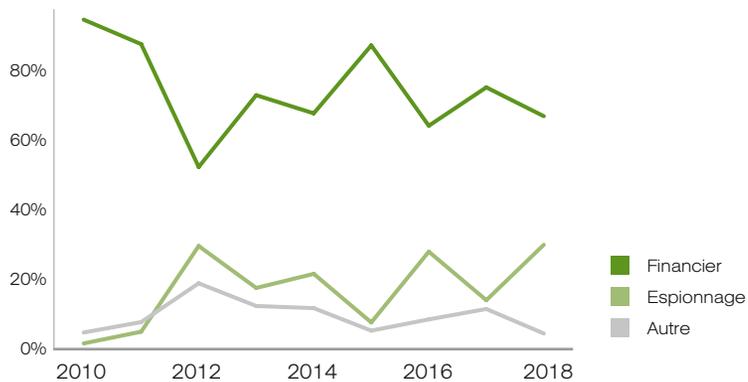
Sélection d'acteurs menaçants de violations de données, 2010-2018, en pourcentage



Source : Verizon<sup>35</sup>

**MOTIFS DES ACTEURS DE VIOLATIONS DE DONNÉES**

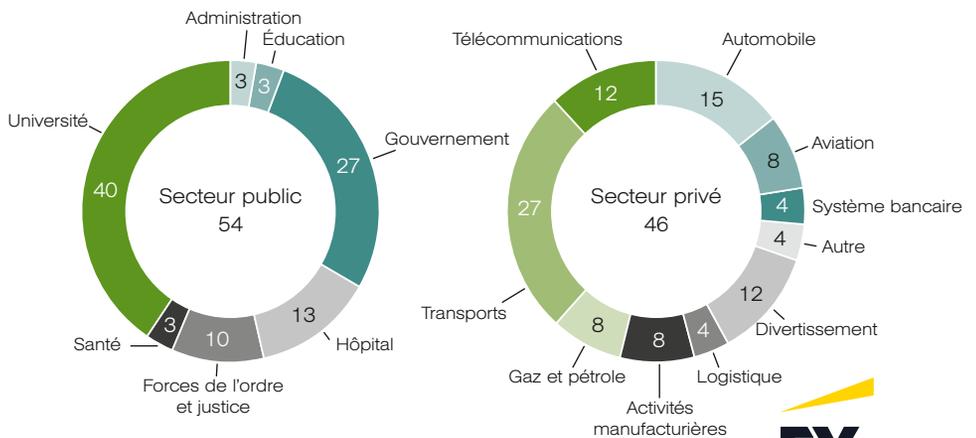
Sélection de motifs des acteurs de violations de données, 2010-2018, en pourcentage



Source : Verizon<sup>36</sup>

**VICTIMES DE L'ATTAQUE DE WANNACRY**

Organisations touchées par l'attaque de WannaCry, 2017, en pourcentage

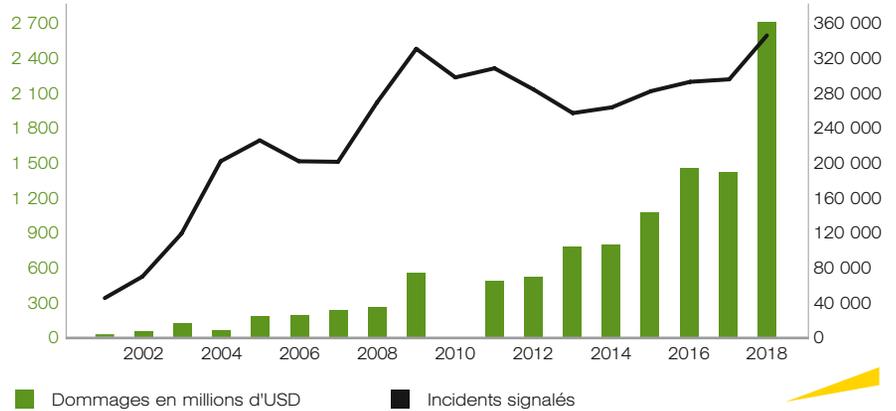


Source : EY<sup>37</sup>



ÉTENDUE DE LA CYBERCRIMINALITÉ AUX ÉTATS-UNIS

Dommages causés et plaintes enregistrées pour cybercriminalité par incident signalé au Federal Bureau of Investigation, 2001-2018, en dollars américains

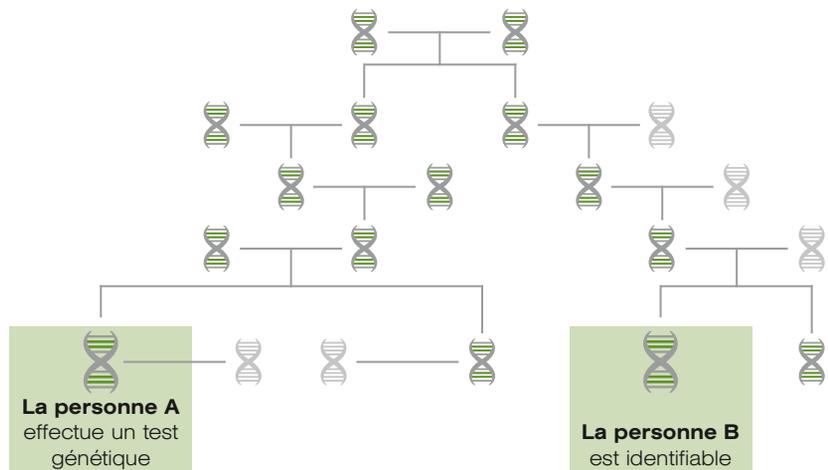


Source : EY, d'après l'Internet Crime Complaint Center<sup>38</sup>



INFÉRENCE DE DONNÉES GÉNÉTIQUES

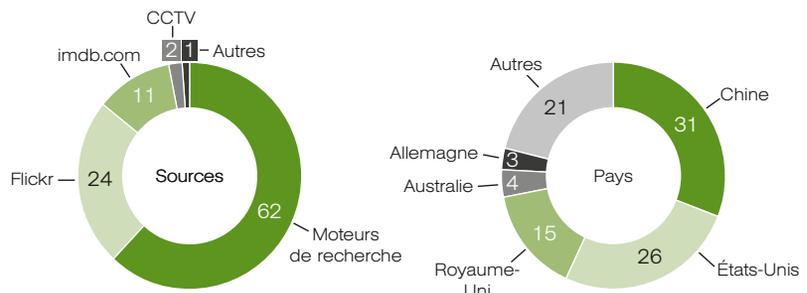
Exemple de la portée des bases de données génétiques publiques



Source : Science in the News<sup>39</sup>

PROPAGATION DE DONNÉES BIOMÉTRIQUES OBTENUES À PARTIR DE SOURCES NON COOPÉRATIVES

Sources de données de formation à la reconnaissance faciale et localisation des organisations utilisant les données, 2019, en pourcentage



Source : MegaPixels.cc<sup>40</sup>





# Recommandations

```
mirror_mod.use_x = False
mirror_mod.use_y = True
mirror_mod.use_z = False
cooperation = True
mirror_mod.use_x = False
mirror_mod.use_y = False
mirror_mod.use_z = True transnational
threats.tsr.msc
#selection at the end -add back the deselected mirror modifier o
mirror_ob.select= 1 illicit flows
modifier_ob.select=1
bpy.context.scene.objects.active = modifier_ob
print("Selected" + str(modifier_ob)) # modifier ob is the active ob
mirror_ob.select = 0
```

# Recommandations

« Dans un monde de menaces et de défis complexes et interdépendants, se fier uniquement aux capacités nationales ne peut pas maintenir la paix et la sécurité. »<sup>3</sup>

**THOMAS GREMINGER,**  
**24 AVRIL 2019**

« Face à la montée du terrorisme et aux menaces transnationales, qui ne cessent d'évoluer, il est essentiel que les responsables de la défense coopèrent encore plus étroitement. »<sup>4</sup>

**HALIMAH YACOB,**  
**2 JUIN 2018**

La nature inhérente des flux illicites transnationaux signifie qu'aucun acteur – qu'il s'agisse de gouvernements ou de forces de l'ordre des pays d'origine, de transit ou de destination, ainsi que d'organisations internationales – ne peut relever seul ce défi. Qui plus est, les approches unilatérales sont susceptibles de ne faire que modifier certains schémas et orientations des flux illicites, qui se sont rapidement adaptés à l'évolution des circonstances dans le passé.<sup>1</sup> En effet, les observateurs soutiennent que les interventions contre le commerce illégal en particulier doivent prendre en compte « la superstructure de l'économie politique qui les crée et les soutient ».<sup>2</sup>

Relever collectivement le défi des flux illicites aux niveaux régional et mondial pourrait, en fait, offrir des possibilités relativement faciles de stimuler la coopération multilatérale dans la pratique. En ces temps de pression croissante sur les institutions multilatérales telles que l'Organisation des Nations Unies, des approches coopératives efficaces pourraient contribuer à redynamiser les mécanismes de gouvernance régionale et mondiale et, ce faisant, à relégitimer les façons de travailler ensemble dans l'écosystème multilatéral. S'appuyant sur les nombreux engagements pris ces dernières années pour lutter efficacement contre les flux illicites, les décideurs politiques pourraient envisager les recommandations suivantes :

APERÇU DES  
PRINCIPALES  
RECOMMANDATIONS

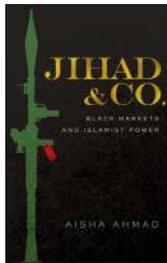
- 1 **Améliorer la disponibilité des données** : s'appuyer sur les efforts déployés pour approfondir et élargir la disponibilité des données et l'analyse des flux illicites de tous types en vue de fournir une base solide permettant d'effectuer des choix politiques éclairés. Par exemple, intensifier la collecte et l'analyse des données, mais également l'échange de celles-ci entre les principales organisations concernées. Plus précisément, continuer à enquêter sur les liens entre les différents types de flux illicites pour lutter à la fois contre le commerce illicite et les recettes qui en découlent. Mettre davantage d'informations à la disposition du public pour favoriser un échange fructueux entre le secteur public, le secteur privé et le monde universitaire.
- 2 **Stimuler l'échange transfrontalier et intersectoriel d'informations** : réduire les approches en silo grâce à un partage accru d'informations entre les institutions aux niveaux national, régional et international pour cartographier les tendances générales des itinéraires et des modèles opérationnels dans différents secteurs, allant des services de détection et de répression aux autres acteurs de la sécurité et aux ONG de lutte contre le trafic.
- 3 **Partager les meilleures pratiques et renforcer les capacités** : augmenter l'échange entre praticiens à l'échelle régionale et internationale, apprendre des pays expérimentés en matière de la lutte contre les flux illicites et soutenir les pays manquant de capacités dans leur lutte contre les flux sélectionnés. Développer les formations conjointes<sup>5</sup> et les efforts opérationnels conjoints existants.<sup>6</sup>
- 4 **Créer des coalitions plus larges** : unir les forces par le biais de partenariats interprofessionnels et public-privé, le cas échéant, pour lutter contre les flux illicites. De plus, soutenir le journalisme d'investigation et les acteurs de la société civile engagés dans la découverte et la lutte contre les flux illicites. Pour développer la coopération, s'appuyer sur les succès remportés précédemment dans la conclusion de traités internationaux contre le commerce illicite grâce aux efforts de la Conférence des Parties.<sup>7</sup>
- 5 **Lutter contre les flux illicites dans les situations de conflit** : s'appuyer sur les efforts actuellement déployés par des organisations telles qu'INTERPOL et l'ONUUDC pour mieux sensibiliser, traiter et enquêter sur certains cas,<sup>8</sup> notamment dans le cadre de formations préalables au déploiement destinées au personnel des Nations Unies et autres personnels de maintien de la paix.<sup>9</sup>
- 6 **Encourager les poursuites et la dissuasion** : étendre la confiscation de l'argent issu des flux illicites afin d'en réduire l'attrait en tant que source de revenus pour les acteurs allant du crime organisé au terrorisme. S'efforcer d'accroître les taux de poursuites engagées, donner la priorité aux mesures les plus drastiques contre les réseaux et groupes les plus dangereux qui menacent la sécurité.<sup>10</sup> Accroître l'efficacité des sanctions pour dissuader les acteurs illicites en augmentant leurs risques opérationnels.<sup>11</sup>
- 7 **Tirer le meilleur des innovations technologiques** : renforcer l'utilisation des technologies pour lutter contre les activités illicites de marchandises en étudiant leur applicabilité à d'autres types de marchandises faisant l'objet de commerce illicite mettre régulièrement à jour les bases juridiques des services de détection et de répression pour tenir compte des toutes dernières avancées. Par exemple, améliorer la traçabilité des armes et des ressources naturelles, composants et intrants provenant de sources illicites en suivant les expéditions, rendant ainsi plus difficile l'intégration des matériaux provenant de sources illicites.



# Pour aller plus loin

```
mirror_mod.use_x = False
mirror_mod.use_y = True
mirror_mod.use_z = False
cooperation = True
mirror_mod.use_x = False
mirror_mod.use_y = False
mirror_mod.use_z = True
threats.tsr.msc
#selection at the end -add back the deselected mirror modifier o
mirror_ob.select= 1 illicit flows
modifier_ob.select=1
bpy.context.scene.objects.active = modifier_ob
print("Selected" + str(modifier_ob)) # modifier ob is the active ob
mirror_ob.select = 0
```

# Livres



**AISHA AHMAD: Jihad & Co.**

**Black Markets and Islamist Power**

Ahmad associe la logique commerciale sous-jacente au succès des groupements islamistes. L'étendue de la recherche géographique, incluant l'Afghanistan, la Somalie, le Pakistan, le Mali et l'Irak parmi les terrains de reproduction les plus fertiles des groupements terroristes islamistes, est particulièrement remarquable.<sup>1</sup>



**ANDERS ÅSLUND: Russia's Crony Capitalism**

**The Path from Market Economy to Kleptocracy**

En analysant le système financier russe, qui profite à ses élites plutôt qu'à la société, Åslund découvre que l'argent d'entreprises et fonds publics russes est détourné vers les États-Unis et le Royaume-Uni. Afin de faire cesser ces pratiques kleptocratiques, les États-Unis devraient exiger une transparence totale, comprenant des contrôles plus stricts contre le blanchiment d'argent en Europe.<sup>2</sup>

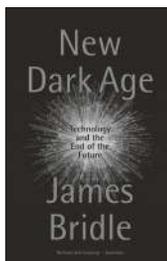


**JAMIE BARTLETT: The People Vs Tech**

**How the Internet Is Killing Democracy (and How We Save It)**

En se référant à certains des théoriciens politiques les plus pertinents, cet ouvrage évalue les menaces découlant d'une technologie en constante évolution, en particulier ses impacts sur les piliers de la démocratie.

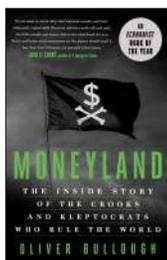
Bien que différents scénarios semblent plausibles pour le futur, Bartlett suggère 20 idées spécifiques pour sauver la démocratie.<sup>3</sup>



**JAMES BRIDLE: New Dark Age**

**Technology and the End of the Future**

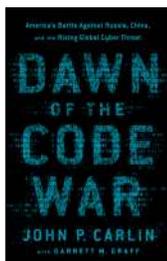
Alors que la technologie est souvent perçue de manière positive en contribuant à mettre en lumière l'injustice sociale, Bridle soutient en réalité le contraire. Il constate que dans de nombreux cas, les progrès technologiques tels que les téléphones portables, ont en réalité accru la violence.<sup>4</sup>



**OLIVER BULLOUGH: Moneyland**

**The Inside Story of the Crooks and Kleptocrats Who Rule the World**

Moneyland est le « pays » fictif inventé par l'auteur pour démontrer comment des structures complexes peuvent être utilisées pour cacher de l'argent gagné illégalement. Bullough affirme que toute personne suffisamment riche peut tirer parti des législations fragmentées de différents États-nations pour éviter les poursuites.<sup>5</sup>

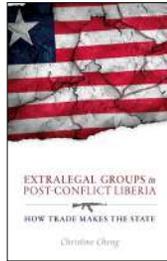


**JOHN P. CARLIN WITH GARRETT M. GRAFF:**

**Dawn of the Code War**

**America's Battle Against Russia, China, and the Rising Global Cyber Threat**

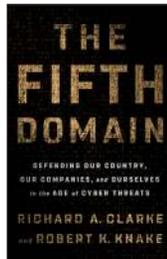
Ce livre offre une perspective unique sur les défis de la lutte contre la cybercriminalité. Cela va au-delà des tentatives pour influencer les élections américaines de 2016 et couvre également la dimension de la responsabilité individuelle.<sup>6</sup>



### CHRISTINE CHENG: **Extralegal Groups in Post-Conflict Liberia**

#### How Trade Makes the State

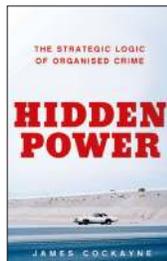
Le Libéria constitue un excellent cas d'étude des groupes extralégaux : de nombreuses aides humanitaires et au développement, le plus grand nombre de casques bleus par habitant et une grande attention. Les groupes extralégaux et le commerce illicite ayant augmenté dans ce contexte, ce cas illustre les limites de l'intervention extérieure.<sup>7</sup>



### RICHARD A. CLARKE AND ROBERT K. KNAKE: **The Fifth Domain**

#### Defending Our Country, Our Companies, and Ourselves in the Age of Cyber Threats

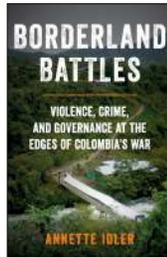
Le Cinquième Domaine, terme utilisé par le Pentagone pour la cybersécurité, traite de l'augmentation potentielle des cybermenaces. Les auteurs soutiennent néanmoins que les cybermenaces peuvent être réduites grâce à la coopération et une volonté politique appropriée.<sup>8</sup>



### JAMES COCKAYNE: **Hidden Power**

#### The Strategic Logic of Organized Crime

Au moyen de recherches historiques approfondies, Cockayne examine les liens entre le crime organisé et le pouvoir politique et constate que les frontières sont souvent floues. Il parvient à deux conclusions surprenantes : même des groupes criminels organisés non-étatiques font la guerre et la convergence du crime organisé et de la politique n'est pas nécessairement un phénomène nouveau.<sup>9</sup>



### ANNETTE IDLER: **Borderland Battles**

#### Violence, Crime, and Governance at the Edges of Colombia's War

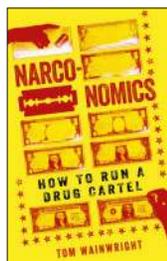
Les régions frontalières situées dans des régions déchirées par des conflits font souvent l'objet d'une négligence croissante de la part du gouvernement, créant ainsi des conditions idéales pour la montée d'acteurs violents non-étatiques. Basé sur plus de 600 entretiens, ce livre explore les défis des régions frontalières communes de la Colombie, de l'Équateur et du Venezuela.<sup>10</sup>



### LOUISE I. SHELLEY: **Dark Commerce**

#### How a New Illicit Economy Is Threatening Our Future

Si les progrès technologiques ont modifié tous les aspects du commerce, l'économie illégale en particulier a été profondément modifiée. Shelley, qui explore les nombreuses facettes du Dark Commerce, suggère des améliorations concrètes sur le sujet, telles qu'une stratégie globale prenant en compte tous les types de commerce illicite, plutôt que de se concentrer uniquement sur des produits spécifiques.<sup>11</sup>



### TOM WAINWRIGHT: **Narconomics**

#### How to Run a Drug Cartel

Wainwright compare l'industrie des stupéfiants à une entreprise mondiale, les barons à des chefs d'entreprise et les clients à des consommateurs ordinaires, avec des exigences similaires à celles d'autres industries. Il envisage des solutions économiques et soutient que les États devraient se concentrer sur quatre problèmes économiques, notamment en s'occupant de la demande plutôt que de l'approvisionnement et en abordant le problème de manière globale.<sup>12</sup>

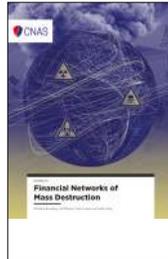
# Rapports



## AFRICAN UNION COMMISSION AND SMALL ARMS SURVEY: **Weapons Compass**

### Mapping Illicit Small Arms Flows in Africa

Présentant la première évaluation à l'échelle du continent sur la prolifération des armes légères, le présent rapport vise à fournir aux États membres de l'Union Africaine les informations nécessaires pour lutter efficacement contre ce problème. Le rapport suggère un focus sur les stratégies les plus prometteuses, qui mettent l'accent sur la coopération régionale et internationale.<sup>13</sup>



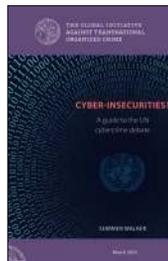
## CENTER FOR A NEW AMERICAN SECURITY (CNAS): **Financial Networks of Mass Destruction**

Alors que les armes de destruction massive détenues par les États voyous et les acteurs non-étatiques ont généralement fait l'objet d'une grande attention, les contrôles sur le financement de leur prolifération restent faibles. Compte tenu de la position des États-Unis dans le système international, le présent rapport attribue à Washington une responsabilité particulière dans la résolution de ce problème de sécurité.<sup>14</sup>



## CENTER FOR STRATEGIC AND INTERNATIONAL STUDIES (CSIS): **Confronting the Global Forced Migration Crisis**

Ce rapport évalue les tendances mondiales en matière de migration forcée liées aux causes profondes sous-jacentes du sous-développement et de la mauvaise gouvernance, et souligne une stratégie réactive plutôt que globale. Alors que la situation continue de se dégrader, les auteurs concluent que la migration forcée actuelle semblera probablement simple d'ici plusieurs décennies, avec du recul.<sup>15</sup>



## THE GLOBAL INITIATIVE AGAINST TRANSNATIONAL ORGANIZED CRIME: **Cyber-Insecurities?**

### A Guide to the UN Cybercrime Debate

Face aux risques croissants de cybercriminalité, souvent commise par des réseaux complexes d'individus, les États ont toujours tendance à aborder le problème par le biais de la législation nationale. Ce rapport analyse les défis d'une réponse incohérente à un problème international, en mettant particulièrement l'accent sur le rôle de l'ONU.<sup>21</sup>



## HUMAN RIGHTS WATCH: « Give Us a Baby and We'll Let You Go »

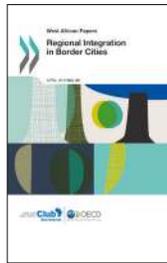
### Trafficking of Kachin « Brides » from Myanmar to China

S'appuyant sur plus de 70 interviews, dont 37 survivants du trafic de personnes, ce rapport fournit des informations sur les destins individuels de survivants. Plus précisément, il retrace le trafic « d'épouses » du Myanmar vers la Chine, où la politique de l'enfant unique, effective jusqu'en 2015, a entraîné un fossé entre les sexes.<sup>16</sup>



## INTERPOL, RHIPTO NORWEGIAN CENTER FOR GLOBAL ANALYSES, AND THE GLOBAL INITIATIVE AGAINST TRANSNATIONAL ORGANIZED CRIME: **World Atlas of Illicit Flows**

Ce rapport présente un aperçu complet des différents types de flux illicites et de leur rôle dans les conflits mondiaux. En mettant un accent particulier sur les itinéraires de contrebande, il souligne l'importance de l'information et de l'analyse pour faire face aux différents risques associés aux flux illicites à travers le monde.<sup>17</sup>



### ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OCDE): **Regional Integration in Border Cities**

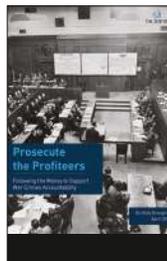
Ce document, qui fait partie de la série Afrique de l'Ouest, décrit l'augmentation rapide du nombre et de la taille des villes en Afrique de l'Ouest. D'ici la fin de la décennie, une personne sur deux vivra dans une ville, avec des villes frontalières en mesure de contribuer de manière significative à l'intégration régionale.<sup>18</sup>



### ROYAL UNITED SERVICES INSTITUTE (RUSI): **Security Through Financial Integrity**

#### Mending Pakistan's Leaky Sieve

Début 2018, le GAFI a inscrit le Pakistan sur la liste « grise » des juridictions présentant des lacunes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, mais il s'est engagé à améliorer son système financier. À cette fin, les auteurs suggèrent des recommandations spécifiques au pays, axées sur des stratégies de sensibilisation et d'information.<sup>19</sup>



### THE SENTRY: **Prosecute the Profiteers**

#### Following the Money to Support War Crimes Accountability

Alors que tout le monde sait que les conflits armés peuvent générer des profits substantiels, les acteurs commerciaux ne sont guère poursuivis en conséquence. Enquêteant sur le lien entre crimes économiques et crimes de guerre, le présent rapport recommande de s'attaquer à la dimension financière des crimes de guerre, notamment en se concentrant sur l'étude des acteurs clés.<sup>22</sup>



### STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE (SIPRI): **UN Police and the Challenges of Organized Crime**

Ce document affirme que l'impact du crime organisé sur la stabilité retient souvent peu l'attention des missions de maintien de la paix et conclut que, même si les mandats spécifiques aux pays sont en contradiction avec le caractère transnational du crime organisé, le manque de volonté politique est le principal obstacle à l'amélioration de la situation.<sup>20</sup>



### TRAFFIC: **From Tusk to Trinket**

#### Persistent Illegal Ivory Markets in Viet Nam

Le présent rapport offre une excellente vue d'ensemble sur le commerce de l'ivoire, qui continue de prévaloir au Vietnam et résulte en partie d'un cadre réglementaire médiocre. Il identifie les prix, les volumes et les localisations et prend en compte les changements de disponibilité de l'ivoire. En outre, il suggère des recommandations concrètes pour dissuader les activités criminelles et limiter la disponibilité du marché.<sup>23</sup>



### UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME (UNODC): **Global Report on Trafficking in Persons 2018**

Dans le rapport annuel mondial le plus important sur le trafic de personnes, l'ONUDC présente une mise à jour des développements mondiaux. L'édition de 2018, qui comprend une brochure spéciale sur le trafic de personnes en situations de conflit, couvre 94% de la population mondiale. Il présente des profils de victimes et d'agresseurs et met en lumière des tendances régionales et sous-régionales.<sup>24</sup>



# Remerciements

```
mirror_mod.use_x = False
mirror_mod.use_y = True
mirror_mod.use_z = False
cooperation = True
mirror_mod.use_x = False
mirror_mod.use_y = False
mirror_mod.use_z = True transnational
threats.tsr.msc
#selection at the end -add back the deselected mirror modifier o
mirror_ob.select= 1 illicit flows
modifier_ob.select=1
bpy.context.scene.objects.active = modifier_ob
print("Selected" + str(modifier_ob)) # modifier ob is the active ob
mirror_ob.select = 0
```

# Remerciements

Le présent rapport se base sur les recherches et les commentaires que nous ont généreusement fournis de nombreuses institutions et leur personnel. La Conférence de Munich sur la Sécurité aimerait remercier :

## PARTENAIRES DE CONNAISSANCES



## PARTENAIRES DE CONTENU





PARTENAIRE DE LA  
VERSION FRANÇAISE



Nous remercions également tous les partenaires qui ont collecté des données aux fins exclusives d'élaboration de ce rapport, ou qui nous ont permis d'utiliser des documents qui n'avaient jamais été publiés jusque-là ou qui ont été mis à jour pour cette publication – dans ces cas, les logos des partenaires en question sont associés aux graphiques, cartes ou tableaux respectifs. Pour finir, il nous tient à cœur de remercier tout spécialement les équipes EY et PMI Impact pour leur soutien inestimable.

**LA CONFÉRENCE DE MUNICH SUR LA SÉCURITÉ TIENT ÉGALEMENT À REMERCIER LES PERSONNES SUIVANTES ET LEURS ÉQUIPES POUR LEUR SOUTIEN CONSIDÉRABLE :**

Maurizio Barbeschi (OMS), Rachael Billington (INTERPOL), Lia Beyeler (OCDE), Brad Brooks-Rubin (The Sentry/Enough Project), James Cockayne (Université des Nations Unies), Michèle Coninx (DECT, Conseil de sécurité des Nations Unies), Sven Eimertenbrink (EY), Nicolas Florquin (Small Arms Survey), Carmen Garcia Gallego (CSIS), Barbara Gödde (Global Commission on Drug Policy), Adam Harvey (MegaPixels), Tom Keatinge (RUSI), Karoline Klemp (Informationsdesign), Robert Malley (ICG), Mark Micallef (Global Initiative Against Transnational Organized Crime), Louise Mushikiwabo (Organisation internationale de la Francophonie), Christian Nellemann (RHIPTO), Peter Neumann (ICSR), Carlos Oliver (OIM), Thomas Pietschmann (ONUJDC), Mariya Polner (OMD), Jens Paulus (EY), Riccardo Pravettoni (RHIPTO), Tuesday Reitano (Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée), Daniel Runde (SCRS), Namir Shabibi (Conflict Armament Research), Louise Shelley (Université George Mason), Joseph Siegle (Centre d'études stratégiques de l'Afrique), Jürgen Storbeck, Marie Tremolieres (OCDE), Oliver Vörtl (ppa), Wendy Williams (Centre d'études stratégiques de l'Afrique)

**ÉQUIPE CHARGÉE DU RAPPORT**

Benedikt Franke, Laura Hartmann, Juliane Kabus, Marcel Lewicki, Julian Voje, Anna Winters

**CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ**

Les informations et données contenues dans le Rapport sur la sécurité transnationale, ou sur lesquelles se fonde le présent rapport, proviennent de sources que les auteurs estiment fiables, exactes et crédibles – toutefois, nous ne pouvons garantir leur exactitude ou leur exhaustivité. La Conférence de Munich sur la Sécurité (MSC) a obtenu le droit de publier toutes les informations et données contenues dans ce rapport.

Ce rapport présente des recherches et des commentaires sur divers sujets de politique de sécurité préparés par le personnel et les partenaires de la MSC et d'autres institutions. L'objectif premier du rapport est de présenter ce matériel de réflexion à un large public. Par conséquent, nous n'approuvons pas chaque citation ou chaque ligne d'analyse de ce rapport. Veuillez noter que ce rapport a été imprimé le 14 juin 2019.

Le présent rapport a été financé en partie par des donateurs et des bailleurs de fonds de la Conférence de Munich sur la Sécurité, tels que EY et PMI Impact, une initiative de Philip Morris International (PMI) qui octroie des subventions. Dans l'exécution de ses recherches, la MSC est demeurée totalement indépendante de ses donateurs. Les points de vue et opinions exprimés dans le présent document sont ceux de la MSC et ne reflètent pas nécessairement ceux de ces partenaires. La responsabilité des informations et des opinions exprimées dans le présent rapport incombe entièrement à la MSC. Ni les donateurs, ni aucune de leurs sociétés affiliées, ni aucune personne agissant en leur nom ne peuvent être tenus responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans ce document.

## MENTIONS LÉGALES

Le Rapport sur la sécurité transnationale est publié par la Conférence de Munich sur la Sécurité / Stiftung Münchner Sicherheitskonferenz gGmbH (Prinzregentenstr. 7, 80538 Munich, Allemagne) dans le cadre de sa Série sur la sécurité transnationale. La Conférence de Munich sur la Sécurité (« MSC ») est la principale plateforme mondiale de discussion sur la politique de sécurité. En plus de sa conférence annuelle phare, la MSC organise régulièrement des événements très médiatisés dans le monde entier. Pour de plus amples informations sur la MSC, sa structure, ses objectifs et ses activités, veuillez consulter le site (en anglais) [www.securityconference.de/en](http://www.securityconference.de/en). Si vous avez besoin de plus amples informations sur ce rapport, ou si vous souhaitez nous faire part de vos commentaires ou de vos idées pour des améliorations futures, veuillez nous envoyer un e-mail à [tst@securityconference.de](mailto:tst@securityconference.de).

## DROITS D'AUTEUR

Si vous souhaitez reproduire certaines parties de ce rapport, veuillez vous assurer de mentionner la source originale et de consulter l'organisme ou l'institution participante. Toutes les parties de ce rapport qui ne sont pas spécifiquement attribuées à un tiers peuvent être reproduites librement à condition que le Rapport sur la sécurité transnationale et la Conférence de Munich sur la sécurité soient mentionnés comme source. Les droits d'auteur des illustrations de couverture réimprimées des livres et des rapports restent la propriété de l'éditeur respectif.

## INFORMATIONS D'IMPRESSION

© Stiftung Münchner Sicherheitskonferenz  
(gemeinnützige) GmbH, juin 2019  
Printed by experts ([www.ppa-office.com](http://www.ppa-office.com))

## IMAGES

Couverture adaptée des images whiteMocca/Shutterstock et surawach5/Shutterstock.



# Notes

```
mirror_mod.use_x = False
mirror_mod.use_y = True
mirror_mod.use_z = False
cooperation = True
mirror_mod.use_x = False
mirror_mod.use_y = False
mirror_mod.use_z = True
threats.tsr.msc
#selection at the end -add back the deselected mirror modifier o
mirror_ob.select=1
modifier_ob.select=1
bpy.context.scene.objects.active = modifier_ob
print("Selected " + str(modifier_ob) + " modifier ob is the active ob")
```

# Notes

Veillez noter que tous les liens ont été vérifiés pour la dernière fois le 7 juin 2019. Du fait des arrondis, la somme des pourcentages dans les représentations graphiques peut ne pas être égale à 100 %.

## Vers une coopération transfrontalière : lutter contre les flux illicites

1. Voir par exemple Peterson Institute for International Economics, « What Is Globalization? », page consultée le 31 mai 2019, <https://piie.com/microsites/globalization/what-is-globalization.html>.
2. La Banque mondiale, « Decline of Global Extreme Poverty Continues but Has Slowed », 19 septembre 2018, <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2018/09/19/decline-of-global-extreme-poverty-continues-but-has-slowed-world-bank>.
3. Channing May, « Transnational Crime and the Developing World », 27 mars 2017, <https://gfintegrity.org/report/transnational-crime-and-the-developing-world/>.
4. La Banque mondiale a évalué le PIB du Royaume-Uni à 2,6 milliards d'USD pour 2017, voir par exemple <https://data.worldbank.org/country/united-kingdom>.
5. Peter Andreas, « International Politics and the Illicit Global Economy », Perspectives on Politics, 7 septembre 2015, pp. 782-788, <https://doi.org/10.1017/S1537592715001358>.
6. La Banque mondiale, « Trade (% of GDP) », sur la base des données des comptes nationaux de la Banque mondiale et des comptes nationaux de l'OCDE, page consultée le 26 mai 2019, <https://data.worldbank.org/indicator/NE.TRD.GNFS.ZS>.
7. Voir note 5.
8. Sur la base d'entretiens avec des experts et intervenants.
9. Port de Hambourg, « Container Turnover, 1990-2017 », page consultée le 26 mai 2019, <https://www.hafenhamburg.de/de/statistiken/containerumschlag> ; Welt.de, « Container: Zahlen und Fakten », 25 mai 2018, [https://www.welt.de/print/welt\\_kompakt/kultur/article176663554/Container-Zahlen-und-Fakten.html](https://www.welt.de/print/welt_kompakt/kultur/article176663554/Container-Zahlen-und-Fakten.html).
10. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « Illicit Financial Flows: The Economy of Illicit Trade in West Africa », publication OCDE (Paris) 2018, <https://www.oecd.org/development/accountable-effective-institutions/Illicit-Flows-Economy-of-Illicit-Trade-in-West-Africa.pdf>.
11. Voir note 10.
12. Fransje Molenaar et Thibault van Damme, « Irregular Migration and Human Smuggling Networks in Mali », Clingendael Netherlands Institute of International Relations, février 2017, [https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/irregular\\_migration\\_and\\_human\\_smuggling\\_networks\\_in\\_mali.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/irregular_migration_and_human_smuggling_networks_in_mali.pdf).
13. En outre, la définition de ce qui est licite et non licite est une décision nécessairement politique et susceptible de changer, avec comme exemple bien connu la prohibition de courte durée de l'alcool aux États-Unis.
14. Jair van der Lijn, « Multilateral Peace Operations and the Challenges of Organized Crime », Stockholm International Peace Research Institute Background Paper, février 2018, [https://www.sipri.org/sites/default/files/2018-02/bp\\_1802\\_pko\\_ngp\\_iii\\_no\\_2\\_1.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2018-02/bp_1802_pko_ngp_iii_no_2_1.pdf).
15. Union africaine (UA) Commission et enquête sur les armes légères, « Weapons Compass: Mapping Illicit Small Arms Flows in Africa », juin 2019, <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/U-Reports/SAS-AU-Weapons-Compass.pdf>.
16. Virginia Comolli, « Illicit Trafficking and Conflict: A Chicken-and-Egg Situation? », International Institute for Strategic Studies Blog, 24 mai 2018, <https://www.iiss.org/blogs/analysis/2018/05/illicit-trafficking-and-conflict>.
17. Fausses facturations : « Les factures utilisées pour exporter et importer le même envoi diffèrent de plus que du coût de l'assurance et du fret », pour définitions et estimations se reporter aux Nations-Unies, Commission Economique pour l'Afrique (UNECA), « A Study on the Global Governance Architecture for Combating Illicit Financial Flows », 2018, [https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/global-governance\\_eng\\_rev.pdf](https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/global-governance_eng_rev.pdf).
18. INTERPOL, RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses et The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, « World Atlas of Illicit Flows », 2018, <https://globalinitiative.net/world-atlas-of-illicit-flows/>.
19. James Cockayne, Hidden Power: The Strategic Logic of Organized Crime, C. Hurst & Co. (Londres), 2016.

20. Voir par exemple Nations Unies, « Illicit Drug Flows, Organized Crime Grow as Terrorism Spreads across Borders, Third Committee Delegates Stress amid Calls for Stronger Justice Systems », 73<sup>e</sup> session, 4 octobre 2018, <https://www.un.org/press/en/2018/gashc4228.doc.htm>.
21. La Maison-Blanche, « Strategy to Combat Transnational Organized Crime: Addressing Converging Threats to National Security », juillet 2011, [https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/Strategy\\_to\\_Combat\\_Transnational\\_Organized\\_Crime\\_July\\_2011.pdf](https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/Strategy_to_Combat_Transnational_Organized_Crime_July_2011.pdf).
22. Nations Unies, « Transforming Our World: The 2030 Agenda for Sustainable Development », Plateforme 2015 des connaissances sur les objectifs de développement durable, <https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld>.
23. Judith Vorrath, « Organized Crime on the UN Security Council Agenda », commentaire n°38 du SWP, octobre 2018, [https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2018C38\\_vrr.pdf](https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2018C38_vrr.pdf).
24. Conseil de Sécurité des Nations Unies, « Resolution 2423 (2018) », 28 juin 2018, [https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n1820250\\_0.pdf](https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n1820250_0.pdf).
25. Arthur Boutellis, « Still Flying Blind: Peace Operations and Organised Crime », Oxford Research Group, 27 février 2019, <https://www.oxfordresearchgroup.org.uk/blog/still-flying-blind-peace-operations-and-organised-crime>.
26. Marina Caparini, « UN Police and the Challenges of Organized Crime », Stockholm International Peace Research Institute Discussion Paper (SIPRI), avril 2019, <https://www.sipri.org/publications/2019/other-publications/un-police-and-challenges-organized-crime>.
27. Mark Shaw et Prem Mahadevan, « When Terrorism and Organized Crime Meet », ETH Zurich Policy Perspectives, vol. 6/7, octobre 2018, [http://www.css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/pdfs/PP6-7\\_2018.pdf](http://www.css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/pdfs/PP6-7_2018.pdf).
28. Voir note 5.
29. Voir par exemple The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, « Curbing Illicit Curbing Illicit Mercury and Gold Flows in West Africa: Options for a Regional Approach », 20 novembre 2018, [https://globalinitiative.net/gold\\_mercury\\_ecowas/](https://globalinitiative.net/gold_mercury_ecowas/).
30. Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), « World Drug Report 2018 », <https://www.unodc.org/wdr2018/>.
31. INTERPOL, RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses et The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, « World Atlas of Illicit Flows », 2018, <https://globalinitiative.net/world-atlas-of-illicit-flows/>.
32. The Global Initiative against Transnational Organized Crime, « Responding to the Human Trafficking-Migrant Smuggling Nexus with a Focus on the Situation in Libya », juillet 2018, <https://globalinitiative.net/human-trafficking-smuggling-nexus-in-libya/>.
33. Organisation internationale pour les migrants (OIM), « Countering Human Trafficking », page consultée le 20 mai 2019, <https://www.iom.int/counter-trafficking>.
34. Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), « Global Report on Trafficking in Persons 2018 », <https://www.unodc.org/unodc/data-and-analysis/glotip.html>.
35. Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), « Trafficking in Persons in the Context of Armed Conflict », 2018, [https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2018/GloTIP2018\\_BOOKLET\\_2\\_Conflict.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2018/GloTIP2018_BOOKLET_2_Conflict.pdf).
36. Basé sur Le Fonds monétaire international (FMI), « GDP, Current Prices », avril 2019, [https://www.imf.org/external/datamapper/NGDPD@WEO/WEO\\_WORLD](https://www.imf.org/external/datamapper/NGDPD@WEO/WEO_WORLD).
37. Andrew Burt, « Privacy and Cybersecurity Are Converging: Here's Why That Matters for People and for Companies », Harvard Business Review, 3 janvier 2019, <https://hbr.org/2019/01/privacy-and-cybersecurity-are-converging-heres-why-that-matters-for-people-and-for-companies> ; calcul basé sur l'hypothèse qu'un mètre de livres équivaut à 100 Mo, voir Margaret Rouse, « How many bytes for... », avril 2008, <https://searchstorage.techtarget.com/definition/How-many-bytes-for>.
38. Carole Cadwalladr et Emma Graham-Harrison, « Revealed: 50 million Facebook profiles harvested for Cambridge Analytica in major data breach », The Guardian, 17 mars 2018, <https://www.theguardian.com/news/2018/mar/17/cambridge-analytica-facebook-influence-us-election>.
39. Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), « Afghanistan Opium Survey 2018 », novembre 2018, [https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/Afghanistan\\_opium\\_survey\\_2018.pdf](https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/Afghanistan_opium_survey_2018.pdf).
40. António Guterres, « Address to the General Assembly », 25 septembre 2018, <https://www.un.org/sg/en/content/sg/speeches/2018-09-25/address-73rd-general-assembly>.
41. EUROPOL, « EMPACT Joint Action Days Generate Big Results in 2018 », Communiqué de presse, 21 décembre 2018, <https://www.europol.europa.eu/newsroom/news/empact-joint-action-days-generate-big-results-in-2018>.
42. INTERPOL, « Drug Trafficking and Terrorism Focus of INTERPOL European Regional Conference », 29 mai 2019 <https://www.interpol.int/News-and-Events/News/2019/Drug-trafficking-and-terrorism-focus-of-INTERPOL-European-Regional-Conference>.

43. Yury Fedotov, « Message to the UN General Assembly High-Level Meeting on International Cooperation to Combat Illicit Financial Flows and Strengthen Good Practices on Asset Return », 16 mai 2019, <https://www.unodc.org/unodc/en/speeches/2019/unga-iff-160519.html>.
44. Nations Unies, « Deputy Secretary-General Stresses Need to Close Off Avenues through Which Countries Lose Potential Revenue to Illicit Financial Flows », 24 septembre 2018, <https://www.un.org/press/en/2018/dsgsm1215.doc.htm>.
45. EUROPOL, « EMPACT Joint Action Days Generate Big Results in 2018 », communiqué de presse, 21 décembre 2018, <https://www.europol.europa.eu/newsroom/news/empact-joint-action-days-generate-big-results-in-2018>.
46. Tuesday Reitano, « Statement to the UN Security Council », Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 6 novembre 2018, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2018/11/Global-Initiative-Briefing-to-the-UN-Security-Council-1.pdf>.
47. Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), « New strategic and managerial leadership at UNICRI », 27 septembre 2018, [http://www.unicri.it/news/article/Director\\_Tucci\\_Bartsiotas](http://www.unicri.it/news/article/Director_Tucci_Bartsiotas).
48. Enact, « Organized Crime in Africa: Transnational Crime Converging Across Africa – INTERPOL », <https://enactafrica.org/press/press-releases/transnational-crime-converging-across-africa-undefined-interpol>.
49. Tedros Adhanom Ghebreyesus, « Keynote Speech at the World Health Assembly », 20 mai 2019, <https://www.who.int/dg/speeches/detail/world-health-assembly>.
50. Les estimations des sorties illicites sont complexes. Ici, les écarts entre les exportations et les importations ont été analysés pour l'Amérique latine et l'Afrique au regard des plus grands importateurs de minéraux, incluant la Suisse, les Émirats Arabes Unis, l'Inde, la Chine et la Turquie et comparés aux estimations de production illégale et de la part d'illégalités provenant de différentes sources.
51. Voir <http://www.worldstopexports.com>, page consultée en juin 2019 ; sur la base d'un prix de l'or de 41312 USD/kg, voir <https://goldprice.org>, page consultée le 2 juin.
52. INTERPOL, RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses et The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, « World Atlas of Illicit Flows », 2018, <https://globalinitiative.net/world-atlas-of-illicit-flows/> ; Voir également <https://globalinitiative.net/organized-crime-and-illegally-mined-gold-in-latin-america/>.
53. Voir note 50.
54. World Integrated Trade Solution, « Sub-Saharan Africa Trade at a Glance: Most Recent Values », <https://wits.worldbank.org/countrysnapshot/en/SSF/textview>.
55. Macroeconomic Policy Division and African Minerals Development Centre et United Nations Economic Commission on Africa, « Impact of Illicit Financial Flows on Domestic Resource Mobilization: Optimizing Revenues from the Mineral Sector in Africa », janvier 2017 ; Conférence des ministres des finances UA/CEA, Planification et développement économique, « Track It! Stop It! Get It!: Report on the High-Level Panel on Illicit Financial Flows from Africa », [https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/iff\\_main\\_report\\_26feb\\_en.pdf](https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/iff_main_report_26feb_en.pdf).
56. En cumulé pour les pays africains, le RHIPTO estime une exportation illicite de minéraux d'environ 26 à 58 milliards d'USD, avec environ 13 à 29 milliards par an ou 315 à 703 tonnes d'or non enregistré par rapport aux exportations officielles de 556 tonnes par an.
57. Données et illustrations fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par le RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses, juin 2019. Voir également <https://www.rhipto.org/maps-and-graphics>.
58. Voir note 55.
59. Données et illustrations fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (Club CSAO/OCDE), juin 2019. Voir également [www.africapolis.org](http://www.africapolis.org) for data and analyses on African cities.
60. Vue d'ensemble par la Conférence de Munich sur la Sécurité.
61. Organisation mondiale de la santé, « WHO's Work in Emergencies: Prepare, Prevent, Detect and Respond », Rapport annuel 2018, <https://www.who.int/emergencies/who-work-in-emergencies/en/> ; Organisation mondiale de la santé, « Health Security », page consultée le 22 mai 2019, <https://www.who.int/health-security/en/>.

## Marchandises

### Chercheurs d'or et pistolets fumants

1. INTERPOL, « Organized Crime Underpins Major Conflicts and Terrorism Globally », 26 septembre 2018, <https://www.interpol.int/News-and-Events/News/2018/Organized-crime-underpins-major-conflicts-and-terrorism-globally>.
2. The Antiquities Coalition, The Middle East Institute et Asia Society, « #CultureUnderThreat: Three Years Later », 18 avril 2019, <https://theantiquitiescoalition.org/cultureunderthreat-three-years-later/>.
3. INTERPOL, RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses et The Global Initiative Against Transnational Organized Crime « World Atlas of Illicit Flows », 2018, <https://globalinitiative.net/world-atlas-of-illicit-flows/>.
4. Deborah Lehr et Ahmed Awad Bin Mubarak, « The U.S. Art Market For Stolen Antiquities From Yemen Must Be Shut Down », The Washington Post, 1<sup>er</sup> janvier 2019, [https://www.washingtonpost.com/opinions/the-us-art-market-for-stolen-antiquities-from-yemen-must-be-shut-down/2019/01/01/c3df44aa-db9d-11e8-85df-7a6b4d25c7bb\\_story.html?utm\\_term=.3dd03e709239](https://www.washingtonpost.com/opinions/the-us-art-market-for-stolen-antiquities-from-yemen-must-be-shut-down/2019/01/01/c3df44aa-db9d-11e8-85df-7a6b4d25c7bb_story.html?utm_term=.3dd03e709239).
5. Voir note 2.
6. International Institute for Democracy and Electoral Assistance et The Global Initiative against Transnational Organized Crime, « Protecting Politics: Deterring the Influence of Organized Crime », 2016, <https://www.idea.int/sites/default/files/publications/protecting-politics-deterring-the-influence-of-organized-crime-on-local-democracy.pdf>.
7. The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, « Organized Crime and Its Role in Contemporary Conflict: An Analysis of UN Security Council Resolutions », septembre 2018, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2018/09/TGIATOC-UNSC-Policy-Note-1962-web.pdf>.
8. Peter Neumann, « Beyond Banking: Professor Neumann's opening keynote address at 'No Money for Terror' summit in Paris », 26 avril 2018, Centre international d'études sur la radicalisation et la violence politique (ICSR), <https://icsr.info/2018/04/26/beyond-banking-professor-neumanns-opening-keynote-address-no-money-terror-summit-paris/>.
9. Ministère fédéral des affaires étrangères allemand, « Small Arms and Light Weapons », page consultée le 19 mai 2019, <https://www.auswaertiges-amt.de/en/aussenpolitik/themen/abruestung/uebersicht-konvalles-node/-/218376>.
10. Voir note 9.
11. African Union (AU) Commission et Small Arms Survey, « Weapons Compass: Mapping Illicit Small Arms Flows in Africa », juin 2019, <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/U-Reports/SAS-AU-Weapons-Compass.pdf>.
12. Voir note 9.
13. Small Arms Survey, « Illicit Trafficking », page consultée le 18 mai 2019, <http://www.smallarmssurvey.org/weapons-and-markets/transfers/illegal-trafficking.html>.
14. Bruce E. Bechtol, Jr., « North Korea's Illegal Weapons Trade », Foreign Affairs, 6 juin 2018, <https://www.foreignaffairs.com/articles/north-korea/2018-06-06/north-koreas-illegal-weapons-trade>.
15. Channing May, « Transnational Crime and the Developing World », Global Financial Integrity, mars 2017, [https://www.gfintegrity.org/wp-content/uploads/2017/03/Transnational\\_Crime-final.pdf](https://www.gfintegrity.org/wp-content/uploads/2017/03/Transnational_Crime-final.pdf).
16. Voir note 15.
17. Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction, « Counternarcotics: Lessons From the U.S. Experience in Afghanistan », 19 juin 2018, <https://www.sigar.mil/pdf/lessonslearned/SIGAR-18-52-LL.pdf>.
18. Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), « World Drug Report 2018 » », <https://www.unodc.org/wdr2018/>.
19. What's In Blue, « Briefing on Drug Trafficking in West Africa », 18 décembre 2018, <https://www.whatsinblue.org/2018/12/briefing-on-drug-trafficking-in-west-africa.php>.
20. International Crisis Group, « Narcotrafic, violence et politique au nord du Mali », Rapport n° 267/Afrique, 13 décembre 2018, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/267-narcotrafic-violence-et-politique-au-nord-du-mali>.
21. Voir note 18.
22. Wilson Center Mexico Institute and Insight Crime, « Mexico's Role in the Deadly Rise of Fentanyl », février 2019, <https://www.insightcrime.org/wp-content/uploads/2019/02/Fentanyl-Report-InSight-Crime-19-02-11.pdf>.
23. Nina Lakhani, « US Fentanyl Crisis Could End Opium Era in Mexico: 'The Only Crop That Paid' », The Guardian, 2 mai 2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/may/02/fentanyl-use-could-end-the-opium-era-in-mexico-the-only-crop-that-paid>.
24. June S. Beittel, « Mexico: Organized Crime and Drug Trafficking Organizations », Service de recherche du Congrès, 3 juillet 2018, <https://fas.org/srp/crs/row/R41576.pdf>.
25. Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), « Alarming Levels of Methamphetamine Trafficking in Asia's Mekong, UN Warns », [https://www.unodc.org/unodc/en/frontpage/2018/May/droque-en-asie\\_-niveaux-alarmants-de-traffic-de-mthamphamine-dans-la-region-du-mkong-onudc.html](https://www.unodc.org/unodc/en/frontpage/2018/May/droque-en-asie_-niveaux-alarmants-de-traffic-de-mthamphamine-dans-la-region-du-mkong-onudc.html).

26. International Crisis Group, « Fire and Ice: Conflict and Drugs in Myanmar's Shan State », Rapport Asie n° 299, 8 janvier 2019, <https://www.crisisgroup.org/asia/south-east-asia/myanmar/299-fire-and-ice-conflict-and-drugs-myanmars-shan-state>.
27. Voir note 26.
28. Organisation mondiale de la santé (OMS), « Tobacco Fact Sheet », 9 mars 2018, <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/tobacco>.
29. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) « OCDE Task Force on Countering Illicit Trade », page consultée le 18 mai 2019, <http://www.oecd.org/gov/risk/oecdtaskforceoncounteringillicittrade.htm>.
30. Cathy Haenlein et Alexander Babuta, « Still in a Haze: Illicit Cigarette Trade Under the Spotlight », Royal United Services Institute Commentary (RUSI), 18 juillet 2017, <https://rusi.org/commentary/still-haze-illicit-cigarette-trade-under-spotlight>.
31. KPMG, « Project SUN: A Study of the Illicit Cigarette Market in the European Union, Norway and Switzerland, 2017 Results », étude commandée par le Royal United Services Institute (RUSI), 31 juillet 2018, <https://rusi.org/rusi-news/europe-illicit-cigarette-trade-major-loss-tax-revenue-despite-declining-trend-new-study>.
32. Ethan Epstein, « Could North Korea's Criminal Embassies Endanger the Regime? », AP News, 5 avril 2019, <https://www.apnews.com/ca455392180ee68f8b29ef5f20785a8b>.
33. Chris Dalby, « Tobacco Cartel May Mark Shift in Mexico Underworld », Insight Crime, 7 novembre 2018, <https://www.insightcrime.org/news/analysis/tobacco-cartel-shift-mexico-underworld/>.
34. Chambre des représentants des États-Unis, Comité des services financiers, « The Enemy in Our Backyard: Examining Terror Funding Streams from South America », Audience devant le Groupe de travail chargé d'enquêter sur le financement du terrorisme, 8 juin 2016, <https://financialservices.house.gov/uploadedfiles/114-92.pdf>.
35. John Campbell, « Notorious Algerian Terrorist Mokhtar Belmokhtar Could Still Be Alive », Conseil des affaires étrangères, 14 juin 2018, <https://www.cfr.org/blog/notorious-algerian-terrorist-mokhtar-belmokhtar-could-still-be-alive>.
36. Voir par exemple Vera Mironova et Ekaterina Sergatskova, « Cracks in the Islamic State », Affaires étrangères, 15 février 2017, <https://www.foreignaffairs.com/articles/syria/2017-02-15/cracks-islamic-state>.
37. Voir note 3.
38. Voir note 3.
39. Louise Shelley, *Dark Commerce: How a New Illicit Economy Is Threatening Our Future*, Princeton University Press (Princeton), 2018.
40. The Sentry, « The Golden Laundromat: The Conflict Gold Trade from Eastern Congo to the United States and Europe », octobre 2018, [https://cdn.thesentry.org/wp-content/uploads/2018/10/GoldenLaundromat\\_Sentry\\_Oct2018-final.pdf](https://cdn.thesentry.org/wp-content/uploads/2018/10/GoldenLaundromat_Sentry_Oct2018-final.pdf).
41. Voir note 3.
42. Voir note 3.
43. Billy Perrigo, « China Just Eased a Ban on Rhino and Tiger Parts. Here's How Organized Crime Fuels Illegal Poaching », Time, 30 octobre 2018, <http://time.com/5438770/illegal-wildlife-trade-last-animals/>.
44. Tom Keatinge, Cathy Haenlein et Alexandria Reid, « A Missing Page: Strengthening the Response to the illegal Wildlife Trade », Royal United Services Institute Commentary (RUSI), 11 octobre 2018, <https://rusi.org/commentary/missing-page-strengthening-response-illegal-wildlife-trade>.
45. Voir note 44.
46. Royal Household, « A Speech by The Duke of Cambridge at the Illegal Wildlife Trade Conference », 11 octobre 2018, <https://www.royal.uk/speech-duke-cambridge-illegal-wildlife-trade-conference-battersea-evolution-london> ; Naomi Larsson, « China's Ivory Ban Sparks Dramatic Drop in Prices Across Asia », The Guardian, 2 juin 2017, <https://www.theguardian.com/environment/2017/jun/02/chinas-ivory-ban-sparks-dramatic-drop-in-prices-across-asia>.
47. INTERPOL, « Strengthening Global Security Through Regional Training to Tackle Organized Crime and Terrorism », 28 décembre 2018, <https://www.interpol.int/News-and-Events/News/2018/Strengthening-global-security-through-regional-training-to-tackle-organised-crime-and-terrorism>.
48. Voir par exemple INTERPOL, « Americas: INTERPOL Operation Nets 850 Firearms, 560 Arrests », 11 mars 2019, <https://www.interpol.int/en/News-and-Events/News/2019/Americas-INTERPOL-operation-nets-850-firearms-560-arrests>.
49. Organisation mondiale de la santé (OMS), « Protocol to Eliminate Illicit Trade in Tobacco Products », 2013, [https://www.who.int/fctc/protocol/illicit\\_trade/protocol-publication/en/](https://www.who.int/fctc/protocol/illicit_trade/protocol-publication/en/).
50. Description d'un projet commandé par le ministère fédéral allemand pour la Coopération économique et le développement pour 2015-2022, voir Deutsche Gesellschaft für international Zusammenarbeit (GIZ), « Combating Illicit Financial Flows », description du projet, <https://www.giz.de/en/worldwide/39748.html>.
51. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « Governance Frameworks to Counter Illicit Trade », mars 2018, <https://www.oecd.org/gov/governance-frameworks-to-counter-illicit-trade-9789264291652-en.htm>.

52. Vanda Felbab-Brown, « Organized Crime and Illicit Trade: How to Respond to This Strategic Challenge in Old and New Domains », Brookings, 5 mars 2018, <https://www.brookings.edu/books/organized-crime-and-illicit-trade-how-to-respond-to-this-strategic-challenge-in-old-and-new-domains/>.
53. Groupe d'action financière d'Amérique latine (GAFILAT), « Report on Regional Threats of Money Laundering », 2017, <https://www.gafilat.org/index.php/es/biblioteca-virtual/gafilat/documentos-de-interes-17/estudios-estrategicos-17/1261-gafilat-regional-threat-assessment-2017-update/file>.
54. Bureau des affaires de désarmement, Secrétariat de l'ONU (UNODA), « Programme of Action on Small Arms and Its International Tracing Instrument », page consultée le 26 mai 2019, <https://www.un.org/disarmament/convarms/salw/programme-of-action/>.
55. Union africaine (UA), « Silencing the Guns », <https://au.int/en/flagships/silencing-guns-2020>.
56. Voir note 11.
57. Simone Haysom, « The Illicit Tobacco Trade in Zimbabwe and South Africa: Impacts and Solutions », Document de travail du Conseil atlantique, mars 2019, [https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/03/The\\_Illicit\\_Tobacco\\_Trade\\_in\\_Zimbabwe\\_and\\_South\\_Africa-1.pdf](https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/03/The_Illicit_Tobacco_Trade_in_Zimbabwe_and_South_Africa-1.pdf).
58. Stefan Nicola, « Using Blockchain to Help Fight Conflict Minerals », Bloomberg Businessweek, 24 avril 2019, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-04-24/using-blockchain-to-help-fight-conflict-minerals>.
59. Christopher Vandome et Alex Vines, « Tackling Illegal Wildlife Trade in Africa: Economic Incentives and Approaches », Document de recherche, Chatham House, octobre 2018, <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/publications/2018-10-11-VandomeVines-Illegal-wildlife-WEB.pdf>.
60. World Wildlife Foundation, « Reducing Ivory Demand Among Travelers », page consultée le 31 mai 2019, <https://www.worldwildlife.org/projects/reducing-ivory-demand-among-travelers>.
61. Yury Fedotov, « Remarks on Countering Illicit Arms Trafficking in the Context of Fighting International Terrorism », 3 septembre 2018, <https://www.unodc.org/unodc/en/speeches/2018/firearms-030918.html>.
62. Michelle Nichols et Jeff Mason, « Some 129 Countries Sign Up to Trump's Pledge at UN to Fight Drugs », Reuters, 24 septembre 2018, <https://www.reuters.com/article/us-usa-un-trump/some-129-countries-sign-up-to-trumps-pledge-at-u-n-to-fight-drugs-idUSKCN1M41LH>.
63. INTERPOL, « Combating the Global Threat of Illicit Trade », 25 septembre 2018, <https://www.interpol.int/en/News-and-Events/News/2018/Combating-the-global-threat-of-illicit-trade>.
64. Louise Shelley, « Dark Commerce », Princeton University Press, novembre 2018, p. 110.
65. Gouvernement britannique, « Foreign Secretary's Speech at the Illegal Wildlife Trade Conference », 11 octobre 2018, <https://www.gov.uk/government/speeches/foreign-secretary-speech-at-the-illegal-wildlife-trade-conference>.
66. Royal Household, « A Speech by The Duke of Cambridge at the Illegal Wildlife Trade Conference », 11 octobre 2018, <https://www.royal.uk/speech-duke-cambridge-illegal-wildlife-trade-conference-battersea-evolution-london>.
67. Données fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par la Commission de l'Union Africaine et Small Arms Survey, juin 2019. Voir également la Commission de l'Union Africaine (UA) et Small Arms Survey, « Weapons Compass: Mapping Illicit Small Arms Flows in Africa », juin 2019, <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/U-Reports/SAS-AU-Weapons-Compass.pdf>.
68. Données et illustration fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par Conflict Armament Research, actualisées d'après Conflict Armament Research, « Investigating Cross-Border Weapon Transfers in the Sahel », novembre 2016, <http://www.conflictarm.com/reports/investigating-cross-border-weapon-transfers-in-the-sahel/>.
69. Données et illustration fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par l'UNODC, juin 2019, basées sur des données du World Drug Report à venir, voir également <https://www.unodc.org/wdr2019/>. Veuillez noter que les données relatives aux pays sont basées sur les dernières enquêtes disponibles ; si aucune enquête n'a été menée, les estimations concernant ces pays sont incluses (sur la base des résultats d'enquêtes précédentes) dans la rubrique « Production d'opium des autres pays ».
70. Données et illustration fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par l'International Crisis Group, basées sur International Crisis Group, « Fire and Ice: Conflict and Drugs in Myanmar's Shan State », Asia Report No. 299, 8 janvier 2019, <https://www.crisisgroup.org/asia/south-east-asia/myanmar/299-fire-and-ice-conflict-and-drugs-myanmars-shan-state>.
71. Reuters, « Colombia FARC Rebel Dissidents Number 1,200, Military Says », 20 mars 2018, <https://www.reuters.com/article/us-colombia-peace-dissidents/colombia-farc-rebel-dissidents-number-1200-military-says-idUSKBN1GW2LF>.
72. RHIPTO, INTERPOL et Global Initiative against Transnational Organized Crime, « World Atlas of Illicit Flows 2018 », [www.rhipto.org](http://www.rhipto.org) ; <https://www.interpol.int/News-and-Events/News/2018/Organized-crime-underpins-major-conflicts-and-terrorism-globally>.
73. International Crisis Group, « Colombia's Armed Groups Battle for the Spoils of Peace », 19 octobre 2017, p. 13, <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/andes/colombia/63-colombias-armed-groups-battle-spoils-peace>.

74. RHIPTO TNA 2018-11-28. Les groupes armés post-FARC en Colombie et leur financement.
75. IDEAM Colombia, « Estrategia Integral De Control a la Deforestación », 2016, <http://www.ideam.gov.co/documents/24277/0/Presentación+Estrategia+Integral+de+Control+a+la+Deforestación/173f79bf-3e68-4cbc-9387-80123d09b5e2>.
76. Données fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses, juin 2019.
77. Données fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses, juin 2019.
78. Voir note 76.
79. Voir note 76.
80. Données fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par l'Organisation Mondiale des Douanes, voir également WCO, Illicit Trade Report 2017, pp. 147–148, novembre 2018, [http://www.wcoomd.org/-/media/wco/public/global/pdf/topics/enforcement-and-compliance/activities-and-programmes/illicit-trade-report/itr\\_2017\\_en.pdf?db=web](http://www.wcoomd.org/-/media/wco/public/global/pdf/topics/enforcement-and-compliance/activities-and-programmes/illicit-trade-report/itr_2017_en.pdf?db=web).
81. Illustration par la Conférence de Munich sur la Sécurité, basée sur les données fournies par INTERPOL. Voir également INTERPOL, « Wildlife Crime », page consultée le 25 mai 2019, <https://www.interpol.int/en/Crimes/Environmental-crime/Wildlife-crime>.
82. Données fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par la Global Commission on Drug Policy et la West Africa Commission on Drugs. voir également West Africa Commission on Drugs, « Model Drug Law for West Africa: A Tool for Policy Makers », septembre 2018, <http://www.globalcommissionondrugs.org/wacd/wacd-model-drug-law>.

## Personnes

## Pertes et profits

1. Basé sur des données EUROPOL et INTERPOL, voir INTERPOL, RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses, Global Initiative against Transnational Organized Crime, « World Atlas of Illicit Flows », 2018, <https://globalinitiative.net/world-atlas-of-illicit-flows/>.
2. Le Fonds Monétaire International (FMI) estime le PIB 2018 des Caraïbes à 156 milliards d'USD et celui de l'Afrique sub-saharienne à 1680 milliards d'USD, voir le Fonds Monétaire International (FMI), « World Economic Outlook, Data Mapper », [https://www.imf.org/external/datamapper/NGDPD@WEO/OEMDC/ADVEC/WEO\\_WORLD/SSQ](https://www.imf.org/external/datamapper/NGDPD@WEO/OEMDC/ADVEC/WEO_WORLD/SSQ).
3. Direction exécutive du Comité du Conseil de Sécurité des Nations Unies contre le terrorisme (CTED), « Identifying and Exploring the Nexus between Human Trafficking, Terrorism, and Terrorism Financing », 2019, <https://www.un.org/sc/ctc/wp-content/uploads/2019/02/HT-terrorism-nexus-CTED-report.pdf>.
4. Voir note 3.
5. Tuesday Reitano et Mark Shaw, « Libya: The Politics of Power, Protection, Identity and Illicit Trade », Crime-Conflict Nexus Series, United Nations University Centre for Policy Research, <http://collections.unu.edu/view/UNU:6427>.
6. James Cockayne, *Hidden Power: The Strategic Logic of Organized Crime*, C. Hurst & Co. (Londres), 2016.
7. Voir note 3.
8. Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), « Trafficking in Persons in the Context of Armed Conflict », 2018, [https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2018/GloTIP2018\\_BOOKLET\\_2\\_Conflict.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2018/GloTIP2018_BOOKLET_2_Conflict.pdf).
9. Center for Strategic and International Studies (CSIS), « Confronting the Global Forced Migration Crisis: A Report of the CSIS Task Force on the Global Forced Migration Crisis », 29 mai 2018, <https://www.csis.org/analysis/confronting-global-forced-migration-crisis>.
10. Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), « Countering Trafficking in Persons in Conflict Situations », 2018, [https://www.unodc.org/documents/human-trafficking/2018/17-08776\\_ebook-Countering-Trafficking\\_in\\_Persons\\_in\\_Conflict\\_Situations.pdf](https://www.unodc.org/documents/human-trafficking/2018/17-08776_ebook-Countering-Trafficking_in_Persons_in_Conflict_Situations.pdf).
11. Voir par exemple Organisation internationale pour les migrations (OIM), « Countering Human Trafficking », page consultée le 20 mai 2019, <https://www.iom.int/counter-trafficking> ; Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) « Global Report on Trafficking in Persons 2018 », <https://www.unodc.org/unodc/data-and-analysis/glotip.html>.
12. Commission Européenne, « Data Collection on Trafficking in Human Beings in the EU », Lancaster University, 2018, [https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/policies/european-agenda-security/20181204\\_data-collection-study.pdf](https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/policies/european-agenda-security/20181204_data-collection-study.pdf).
13. UNODC, « Global Report on Trafficking in Persons 2018 », <https://www.unodc.org/unodc/data-and-analysis/glotip.html>.
14. Organisation internationale du travail (OIT), « Global Estimates of Modern Slavery: Forced Labour and Forced Marriage », 2017, [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--dgreports/--dcomm/documents/publication/wcms\\_575479.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--dgreports/--dcomm/documents/publication/wcms_575479.pdf).
15. Nell Lewis, « UN Human Trafficking Report: Record Number of Girls Reported as Victims », CNN, 7 janvier 2019, <https://edition.cnn.com/2019/01/07/world/un-2018-global-report-on-trafficking-in-persons/index.html>.
16. Voir note 13.
17. Voir note 10.
18. Département d'Etat américain, « Trafficking in Persons Report », juin 2018, <https://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/>.
19. Chloe Cornish, « Yazidi Hostages Traded to Criminals as ISIS Loses Ground », Financial Times, 14 mars 2019, <https://www.ft.com/content/cabb2f68-4570-11e9-a965-23d669740bfb>.
20. Voir note 18.
21. Données fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par l'Africa Center for Strategic Studies at the National Defense University.
22. Jérôme Tubiana, Clotilde Warin et Gaffar Mohammud Saeneen, « Multilateral Damage: The Impact of EU Migration Policies on Central Saharan Routes », Clingendael Netherlands Institute of International Relations, septembre 2018, <https://www.clingendael.org/pub/2018/multilateral-damage/> référencé dans les données fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par l'Africa Center for Strategic Studies at the National Defense University.
23. Groupe d'action financière (GAFI), « Financial Flows From Human Trafficking », juillet 2018, <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/content/images/Human-Trafficking-2018.pdf>.
24. EUROPOL, « Criminal Networks Involved in the Trafficking and Exploitation of Underage Victims in the European Union », rapport de situation, octobre 2018, <https://www.europol.europa.eu/publications-documents/criminal-networks-involved-in-trafficking-and-exploitation-of-underage-victims-in-eu>.
25. May Bulman, « Tech Companies 'Failing to Prevent People-Smugglers Luring Migrants to Their Deaths', Says UN », The Independent, 29 décembre 2018, <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/migrants-tech-companies-smugglers-deaths-lure-facebook-whatsapp-channel-mediterranean-un-a8703416.html>.
26. Voir par exemple James Cockayne, « Women are Being Traded as Slaves on WhatsApp – Here's How the UN

- Can Act », United Nations University Centre for Policy Research, 9 septembre 2016, <https://cpr.unu.edu/women-are-being-traded-as-slaves-on-whatsapp-heres-how-the-un-can-act.html>.
27. Mark Micallef, Rupert Horsley et Alexandre Bish, « The Human Conveyor Belt Broken: Assessing the Collapse of the Human Smuggling Industry in Libya and the Central Sahel », Global Initiative Against Transnational Organized Crime, mars 2019, <https://globalinitiative.net/the-human-conveyor-belt-broken-2/>.
  28. Commission Européenne, « G20 Leaders' Declaration: Shaping an Interconnected World », 8 juillet 2017, [http://europa.eu/rapid/press-release\\_STATEMENT-17-1960\\_en.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_STATEMENT-17-1960_en.htm).
  29. Nations Unies, « Sustainable Development Goals », Sustainable Development Goals Knowledge Platform, page consultée le 25 mai 2019, <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>.
  30. Organisation pour la Sécurité et la coopération en Europe (OSCE), « Combating Human Trafficking », page consultée le 25 mai 2019, <https://www.osce.org/combating-human-trafficking>.
  31. Organisation internationale pour les migrations (OIM), « IOM Launches Updated Counter Trafficking Data Portal with New Statistics », 26 octobre 2018, <https://www.iom.int/news/iom-launches-updated-counter-trafficking-data-portal-new-statistics>.
  32. James Cockayne, Julie Oppermann et Maarten Van Brederode, « Launch of the Financial Sector Commission on Modern Slavery and Human Trafficking », United Nations University Centre for Policy Research, 24 septembre 2018, <https://cpr.unu.edu/launch-of-the-financial-sector-commission-on-modern-slavery-and-human-trafficking.html>.
  33. Voir note 32.
  34. OIM, « Data Bulletin: Informing a Global Compact for Migration – Human Trafficking », parution n°14, décembre 2018, <http://publications.iom.int/books/data-bulletin-data-bulletin-informing-global-compact-migration-human-traffickingissue-no-14>.
  35. INTERPOL, « Our Role in Fighting Human Trafficking », page consultée le 25 mai 2019, <https://www.interpol.int/en/Crimes/Human-trafficking/Our-role-in-fighting-human-trafficking>.
  36. Voir note 13.
  37. Voir, par exemple, Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), « Evidential Issues in Human Trafficking Cases », Case Digest, 2017, [https://www.unodc.org/documents/human-trafficking/2017/Case\\_Digest\\_Evidential\\_Issues\\_in\\_Trafficking.pdf](https://www.unodc.org/documents/human-trafficking/2017/Case_Digest_Evidential_Issues_in_Trafficking.pdf).
  38. Kieran Guilbert, « Europe Urged to Protect Thousands of Children from Human Traffickers », Reuters, 18 octobre 2018, <https://www.reuters.com/article/us-europe-slavery-youth/europe-urged-to-protect-thousands-of-children-from-human-traffickers-idUSKCN1MS2PR>.
  39. France Diplomatie, « United Nations General Assembly: Speech by President Emmanuel Macron (25 September 2018) », 25 septembre 2018, <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/french-foreign-policy/united-nations/events/united-nations-general-assembly-sessions/unga-s-73rd-session/article/united-nations-general-assembly-speech-by-president-emmanuel-macron-25-09-18>.
  40. Nadia Murad, « Nobel Lecture », 10 décembre 2018, <https://www.nobelprize.org/prizes/peace/2018/murad/55705-nadia-murad-nobel-lecture-2/>.
  41. António Guterres, « Message on the World Day Against Trafficking in Persons », Mission des Nations unies pour l'appui à la Justice en Haïti (MINUJUSTH), 30 juillet 2018, <https://minujusth.unmissions.org/en/secretary-general-%E2%80%93-message-world-day-against-trafficking-persons>.
  42. Données et illustration fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par le CSIS. Voir également CSIS, « Confronting the Global Forced Migration Crisis: A Report of the CSIS Task Force on the Global Forced Migration Crisis », 29 mai 2018, <https://www.csis.org/analysis/confronting-global-forced-migration-crisis>.
  43. Illustration par la Conférence de Munich sur la Sécurité, basée sur les données du Counter-Trafficking Data Collaborative de l'OIM, « Exploitation of Victims: Trends », page consultée le 20 mai 2019, <https://www.ctdatacollaborative.org/story/exploitation-victims-trends>.
  44. Global Initiative Against Transnational Organized Crime, « Responding to the Human Trafficking-Migrant Smuggling Nexus with a Focus on the Situation in Libya », juillet 2018, <https://globalinitiative.net/human-trafficking-smuggling-nexus-in-libya/>.
  45. OIM, « Key Migration Terms », page consultée le 11 mai 2019, <https://www.iom.int/key-migration-terms>.
  46. Voir notes 43 et 44.
  47. Données fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par l'Africa Center for Strategic Studies, basées sur UNODC, « Global Report on Trafficking in Persons 2018 », p. 84, <https://www.unodc.org/unodc/data-and-analysis/glotip.html>.
  48. UNODC, « Human Trafficking », page consultée le 20 mai 2019, <https://www.unodc.org/unodc/en/human-trafficking/what-is-human-trafficking.html>.
  49. Voir note 49.
  50. CTDC, « Victims from Africa », page consultée le 20 mai, <https://www.ctdatacollaborative.org/story/victims-africa>.

51. The Global Slavery Index, « 2018 Findings: Regional Analysis Africa », page consultée le 20 mai 2019, <https://www.globallslaveryindex.org/2018/findings/regional-analysis/africa/>.
52. Voir note 50.
53. Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (OHCHR), « UN Expert Urges Fresh Action on Conflict-Related People Trafficking – New UN Report », 31 octobre 2016, <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20803&LangID=E>.
54. Voir note 46.
55. Données fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par l'Africa Center for Strategic Studies, mai 2019.
56. Données fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par l'Africa Center for Strategic Studies, basées sur CTDC, « Victims from Africa », page consultée le 20 mai, <https://www.ctdatacollaborative.org/story/victims-africa>.
57. Research & Evidence Facility, EU Emergency Trust Fund for Africa, « Disrupting the Finances of Criminal Networks Responsible for Human Smuggling and Trafficking », 1<sup>er</sup> février 2019, <https://www.soas.ac.uk/ref-hornresearch/research-papers/file138615.pdf>.
58. Données fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par l'Africa Center for Strategic Studies, mai 2019.
59. Données fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par l'Africa Center for Strategic Studies, mai 2019, basées sur les données du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et de l'Internal Displacement Monitoring Centre. Voir également Wendy Williams, « Lines in the Sand: Displacement, Migration, and Insecurity in Africa », Africa Center for Strategic Studies, 2019 [à venir].
60. Données agrégées combinées pour les arrivées dans l'UE, les migrants rentrés en Libye après une opération de sauvetage/interception, les migrants morts et disparus recensés par le HCR et l'OIM et l'Initiative mondiale contre le crime organisé transnational (GITOC).
61. Le bataillon Ans al-Dabbashi, dirigé par Ahmed al-Dabbashi (alias al-Amu), est devenu l'une des opérations de trafic côtier les plus prolifiques dans l'Ouest de la Libye entre 2014 et 2017.
62. En juin 2018, les dirigeants de deux groupes armés, Dabbashi et Abdulrahman Milad (alias al-Bija), ont été ajoutés sur la liste des sanctions du Conseil de Sécurité des Nations unies, ainsi que d'autres trafiquants réputés. Voir <https://news.un.org/en/story/2018/06/1011751>.
63. Pour une discussion plus détaillée de ces événements, voir : Mark Micallef et Tuesday Reitano, « The Anti-Human Smuggling Business and Libya's Political End Game », Institute for Security Studies, décembre 2018, <https://globalinitiative.net/24158-2/>.
64. Mark Micallef, Rupert Horsley et Alexandre Bish, « The Human Conveyor Belt Broken: Assessing the Collapse of the Human Smuggling Industry in Libya and the Central Sahel », Initiative mondiale contre le crime organisé transnational, mars 2019, <https://globalinitiative.net/the-human-conveyor-belt-broken-2/>.
65. Données et illustration fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par l'Initiative mondiale contre le crime organisé transnational. Voir également Mark Micallef, Rupert Horsley et Alexandre Bish, « The Human Conveyor Belt Broken: Assessing the Collapse of the Human Smuggling Industry in Libya and the Central Sahel », Initiative mondiale contre le crime organisé transnational, mars 2019, <https://globalinitiative.net/the-human-conveyor-belt-broken-2/>.

## Capitaux

### Le blanchiment de l'argent sale

1. Fonds monétaire international (FMI), « The IMF and the Fight Against Illicit Financial Flows », 7 octobre 2018, [www.imf.org/en/About/Factsheets/Sheets/2018/10/07/imf-and-the-fight-against-illicit-financial-flows](http://www.imf.org/en/About/Factsheets/Sheets/2018/10/07/imf-and-the-fight-against-illicit-financial-flows) ; les définitions des FFI varient d'une institution à l'autre, voir United Nations Economic Commission for Africa (UNECA), « A Study on the Global Governance Architecture for Combating Illicit Financial Flows », 2018, [https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/global-governance\\_eng\\_rev.pdf](https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/global-governance_eng_rev.pdf).
2. Reuters, « Danske Money Laundering Scandal Widens with DOJ Inquiry », 4 octobre 2018, <https://www.reuters.com/article/us-danske-bank-moneylaundering-timeline/danske-money-laundering-scandal-widens-with-doj-inquiry-idUSKCN1ME21T> ; Martin Selsoe Sorensen, « Estonia Orders Danske Bank Out After Money-Laundering Scandal », The New York Times, 20 février 2019, <https://nyti.ms/2V3RGA4>.
3. Michel Camdessus, « Money Laundering: The Importance of International Countermeasures », International Monetary Fund (IMF), 10 février 1998, <https://www.imf.org/en/News/Articles/2015/09/28/04/53/sp021098>.
4. Calculs de la Conférence de Munich sur la Sécurité basés sur le Fonds monétaire international (FMI), « GDP Current Prices », avril 2019, <https://www.imf.org/external/datamapper/NGDPD@WEO/WEOWORLD>.
5. Voir note 4.
6. Les dépenses militaires mondiales s'élevaient à 1 822 milliards d'USD en 2018, voir Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), « World Military Expenditure Grows to \$1.8 Trillion in 2018 », 29 avril 2019, <https://www.sipri.org/media/press-release/2019/world-military-expenditure-grows-18-trillion-2018>.
7. Tom Keatinge et Anton Moiseienko, « Security Through Financial Integrity », Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI), mai 2019, [https://rusi.org/sites/default/files/20190520\\_security\\_through\\_financial\\_integrity\\_web.pdf](https://rusi.org/sites/default/files/20190520_security_through_financial_integrity_web.pdf).
8. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), « Estimating Illicit Financial Flows Resulting from Drug Trafficking and Other Transnational Organized Crimes », 2011, [https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Illicit\\_financial\\_flows\\_2011\\_web.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Illicit_financial_flows_2011_web.pdf).
9. Dans l'UE, 1,1 % des revenus de la criminalité ont été confisqués entre 2010 et 2014, voir Europol Criminal Assets Bureau, « Does Crime Still Pay? Criminal Asset Recovery in the EU », 2016, <https://www.europol.europa.eu/publications-documents/does-crime-still-pay>.
10. Daniel Bunn, « Corporate Income Tax Rates around the World », Tax Foundation, novembre 2018, <https://taxfoundation.org/corporate-tax-rates-around-world-2018/>.
11. Douglas Dalby et Amy Wilson-Chapman, « Panama Papers Helps Recover More Than \$1.2 billion Around the World », Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), 3 avril 2019, <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/panama-papers-helps-recover-more-than-1-2-billion-around-the-world/>.
12. Groupe d'action financière (GAFI), « Terrorist Financing in West and Central Africa », octobre 2016, <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/Terrorist-Financing-West-Central-Africa.pdf> ; Tom Keatinge, Florence Keen et Kayla Izenman, « Fundraising of Right-Wing Extremist Movements », RUSI Journal, vol. 163, n° 2, mai 2019, <https://rusi.org/publication/rusi-journal/fundraising-right-wing-extremist-movements-how-they-raise-funds-and-how>.
13. Groupe d'action financière (GAFI), « Consolidated FATF Strategy on Combatting Terrorist Financing », février 2016, <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/FATFTerrorist-Financing-Strategy.pdf>.
14. Center for New American Security (CNAS), « Financial Networks of Mass Destruction », janvier 2019, <https://www.cnas.org/publications/reports/financial-networks-of-mass-destruction>.
15. Voir note 12 ; Tom Keatinge, Florence Keen et Kayla Izenman, « Fundraising of Right-Wing Extremist Movements », RUSI Journal, vol. 163, n° 2, mai 2019. <https://rusi.org/publication/rusi-journal/fundraising-right-wing-extremist-movements-how-they-raise-funds-and-how> ; voir note 14.
16. Institute for Economics and Peace, « Global Terrorism Index 2018 », novembre 2018 », <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2018/12/Global-Terrorism-Index-2018-1.pdf> ; European Parliament, « Virtual currencies and terrorist financing », mai 2018, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/604970/IPOL\\_STU\(2018\)604970\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/604970/IPOL_STU(2018)604970_EN.pdf).
17. Peter Neumann, « Beyond Banking: Professor Neumann's opening keynote address at 'No money for terror' summit in Paris », Centre international d'études sur la radicalisation et la violence politique (ICSR), 26 avril 2018, <https://icsr.info/2018/04/26/beyond-banking-professor-neumanns-opening-keynote-address-no-money-terror-summit-paris/> ; Financial Action Task Force (FATF), « Financing of Recruitment for Terrorist Purposes », janvier 2018, <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/Financing-Recruitment-for-Terrorism.pdf>.
18. United Nations Economic Commission for Africa (UNECA), « A study on the global governance architecture for combating illicit financial flows », 2018, [https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/global-governance\\_eng\\_rev.pdf](https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/global-governance_eng_rev.pdf).

19. Voir note 18.
20. Commission des affaires étrangères de la Chambre des communes du Royaume-Uni, « Moscow's Gold: Russian Corruption in the UK – Eighth Report of Session 2017–19 », 15 mai 2018, <https://publications.parliament.uk/pa/cm201719/cmselect/cmcaff/932/932.pdf>.
21. Voir note 20.
22. Conseil de Sécurité des Nations Unies, « S/2019/17119-017044/378 Report of the Panel of Experts established pursuant to resolution 1874 (2009) », 5 mars 2019, [https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s\\_2019\\_171.pdf](https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2019_171.pdf) ; Center for New American Security, « Financial Networks of Mass Destruction »; janvier 2019, <https://www.cnas.org/publications/reports/financial-networks-of-mass-destruction>; David Carlisle et Kayla Izenman, « Closing the Crypto Gap: Guidance for Countering North Korean Cryptocurrency Activity in Southeast Asia », Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI), 14 avril 2019, <https://rusi.org/publication/occasional-papers/closing-crypto-gap-guidance-countering-north-korean-cryptocurrency>.
23. Voir note 22.
24. Voir note 22.
25. Parlement Européen, « Virtual currencies and terrorist financing », mai 2018, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/604970/IPOL\\_STU\(2018\)604970\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/604970/IPOL_STU(2018)604970_EN.pdf).
26. Fausses facturations : « invoices used for exporting and importing the same shipment differ by more than the cost of insurance and freight », voir note 18 pour les définitions et estimations.
27. Voir note 18.
28. Assemblée Générale des Nations Unies, « Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development », 2015, p. 25.
29. <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2014/10/13/illicit-financial-flows-a-global-challenge-underestimated>.
30. Sarah Lain, Haylea Campbell, Anton Moiseienko, Veerle Nouwens et Ines Sofia de Oliveira, « Illicit Financial Flows and Corruption in Asia », novembre 2017, Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI), <https://rusi.org/publication/occasional-papers/illicit-financial-flows-and-corruption-asia>.
31. Robin Geiß, « Armed violence in fragile states: Low-intensity conflicts, spillover conflicts, and sporadic law enforcement operations by third parties », International Review of the Red Cross, vol. 91, n° 873, 2009, <https://www.icrc.org/en/international-review/article/armed-violence-fragile-states-low-intensity-conflicts-spillover>, pp. 127–142.
32. Nations Unies, « Global Cost of Corruption at Least 5 Per Cent of World Gross Domestic Product, Secretary-General Tells Security Council, Citing World Economic Forum Data », 10 septembre 2018, <https://www.un.org/press/en/2018/sc13493.doc.htm>.
33. James Cohen, « Why We Need to Connect Peacebuilding and Illicit Financial Flows: A Global Approach for a Global Problem », 19 septembre 2018, <https://sites.tufts.edu/ihs/why-we-need-to-connect-peacebuilding-and-illicit-financial-flows-a-global-approach-for-a-global-problem/>.
34. Global Financial Integrity, « Report Demonstrates Ease of Establishing Anonymous Shell Companies », 21 mars 2019, <https://www.gfiintegrity.org/press-release/report-demonstrates-ease-of-establishing-anonymous-shell-companies/>.
35. Maureen Maloney, Tsur Somerville et Brigitte Unger, « Combatting Money Laundering in BC Real Estate: Expert Panel on Money Laundering in BC Real Estate » 31 mars 2019, <https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/housing-and-tenancy/real-estate-in-bc/combating-money-laundering-report.pdf>.
36. Voir note 18 ; James Cohen, « Why We Need to Connect Peacebuilding and Illicit Financial Flows: A Global Approach for a Global Problem », 19 septembre 2018, <https://sites.tufts.edu/ihs/why-we-need-to-connect-peacebuilding-and-illicit-financial-flows-a-global-approach-for-a-global-problem/>.
37. António Guterres, « The Secretary-General – Message on International Anti-Corruption Day », Nations Unies, 9 décembre 2018, <https://minujusth.unmissions.org/en/secretary-general-%E2%80%93-message-international-anti-corruption-day>.
38. Christine Lagarde, « Shining a Bright Light into the Dark Corners of Weak Governance and Corruption », Fonds Monétaire International, <https://blogs.imf.org/2018/04/22/shining-a-bright-light-into-the-dark-corners-of-weak-governance-and-corruption/>.
39. Transparency International, « How corruption weakens democracy », 29 janvier 2019, [https://www.transparency.org/news/feature/cpi\\_2018\\_global\\_analysis](https://www.transparency.org/news/feature/cpi_2018_global_analysis).
40. Voir note 20.
41. Déclaration du sénateur américain Sheldon Whitehouse le 7 mai 2019, Conseil de l'Atlantique de l'Eurasia Center, <https://twitter.com/ACEurasia/status/1126105336832638977>.
42. Illustration fournie à la Conférence de Munich sur la Sécurité par EY, basée sur Maya Forstater, « Illicit Financial Flows, Trade Misinvoicing, and Multinational Tax Avoidance: The Same or Different? » Center for Global Development, mars 2018, <https://www.cgdev.org/sites/default/files/illicit-financial-flows-trade-misinvoicing-and-multinational-tax-avoidance.pdf>.

43. Illustration fournie à la Conférence de Munich sur la Sécurité par EY, basée sur International Air Transport Association (IATA), « Industry Statistics – Fact Sheet », décembre 2018, [https://www.iata.org/pressroom/facts\\_figures/fact\\_sheets/Documents/fact-sheet-industry-facts.pdf](https://www.iata.org/pressroom/facts_figures/fact_sheets/Documents/fact-sheet-industry-facts.pdf) ; Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), « Annual Report of the Council », juin 2012, [https://www.icao.int/publications/Documents/9975\\_en.pdf](https://www.icao.int/publications/Documents/9975_en.pdf) ; Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), « Presentation of 2017 Air Transport Statistical Results », [https://www.icao.int/annual-report-2017/Documents/Annual.Report.2017\\_Air%20Transport%20Statistics.pdf](https://www.icao.int/annual-report-2017/Documents/Annual.Report.2017_Air%20Transport%20Statistics.pdf) ; Fonds Monétaire International (FMI), « GDP, current prices », avril 2019, [https://www.imf.org/external/datamapper/NGDPD@WEO/OEMDC/ADVEC/WEO\\_WORLD](https://www.imf.org/external/datamapper/NGDPD@WEO/OEMDC/ADVEC/WEO_WORLD) ; Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), « SIPRI Military Expenditure Database », avril 2018, <https://www.sipri.org/databases/milex>.
44. Données fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par EY, calculs basés sur Fonds Monétaire International (FMI), « Direction of Trade Statistics », avril 2019, <https://data.imf.org/?sk=9D6028D4-F14A-464C-A2F2-59B2CD424B85>.
45. Illustration fournie à la Conférence de Munich sur la Sécurité par EY, basée sur Le département d'État des États-Unis, « International Narcotics Control Strategy Report, Volume II, Money Laundering », mars 2019, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/03/INCSR-Vol-2-pdf.pdf> ; Financial Action Task Force (FATF), « High-risk and other monitored jurisdictions », mai 2019, <http://www.fatf-gafi.org/countries/#high-risk> ; Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « Residence/Citizenship by investment schemes », 20 novembre 2018, <http://www.oecd.org/tax/automatic-exchange/crs-implementation-and-assistance/residence-citizenship-by-investment/>.
46. Illustration fournie à la Conférence de Munich sur la Sécurité par RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses, basée sur Fonds Monétaire International (FMI), « Direction of Trade Statistics », avril 2019, <https://data.imf.org/?sk=9D6028D4-F14A-464C-A2F2-59B2CD424B85>.
47. Données et illustration fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par EY.
48. Douglas Dalby et Amy Wilson-Chapman, « Panama Papers Helps Recover More Than USD 1.2 Billion Around the World », Consortium international des journalistes d'investigation, 3 avril 2019, <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/panama-papers-helps-recover-more-than-1-2-billion-around-the-world/>.
49. The Sentry, « Banking on War: Ending the Abuse of South Sudan's Banking Sector by Political Elites and Pushing for Peace », avec illustrations du Refinitiv Applied Innovation Lab, octobre 2018, <https://cdn.thesentry.org/wp-content/uploads/2018/10/BankingonWar-OnePager-TheSentry-Oct2018-link.pdf>.
50. Voir note 46.
51. Basé sur des informations fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par The Sentry, voir également The Sentry, « Banking on War », octobre 2018, [https://cdn.thesentry.org/wp-content/uploads/2018/10/BankingonWar\\_TheSentry\\_Oct2018-1web.pdf](https://cdn.thesentry.org/wp-content/uploads/2018/10/BankingonWar_TheSentry_Oct2018-1web.pdf).

## Données

## Le piratage de tous les secteurs

1. Andrew Burt, « Privacy and Cybersecurity Are Converging: Here's Why That Matters for People and for Companies », Harvard Business Review, 3 janvier 2019, <https://hbr.org/2019/01/privacy-and-cybersecurity-are-converging-heres-why-that-matters-for-people-and-for-companies> ; calculs de la Conférence de Munich sur la Sécurité selon lesquels 1 mètre de livres équivaut à 100 Mo, voir Margaret Rouse, « How Many Bytes for... », avril 2008, <https://searchstorage.techtarget.com/definition/How-many-bytes-for>.
2. Richard A. Clarke et Robert K. Knake, *The Fifth Domain: Defending Our Country, Our Companies, and Ourselves in the Age of Cyber Threats*, Penguin Press (New York), 2019.
3. Gemalto, « Breach Level Index – 2018 First Half Review », octobre 2018, <https://breachlevelindex.com/request-report>.
4. Voir note 1.
5. Voir note 2.
6. Cassell Bryan-Low et al, « The China Challenge – The 5G Fight », Reuters, 11 mai 2019, <https://www.reuters.com/investigates/special-report/huawei-usa-campaign/>.
7. Daniel M. Gerstein, « Three 'New Rules' Worth Considering for the Internet », 10 mai 2019, <https://www.rand.org/blog/2019/05/three-new-rules-worth-considering-for-the-internet.html>.
8. Voir note 6.
9. Alexander Martin, « Redacted Documents: Cyber Security Breaches Rising Across UK Defense Sector », Sky News, 18 décembre 2018, <https://news.sky.com/story/cyber-security-breaches-rising-across-uk-defence-sector-11584827>.
10. Kate Fazzini, « The Great Equifax Mystery: 17 Months Later, the Stolen Data has Never Been Found, and Experts Are Starting to Suspect a Spy Scheme », CNBC, 13 février 2019, <https://www.cnbc.com/2019/02/13/equifax-mystery-where-is-the-data.html> ; Ellen Nakashima, « Hacks of OPM Databases Compromised 22.1 Million People, Federal Authorities Say », The Washington Post, 9 juillet 2015, [https://www.washingtonpost.com/news/federal-eye/wp/2015/07/09/hack-of-security-clearance-system-affected-21-5-million-people-federal-authorities-say/?utm\\_term=.45986c005b59](https://www.washingtonpost.com/news/federal-eye/wp/2015/07/09/hack-of-security-clearance-system-affected-21-5-million-people-federal-authorities-say/?utm_term=.45986c005b59).
11. Summer Walker, « Cyber-Insecurities? – A Guide to the UN Cybercrime Debate », Global Initiative Against Transnational Organized Crime, mars 2019, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/03/TGIATOC-Report-Cybercrime-in-the-UN-01Mar1510-Web.pdf>.
12. Nicole Perloth et Scott Shane, « In Baltimore and Beyond, a Stolen N.S.A. Tool Wreaks Havoc », The New York Times, 25 mai 2019, <https://nyti.ms/2JGtUZw>.
13. Voir note 12.
14. Voir note 12.
15. Scott Shane, Nicole Perloth et David E. Sanger, « Security Breach and Spilled Secrets Have Shaken the N.S.A. to Its Core », The New York Times, 12 novembre 2017, <https://nyti.ms/2jlgITa>.
16. Voir note 12.
17. Voir note 12.
18. Gemalto, « Data Breach Database », mai 2019, <https://breachlevelindex.com/data-breach-database>.
19. Liz Sly, « U.S. Soldiers are Revealing Sensitive and Dangerous Information by Jogging », The Washington Post, 29 janvier 2018, [https://www.washingtonpost.com/world/a-map-showing-the-users-of-fitness-devices-lets-the-world-see-where-us-soldiers-are-and-what-they-are-doing/2018/01/28/86915662-0441-11e8-aa61-f3391373867e\\_story.html?utm\\_term=.b639fcf46924](https://www.washingtonpost.com/world/a-map-showing-the-users-of-fitness-devices-lets-the-world-see-where-us-soldiers-are-and-what-they-are-doing/2018/01/28/86915662-0441-11e8-aa61-f3391373867e_story.html?utm_term=.b639fcf46924).
20. Voir : Christopher Kuner et Massimo Marelli, « Handbook on Data Protection in Humanitarian Action », Comité international de la Croix-Rouge, juillet 2017, <https://shop.icrc.org/handbook-on-data-protection-in-humanitarian-action.html> ; Comité international de la Croix-Rouge et Privacy International, « The Humanitarian Metadata Problem – Doing No Harm in the Digital Era », octobre 2018, <https://privacyinternational.org/report/2509/humanitarian-metadata-problem-doing-no-harm-digital-era>.
21. Heather Murphy, « Most White Americans' DNA Can Be Identified Through Genealogy Databases », 11 octobre 2018, <https://nyti.ms/2CaZMkv>.
22. Voir note 21.
23. Voir note 21.
24. Bundeskriminalamt (Office fédéral de police criminelle), « Festnahme der mutmaßlichen Verantwortlichen des weltweit zweitgrößten illegalen Online-Marktplatzes im Darknet « WALL STREET MARKET » – Presseeinladung », 3 mai 2019, [https://www.bka.de/DE/Presse/Listenseite\\_Pressemitteilungen/2019/Presse2019/190503WallStreetMarket.html](https://www.bka.de/DE/Presse/Listenseite_Pressemitteilungen/2019/Presse2019/190503WallStreetMarket.html).
25. Peter Andreas, « International Politics and the Illicit Global Economy », Perspectives on Politics, 7 septembre 2015, <https://doi.org/10.1017/S1537592715001358>, pp. 782-788.

26. Voir note 11.
27. Brad Smith, « Facial Recognition: It's Time for Action », Microsoft, <https://blogs.microsoft.com/on-the-issues/2018/12/06/facial-recognition-its-time-for-action/> ; la pratique (reconnaissance faciale) est déjà largement utilisée - y compris par les États autoritaires comme la Chine, où elle est utilisée pour surveiller les minorités musulmanes - avec « peu ou pas de transparence ou d'encadrement réglementaire », Megha Rajagopalan, « Facial Recognition Technology Is Facing A Huge Backlash In The US. But Some of the World's Biggest Tech Companies Are Trying To Sell It In The Gulf », Buzzfeed News, 29 mai 2019, <https://www.buzzfeednews.com/article/meghara/dubai-facial-recognition-technology-ibm-huawei-hikvision>.
28. Voir note 1.
29. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), « 'Much work to do and no time to waste' in cybercrime fight, says UN chief », 15 mai 2018, <https://www.unodc.org/unodc/en/frontpage/2018/May/much-work-to-do-and-no-time-to-waste-in-cybercrime-fight--says-un-chief.html>.
30. Věra Jourová, « General Data Protection Regulation: Speech of Commissioner Jourová at the 'Computers, Privacy and Data Protection' Conference », Commission Européenne, 30 janvier 2019, [http://www.europa.eu/rapid/press-release\\_SPEECH-19-787\\_en.pdf](http://www.europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-19-787_en.pdf).
31. Voir note 12.
32. Australian Signals Directorate (ASD), « Mike Burgess, Director-General ASD, speech to ASPI National Security Dinner », 29 octobre 2018, <https://www.asd.gov.au/speeches/20181029-aspi-national-security-dinner.htm>.
33. Voir note 27.
34. Illustration fournie à la Conférence de Munich sur la Sécurité par David McCandless, « World's Biggest Data Breaches & Hacks », Information is Beautiful, 1<sup>er</sup> avril 2019, <https://informationisbeautiful.net/visualizations/worlds-biggest-data-breaches-hacks/>.
35. Basé sur l'illustration fournie à la Conférence de Munich sur la Sécurité par Verizon, « 2019 Data Breach Investigations Report », 8 mai 2019, <https://enterprise.verizon.com/resources/reports/dbir/>.
36. Voir note 35.
37. Illustration basée sur les données fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par EY.
38. Basé sur l'illustration fournie à la Conférence de Munich sur la Sécurité par EY, basé sur Internet Crime Complaint Center, rapports annuels 2001–2018, <https://www.ic3.gov/media/annualreports.aspx>. Note: For 2010, no data is available on damage by cybercrimes.
39. Basé sur l'illustration fournie à la Conférence de Munich sur la Sécurité par Aparna Nathan dans Julian Segert, « Understanding Ownership and Privacy of Genetic Data », 28 novembre 2018, Science in the News, <http://sitn.hms.harvard.edu/flash/2018/understanding-ownership-privacy-genetic-data/>.
40. Illustration et données fournies à la Conférence de Munich sur la Sécurité par Adam Harvey et Jules LaPlace, MegaPixels. Fondé sur l'analyse de 25 083 291 images de reconnaissance faciale issues de 36 bases de données accessibles au public, citées dans 1 271 articles de recherche dans 42 pays. Pour en savoir plus, voir : <https://megapixels.cc/msc>.

## Recommandations

1. OCDE, « Illicit Financial Flows: The Economy of Illicit Trade in West Africa », OCDE Publishing, Paris, 2018, p.14, <https://www.oecd.org/development/accountable-effective-institutions/Illicit-Flows-Economy-of-Illicit-Trade-in-West-Africa.pdf>.
2. Max Gallien, « Informal Institutions and the Regulation of Smuggling in North Africa », *Perspectives on Politics*, 1–17, 6 juin 2019, <https://www.cambridge.org/core/journals/perspectives-on-politics/article/informal-institutions-and-the-regulation-of-smuggling-in-north-africa/531F344957F020D2167C990EBAE876A6>.
3. OSCE, « Remarks by Secretary General Thomas Greminger at the VIII Moscow Conference on International Security », 24 avril 2019, <https://www.osce.org/secretary-general/418793?download=true>.
4. Halimah Yacob, Facebook, 2 juin 2018, <https://zh-cn.facebook.com/halimahyacob/posts/pleased-to-host-dinner-for-the-shangri-la-dialogue-delegates-at-the-istana-the-s/1957295794303513/>.
5. INTERPOL, « Strengthening Global Security Through Regional Training to Tackle Organized Crime and Terrorism », 28 décembre 2018, <https://www.interpol.int/News-and-Events/News/2018/Strengthening-global-security-through-regional-training-to-tackle-organised-crime-and-terrorism>.
6. Voir par exemple INTERPOL, « Americas: INTERPOL Operation Nets 850 Firearms, 560 Arrests », 11 mars 2019, <https://www.interpol.int/en/News-and-Events/News/2019/Americas-INTERPOL-operation-nets-850-firearms-560-arrests>.
7. OMS « Protocol to Eliminate Illicit Trade in Tobacco Products », 2013, [https://www.who.int/fctc/protocol/illicit\\_trade/protocol-publication/en/](https://www.who.int/fctc/protocol/illicit_trade/protocol-publication/en/).
8. INTERPOL, « Our Role in Fighting Human Trafficking », page consultée le 25 mai 2019, <https://www.interpol.int/en/Crimes/Human-trafficking/Our-role-in-fighting-human-trafficking>.
9. UNODC Global Report on Trafficking in Persons 2018, p.13, <https://www.unodc.org/unodc/data-and-analysis/glotip.html>.
10. Vanda Felbab-Brown, « Organized Crime and Illicit Trade: How to Respond to This Strategic Challenge in Old and New Domains », Brookings, 5 mars 2018, <https://www.brookings.edu/books/organized-crime-and-illicit-trade-how-to-respond-to-this-strategic-challenge-in-old-and-new-domains/>.
11. OCDE, « Governance Frameworks to Counter Illicit Trade », mars 2018, <https://www.oecd.org/gov/governance-frameworks-to-counter-illicit-trade-9789264291652-en.htm>.

## Pour aller plus loin

### Livres

1. Aisha Ahmad, Jihad & Co.: *Black Markets and Islamist Power*, Oxford University Press (New York), 2017.
2. Anders Åslund, *Russia's Crony Capitalism: The Path from Market Economy to Kleptocracy*, Yale University Press (New Haven ; Londres), 2019.
3. Jamie Bartlett, *The People Vs Tech: How the Internet is Killing Democracy (and How we Save it)*, Ebury Press (Londres), 2018.
4. James Bridle, *New Dark Age: Technology and the End of the Future*, Verso (Londres), 2018.
5. Oliver Bullough, *Moneyland: The Inside Story of the Crooks and Kleptocrats Who Rule the World*, St. Martin's Press (New York), 2019.
6. John P. Carlin et Garrett M. Graff, *Dawn of the Code War: America's Battle Against Russia, China, and the Rising Global Cyber Threat*, PublicAffairs (New York), 2018.
7. Christine Cheng, *Extralegal Groups in Post-Conflict Liberia: How Trade Makes the State*, Oxford University Press (Oxford), 2018.
8. Richard A. Clarke et Robert K. Knake, *The Fifth Domain: Defending Our Country, Our Companies, and Ourselves in the Age of Cyber Threats*, Penguin Press (New York), 2019.
9. James Cockayne, *Hidden Power: The Strategic Logic of Organized Crime*, C. Hurst & Co. (Londres), 2016.
10. Annette Idler, *Borderland Battles: Violence, Crime, and Governance at the Edges of Colombia's War*, Oxford University Press (Oxford), 2019.
11. Louise I. Shelley, *Dark Commerce: How a New Illicit Economy Is Threatening Our Future*, Princeton University Press (Princeton), 2018.
12. Tom Wainwright, *Narconomics: How to run a Drug Cartel*, PublicAffairs (New York), 2016.

### Rapports

13. Nicolas Florquin, Sigrid Lipott et Francis Wairagu, « Weapons Compass: Mapping Illicit Small Arms Flows in Africa », The African Union (AU) Commission et Small Arms Survey, juin 2019.
14. Elizabeth Rosenberg, Neil Bhatiya, Claire Groden et Ashley Feng, « Financial Networks of Mass Destruction », Center for a New American Security (CNAS), décembre 2018.
15. Erol K. Yayboke et Aaron N. Milner, « Confronting the Global Forced Migration Crisis », Center for Strategic and International Studies (CSIS), mai 2018.
16. Heather Barr, « Give Us a Baby and We'll Let You Go »: Trafficking of Kachin « Brides from Myanmar to China », Human Rights Watch, mars 2019.
17. INTERPOL, RHIPTO Norwegian Center for Global Analyses et The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, « World Atlas of Illicit Flows », septembre 2018.
18. Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (Club CSAO/OCDE)/ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « Regional Integration in Border Cities », avril 2019.
19. Tom Keatinge et Anton Moiseienko, « Security through Financial Integrity: Mending Pakistan's Leaky Sieve », Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI), mai 2019.
20. Tom Keatinge et Anton Moiseienko, « Security through Financial Integrity: Mending Pakistan's Leaky Sieve », Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI), mai 2019.
21. Summer Walker, « Cyber-insecurities? A guide to the UN cybercrime debate », The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, mars 2019.
22. Holly Dranginis, « Prosecute the Profiteers: Following the Money to Support War Crimes Accountability », The Sentry, avril 2019.
23. Minh D. T. Nguyen, Rosa A. Indenbaum et Madelon Willemsen, « From Tusk to Trinket: Persistent illegal ivory markets in Viet Nam », TRAFFIC, décembre 2018.
24. Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), « Global Report on Trafficking in Persons 2018 », décembre 2018.



## TÉLÉCHARGEZ LE RAPPORT



Suivez ce lien :  
[tsr.securityconference.de](http://tsr.securityconference.de)

## RESTEZ EN CONTACT



### Twitter

Suivez-nous sur Twitter : [@MunSecConf](https://twitter.com/MunSecConf)  
Contribuez au débat en ligne en utilisant  
les hashtags : [#MSCreport](https://twitter.com/hashtag/MSCreport)  
[#MSCTransnational](https://twitter.com/hashtag/MSCTransnational)



### Facebook

Rejoignez-nous sur Facebook :  
[www.facebook.com/MunSecConf](http://www.facebook.com/MunSecConf)



### Newsletter

Abonnez-vous à notre newsletter :  
[www.securityconference.de/en/newsletter/](http://www.securityconference.de/en/newsletter/)



### Application

Pour télécharger l'application MSC, visitez :  
[www.app.securityconference.de](http://www.app.securityconference.de)

